

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA CLAUSE COMPROMISSOIRE
ET
L'ORGANISATION DE L'ARBITRAGE

THÈSE

Pour le Doctorat en Droit

PRÉSENTÉE PAR

JEAN ROBERT

Librairie du RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, 22

PARIS (5^e)

1929

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA CLAUSE COMPROMISSOIRE
ET
L'ORGANISATION DE L'ARBITRAGE

THÈSE

Pour le Doctorat en Droit

PRÉSENTÉE PAR

JEAN ROBERT

Librairie du RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)
22, Rue Soufflot, 22
PARIS (5^e)

1929



Date de soutenance : *Le 6 Juin 1929, à 2 heures*

Nom du Président : M. MOREL, Professeur

Suffrageants : M. WAHL, Professeur

— M. RIPERT, Professeur



Digitized by the Internet Archive
in 2026

« Si les Citoyens choisissent un arbitre pour
« terminer les différends qui se seront élevés
« entre eux, qu'ils prennent celui qu'ils vou-
« dront d'un commun accord — qu'après
« l'avoir pris, ils s'en tiennent à ce qu'il
« aura décidé ; qu'ils n'aillent point à un
« autre Tribunal — que la Sentence de
« l'arbitre soit irrévocable. »

SOLON.

L'Arbitrage vieux comme la Justice, est aujourd'hui entré dans la pratique des affaires.

Cela suffit pour donner son but à notre étude.

Les affaires commerciales telles qu'on les fait aujourd'hui, ne souffrent guère l'improvisation. « Spéculer, c'est prévoir » a dit un économiste (1). L'arbitrage, outil commercial, doit être prévu comme tous les autres éléments d'un marché.

Il ne le sera que si toutes les conséquences en peuvent être d'avance appréciées, et ç'a été l'œuvre de la loi du 31 décembre 1925 de donner une possibilité à cette prévision par la clause compromissoire introduite dans le marché commercial.

Mais celle-ci ne doit pas n'être qu'un mot ; il lui faut, pour qu'elle ait toute sa valeur, emporter avec elle la con-

(1) M. Camille Perreau, dans son cours d'économie politique.

naissance parfaite de ce que sera dans ses détails l'arbitrage du lendemain. Par là seulement on pourra prévoir.

La Clause compromissoire a aujourd'hui près de 4 ans ; c'est assez pour que l'on ne la considère plus que comme un donné économique autant que juridique et qu'on ne la discute que pour lui assurer un rendement meilleur. C'est dans cet esprit que nous entreprenons cette étude.

D'autres ont balancé les avantages et les inconvénients de l'arbitrage en dehors de toute application (1).

Nous nous demanderons seulement comment il doit s'adapter à sa pratique.

Fixons d'un mot les états juridiques sous lesquels est apparu l'arbitrage au cours de ces dernières années.

Avant la loi du 31 décembre 1925, un seul moyen de manifester une volonté d'arbitrage, le compromis. C'est cet accord de volonté des parties, alors qu'une difficulté est née entre elles, de soumettre à des arbitres qui sont désignés le soin de trancher le litige qui y est exposé.

Prévu et décrit minutieusement par le Code de Procédure Civile, c'est un acte complet, homogène, circonscrivant parfaitement le débat et le moyen de le résoudre.

Cependant tant qu'il fût seul possible l'arbitrage ne connut qu'un succès médiocre.

C'est qu'il intervient à un moment déplorable, celui où les parties accumulent l'une contre l'autre les griefs, et sont l'une envers l'autre en état de défiance. Que l'une à cet instant d'hostilité propose une solution, qui, pour n'être pas amiable, est cependant un pas vers la sagesse, l'autre,

(1) Voyez en particulier M. René Morel : « La Clause compromissoire en matière commerciale. » (Librairie générale de droit et de jurisprudence.)

par principe et par défiance la refuse comme dernière manœuvre de l'adversaire.

Chacun cependant, sentant en d'autres temps l'intérêt d'une pareille institution, cherche à l'imposer en fixant entre son contractant et lui, à l'orée de leurs rapports commerciaux, le principe d'un renvoi devant arbitre, la clause compromissoire.

La jurisprudence cependant s'y opposait depuis 1843. Elle donnait à cette opposition deux raisons, une raison juridique servant à couvrir une raison sentimentale qui était la vraie.

Le motif juridique c'est le défaut de détermination du litige et de désignation des arbitres dans la clause compromissoire.

On a fait depuis longtemps justice de cette raison, et nous ne nous y étendrons pas. Elle tend volontairement à confondre la clause compromissoire et le compromis, et à exiger pour l'une les prescriptions requises pour l'autre (1).

Les deux opérations sont séparées dans l'ordre logique comme la promesse de faire et le fait.

Le véritable argument, nous l'avons dit, est d'ordre sentimental. Il apparaît sous la forme suivante dans l'arrêt de Cassation qui, le 10 juillet 1843, annulait la clause compromissoire : « On ne trouve pas chez les arbitres, les qualités qu'on est assuré de trouver chez les magistrats, la probité, l'impartialité, la compétence, la délicatesse de sentiments, nécessaire pour rendre des Jugements ».

Ceci est un argument de défiance, et assez mal placé, car on peut se demander pourquoi un commerçant ne serait

(1) La jurisprudence moderne ne l'a cependant pas toujours abandonnée. Voir p. 72 l'analyse du jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Dunkerque, confirmé par arrêt de Douai.

pas admis à mettre au service de la Justice son bons sens, son expérience, son honnêteté et son courage, en tant qu'arbitre, puisqu'il est bien admis à le faire comme juge à un Tribunal de Commerce.

Mais cette attitude s'explique à la vérité par une pensée de protection malgré lui du justiciable. Dès qu'il s'échappe de la justice d'Etat, il semble au magistrat que le justiciable court le risque de se livrer de très bonne foi à un arbitrage organisé par l'adversaire en vue de le faire condamner après une parodie de justice et avec le concours de quelques hommes de paille décorés du nom d'arbitre, pour la circonstance.

Cette crainte ainsi représentée est certainement assez logique, c'est celle de l'arbitrage marron. Elle se manifesta encore quand fut votée la loi validant la clause compromissoire. Nous ne la pensons cependant pas très fondée, car elle oblige celui qui veut se livrer à cette opération à organiser une mise en scène et employer des manœuvres frauduleuses qui relèvent de l'escroquerie et laissent par conséquent toujours possible un recours de la victime à la Justice d'Etat.

Et d'autre part, c'est le but justement de l'organisation de l'arbitrage que nous recherchons de les éviter, en dirigeant le commerçant vers des organismes à qui il peut donner toute sa confiance et qui garantissent la loyauté avec laquelle seront conduits les débats.

Malgré cette crainte cependant, les raisons économiques qui militaient en faveur de la clause compromissoire ont été les plus fortes, dans cette mesure au moins de faire admettre le principe de sa validité par la Loi du 31 décembre 1925.

Car à la vérité, si la clause compromissoire est validée,

ce n'est que sous la forme d'un principe, là où l'on eût pu attendre une charte de l'arbitrage, et nous en verrons tout à l'heure les conséquences.

S'il est excellent de voter des lois générales, qui laissent à une lente pratique le soin de les adapter au tempérament d'un peuple, bien plutôt que des œuvres de détail rigides et toujours contradictoires en quelques unes de leurs parties, il est également dangereux de laisser tout entière aux bénéficiaires d'une loi l'œuvre de son interprétation. On risquerait en l'espèce de voir, au long de cette période de tâtonnements jurisprudentiels, s'éteindre le mouvement qui portait le commerce français vers l'arbitrage. La jurisprudence est lente à se former, qui pourrait parfois être évitée par une solution conventionnelle.

Nous commencerons donc, dans une première partie de cette étude par examiner quelques-uns des problèmes que soulève l'utilisation de la clause compromissoire ; mettant le doigt sur leurs difficultés de résolution, nous apprécierons mieux encore toute la nécessité d'une règle conventionnelle plus prévoyante, que son succès pourra pousser à une consécration légale qu'elle n'a d'autre but que de provoquer.

Dans une deuxième partie nous étudierons les conditions dans lesquelles doit prendre naissance l'organisation rendue indispensable par les lacunes de la loi, et les problèmes qu'elle pose.

Nous passerons ensuite en revue dans une troisième partie, les organismes créés en France en vue de procéder à l'arbitrage interne auquel nous limitons notre étude.

Dans une quatrième partie nous nous efforcerons de tirer de l'étude précédente, et de la comparaison des organismes entre eux, quelques règles générales sur le sens dans lequel

il pourrait être utile d'orienter pour l'avenir cette organisation.

Enfin, comme la conclusion normale de ce travail, nous indiquerons en cinquième partie, quelle devra être selon nous l'œuvre législative qui donnerait à la clause compromissoire toute sa valeur d'utilisation et permettrait aussi de servir de base à une organisation générale de l'arbitrage.

PREMIERE PARTIE

LES LACUNES

CHAPITRE PREMIER

LA PREUVE DE LA CAUSE COMPROMISSOIRE

Il est intéressant et nécessaire de se demander le mode de preuve que requiert la clause compromissoire. Il est intéressant de le faire, parce que de ce mode de preuve dépend essentiellement la forme du contrat dans lequel viendra s'insérer la clause compromissoire ; il est nécessaire de le savoir parce que de cette forme du contrat pourra éventuellement dépendre devant les Tribunaux la validité de la clause compromissoire qu'il contient.

La Loi du 31 décembre 1925, qui rend valable la clause compromissoire, ne s'est pas attardée à résoudre cette question, tandis que les articles du Code de Procédure Civile qui réglementent le compromis, l'ont fait avec beaucoup de soin.

Il peut donc être utile de connaître les liens qui rattachent la clause compromissoire au compromis et qui seront peut-être susceptibles d'entraîner une communauté de preuve pour ces deux modes de conclusion d'un arbitrage.

Nous rappelons brièvement que le compromis est cette volonté des parties, postérieure à une difficulté surgie entre elles, d'en soumettre la résolution à des arbitres qui y sont désignés en même temps que le litige y est exactement circonscrit.

La clause compromissoire au contraire, est la volonté

des parties, antérieure à tout différend, de soumettre à des arbitres celui qui pourra éventuellement surgir au cours du contrat commercial qui comporte la clause compromissoire.

Lorsque survient le litige, la clause compromissoire demande à être précisée en vue de la détermination exacte du différend et de la nomination des arbitres. On passe ainsi en général de la clause compromissoire au compromis.

Cette analyse, du reste traditionnelle, conduit donc à considérer la clause compromissoire comme une promesse de compromettre le jour où les circonstances en vue desquelles la promesse a été passée se réalisent.

Or, aux termes de l'article 1.005 du Code de Procédure Civile, le compromis pourra être fait ou par procès-verbal devant les arbitres choisis, ou par acte devant notaire, ou sous signature privée.

Aucun autre mode de preuve n'est donc prévu, ce texte étant limitatif, et la preuve par témoins, possible en matière commerciale, ne semble pas pouvoir être admise en la matière.

Or, nous venons de voir que la clause compromissoire est une promesse de compromettre, susceptible du reste, le cas échéant, de trouver sa réalisation en elle-même, indépendamment d'un compromis et comme un compromis. Faut-il lui appliquer les modes de preuve prescrits pour le compromis lui-même, en dehors, bien entendu, du procès-verbal devant arbitre qui est impossible en l'espèce ?

Elevant le problème, on peut se demander si la promesse de contrat est soumise aux mêmes modes de preuve que le contrat lui-même ? C'est une question sur laquelle les auteurs sont très partagés, et qu'aucun texte ne régit (1).

(1) Voir sur cette question Morel. Op. cit., page 33.

Certains admettent que la promesse de contrat est d'une nature spécifiquement différente de celle du contrat, qu'elle est un autre contrat qui devra ultérieurement subir une modification, et que par conséquent les conditions de forme du premier ne devront pas nécessairement être celles du second.

Ils ont remarqué que le compromis n'est pas nécessairement commercial, tandis que la clause compromissoire l'est toujours, et que par conséquent les modes de preuve de l'article 109 du Code de Commerce sont peut-être applicables à la clause compromissoire, tandis qu'ils ne le sont pas au compromis.

D'autres pensent que la promesse de contrat doit être prouvée comme le contrat lui-même, puisqu'il suffirait, pour échapper aux nécessités de la preuve du contrat, de s'en tenir à la promesse et de la réaliser sans autre formalité.

A l'appui de cette opinion, et en matière de promesse de vente synallagmatique, la Cour de Cassation a jugé qu'elle ne serait obligatoire entre les parties qu'autant qu'elle aurait été agréée et que l'acte qui la constate aurait été rédigé en doubles originaux conformément à l'article 1.325 du Code Civil (1).

En ce qui concerne plus spécialement la matière de l'arbitrage, on insiste sur ce point que ce n'est pas sans raison que le compromis a été soumis à des modes de preuve aussi stricts.

Il a pour but, en effet, de créer une incompétence absolue et générale touchant tous tribunaux et tous ordres de juridiction autres qu'un tribunal arbitral. Il s'agit d'une matière particulièrement grave et il importe que la volonté

(1) Civ. R., 21 décembre 1846. D. P. 1847. I. 19.

des parties de se dérober aux juridictions officielles soit particulièrement nette, et ne puisse laisser place au doute.

D'où ce luxe de formalités dont le Code de Procédure Civile entoure le compromis.

Or, la clause compromissoire a exactement la même portée que le compromis, puisqu'il est possible de passer de la clause compromissoire à l'arbitrage sans s'arrêter au compromis. Il convient donc de fixer la clause compromissoire dans des formes aussi nettes que celles nécessitées par le compromis.

A la vérité, malgré tout ce qu'un pareil système peut avoir de pressant, nous ne croyons pas qu'on doive, en ce qui concerne la clause compromissoire, rechercher l'intention du législateur au delà de la loi du 31 décembre 1925.

Et, si hermétique qu'elle soit, il apparaît bien nettement cependant qu'elle est une loi de diffusion et d'extension de l'arbitrage. La clause compromissoire a été pour le législateur le moyen de faciliter l'arbitrage en faisant de la volonté d'y procéder une clause accessoire d'un contrat commercial principal.

Si cependant on poussait cette notion jusqu'en ses dernières conséquences logiques, on en arriverait à dire que la clause compromissoire peut se prouver comme le contrat commercial lui-même, c'est-à-dire selon les termes de l'article 109 du Code de Commerce, et au besoin par témoins.

Ce serait aller manifestement trop loin, car il ne faut pas oublier ce caractère de dérogation grave au droit commun qu'avaient relevé les partisans d'une réglementation de forme stricte, et qui est indubitable.

Ce caractère dérogatoire inspire alors la pensée de rap-

procher, quant à la recherche de son mode de preuve, la clause compromissoire des conditions générales de vente introduites très souvent dans les marchés commerciaux, et dont la plus fréquente est une attribution de compétence au tribunal de telle ville déterminée.

Rapprochement certain, puisque la clause compromissoire et cette clause dite de compétence, ont pour premier effet de rendre incompétents, pour un litige éventuel, tous autres tribunaux qu'un tribunal arbitral pour l'une, et que le Tribunal de Commerce de telle ville pour l'autre.

Rapprochement cependant qui n'est pas absolument décisif, car ces deux clauses n'ont point du tout la même portée.

La clause de compétence ne fait que créer une incompétence *ratione loci* pour tout autre tribunal que celui désigné, c'est-à-dire que l'ordre de juridiction restera toujours le même, et que le différend soit jugé à Paris ou ailleurs, ce sera toujours selon les mêmes règles de procédure et de droit

L'effet principal de la clause de compétence se bornera donc à obliger une des parties à se déplacer, alors que normalement elle n'aurait pas eu à le faire.

Il en va bien autrement pour la clause compromissoire, puisque c'est véritablement un mode de justice qu'on substitue à un autre.

Il convient donc de se montrer réservé dans l'assimilation qu'on peut tenter de ces deux clauses quant à leur mode de preuve et se dire qu'elle est plus dans leur présentation extérieure aux parties que dans leur fond même.

Mais il est cependant probable que les tribunaux auront tendance eux aussi à faire l'assimilation et à appliquer les

principes qui se dégagent de la jurisprudence en matière de clause de compétence (1).

Les principes, à la vérité, se ramènent surtout à un, et encore susceptible de varier avec les cas d'espèces : c'est celui de la nécessité d'une connaissance expresse et indubitable par les parties, et au moment où elles contractent, de la clause dérogatoire au droit commun. La jurisprudence, si elle admet que la convention des parties fait leur loi, exige au moins que celui qui entend s'en prévaloir rapporte sinon la preuve complète comme en matière civile, du moins les plus fortes présomptions de cette connaissance.

La question ne se posera, à vrai dire, que quand il n'y aura dans la constitution du marché, pas d'échange d'une correspondance confirmative, avec acceptation expresse des conditions.

C'est le cas du bon de commande que signe l'acheteur et qui contient imprimées les conditions générales de ventes et nous verrons les hypothèses que soulève ce cas d'espèce.

C'est le cas aussi de la lettre de confirmation avec clauses marginales, expédiée par le vendeur, et au reçu de laquelle il est admis que le silence vaut confirmation.

C'est celui plus large encore de la facture seulement constitutive du marché verbal, et qui porte en marge la clause de compétence.

Les conditions générales de vente sont parfois formulées sur une feuille détachée. Il faudra alors pour qu'elles puissent être valables que la correspondance en rappelle l'existence et la connaissance par une formule telle que celle-ci :

(1) Sur les clauses de compétence, voir en particulier : Paris, 4 février 1921, G. P., 12 décembre 1921, et Tribunal de Commerce de Marseille, 3 juin 1919, Rec. Mars, 20-1-298.

« Ce marché est fait à nos conditions générales de vente, dont exemplaire ci-joint ». La simple mention « Ce marché est fait à nos conditions générales de vente » ne suffirait pas à prouver la connaissance par l'acheteur, et le vendeur ne saurait utilement en exciper par la suite.

Même si les conditions générales de vente sont portées sur le corps même de la pièce constitutive du marché, elles sont susceptibles de n'être point accueillies. Ce sera le cas par exemple où elles seraient portées au verso du bon de commande dont l'acheteur n'a signé que le recto, et alors que ce recto ne portait aucune indication de ce qu'il existait d'autres conditions au verso (1).

On voit ainsi que si les clauses dérogatoires sont admises, elles sont en même temps réglementées et filtrées très rigoureusement par la jurisprudence.

Il semble que soit dans la même voie qu'on doive s'acheminer pour la réglementation de la clause compromissoire, accentuant encore cependant le caractère restrictif de leur admission, et ceci dans l'intérêt même de l'arbitrage du reste, afin d'éviter de perpétuelles incertitudes qui ne pourraient que lui être néfastes et détruire tout ce que la loi du 31 décembre 1925 contient d'heureuses possibilités.

Mais ceci ne sera qu'une œuvre jurisprudentielle, et nous ne pouvons même pas dire qu'elle soit commencée. C'est indiquer les tâtonnements auxquels on se livrera jusqu'à ce qu'elle soit établie, et tout l'intérêt qu'il peut y avoir pour des organismes à fixer pour ses adhérents les conditions de preuve auxquelles sera soumise cette clause compromissoire, en attendant que le législateur précise sur ce point la loi du 31 décembre 1925.

(1) Paris, 4 février 1921, précité.

Il est enfin une dernière question qu'on peut se poser, celle de savoir si sur certains marchés, ou pour certains commerces, il serait possible de se référer à un usage imposant l'arbitrage sauf convention contraire.

La question apparaît pour l'instant comme théorique, car l'arbitrage n'est pas encore si répandu qu'un usage, chose toujours longue à établir, ait pu prendre naissance. On peut toutefois envisager certains commerces, tel que celui des grains par exemple, qui est le premier à être venu à l'arbitrage, où, dans un temps relativement bref on pourra parler d'usage.

Nous avons admis plus haut que si l'acceptation tacite de la clause compromissaire pouvait être admise, il convenait qu'elle fût au moins rédigée par écrit. De la même façon, il nous semble prudent que le contrat, sous quelque forme qu'il apparaisse, porte une référence aux usages de la profession ou de la place. On rapportera ensuite, s'il est besoin, la preuve que l'arbitrage compte au nombre de ces usages.

L'usage en tous cas ne pourrait jamais être soulevé d'office par le tribunal.

Il apparaît donc d'une façon générale, que la clause compromissaire doit être toujours très nettement et strictement spécifiée. Que si des raisons de pratique commerciale autorisent son acceptation tacite, ce ne peut être que sous le contrôle et sous la condition d'une connaissance moralement indubitable de la part des parties en cause.

Cette théorie, nous ne le dissimulons pas, conduirait à éliminer beaucoup de clauses compromissaires qui ne sont pas toujours très nettes. Ce n'est pas nous qui nous en plaindrons, persuadés que c'est la clause de l'arbitrage qui y gagnera.

CHAPITRE II

LA SANCTION DU CARACTÈRE OBLIGATOIRE DE LA CLAUSE COMPROMISSOIRE

Que la clause compromissoire fixée entre les parties soit obligatoire pour elles, aucun doute à cela, c'est une simple conséquence de l'article 1.134 du Code Civil : « Les conventions librement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ». Toute la question est de savoir quelle est la sanction qui s'y attache. Le caractère obligatoire reconnu de la clause compromissoire ne prend quelque valeur que s'il s'accompagne d'une force exécutoire quelconque.

La force exécutoire d'une obligation peut se traduire de deux façons différentes, exécution directe de l'obligation ou dommages-intérêts. C'est entre l'une ou l'autre alternative qu'il va falloir choisir.

Notons immédiatement tout l'intérêt qu'il y a pour l'arbitrage à ce que ce soit l'exécution directe qui l'emporte. Les dommages-intérêts sont la porte ouverte à l'échappatoire pour une partie désireuse, moyennant l'abandon d'une somme assez minime, d'esquiver une clause d'arbitrage imprudemment signée.

Cette question, tout ceux qui se sont intéressés à l'arbitrage en ont compris le pressant intérêt ; elles l'ont discutée, aboutissant du reste à des avis différents (1).

(1) Morel, op. cit., pp. 44 et s.

Percerou : Consultation donnée à la Chambre arbitrale de Paris. (Voyez extrait dans « Le Port de Dunkerque », juillet 1927, p. 349.)

Si nous la reprenons à notre tour assez rapidement, c'est moins pour son classique intérêt, que pour mieux marquer devant l'hésitation du droit commun, la nécessité d'une organisation conventionnelle ou législative.

Nous ne la considérerons ici que sous la forme du refus de désignation de son arbitre par une des parties.

On pourrait songer au cas plus général où une partie se refuserait à aller à l'arbitrage sous la raison que le litige ne se trouve pas rentrer dans un des cas d'arbitrage prévus par la clause compromissoire. Mais ce cas en dernière analyse se ramène au précédent. Le tribunal, en effet, à qui la difficulté sera soumise, ne pourra pas, prenant une attitude passive, se contenter de se déclarer incompétent. Il faudra qu'analysant et interprétant la clause compromissoire il dise qu'il y a lieu à arbitrage. Puis alors, revenant à la question fondamentale, il organisera l'arbitrage aux lieux et place du défaillant, ou allouera seulement des dommages-intérêts.

Le problème se pose alors sous cet aspect général : la clause compromissoire comporte-t-elle ou non une obligation susceptible d'une exécution directe et forcée ?

Les partisans de la simple attribution de dommages-intérêts font valoir les trois arguments suivants, dont les deux derniers n'interviennent qu'à titre d'adjuvant du premier, seul fondamental.

1° L'article 1.142 du Code Civil prévoit : « Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur. » La clause compromissoire, obligation de faire, ne comporte donc d'autre sanction que l'attribution de dommages-intérêts.

2° La Commission de Législation Civile du Sénat avait

prévu lors de la discussion de la loi du 31 décembre 1925 une procédure d'exécution forcée qui ne fut pas votée (pour des raisons du reste de pure opportunité parlementaire) (1). On en tire cet argument que le législateur était bien d'avis qu'on ne pouvait sans une loi procéder à une exécution forcée de la clause compromissaire.

3° La loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale organisant l'arbitrage du prix du bail prévoit :

ART. 3. Parag. 2 « Faute par l'une des parties d'avoir procédé à cette désignation dans les quinze jours qui suivront l'audience de conciliation ou l'expiration des délais d'opposition, il y sera pourvu d'office par le Président ».

Ainsi ici un texte exprès a semblé nécessaire pour qu'on puisse passer outre au refus de la partie. La jurisprudence seule pourra-t-elle le faire dans le droit commun de l'arbitrage ?

A l'argument tiré de l'article 1.142, on objecte classiquement que, quand l'obligation est susceptible d'une exécution directe, celle-ci doit l'emporter sur l'attribution de dommages-intérêts.

Examinons, cependant, de plus près cette interprétation de l'article 1.142 (2).

On remarque dans le cadre des obligations de faire, qu'au cas où l'obligation peut être exécutée par toute autre personne que le débiteur, le créancier peut se faire autoriser à procéder lui-même à l'exécution. Et de la sorte les articles 1.143 et 1.144 ne sont que des cas particuliers de l'article 1.142.

(1) Deuxième rapport, Catalogne, Sénat, Documents parlementaires, J. O. du 27 novembre 1925, annexe 44. Voir l'analyse que nous en donnons p. 162.

(2) Voyez Demolombe, T. 24, nos 488 et s.

Et on généralise cette idée en disant que l'exécution directe est possible chaque fois qu'elle peut s'effectuer sans être pour le débiteur l'objet d'une contrainte personnelle, c'est-à-dire sans atteinte à sa liberté personnelle.

On sépare ainsi les actes juridiques purs des actes à participation personnelle. Les premiers, obligation d'acheter, de vendre, peuvent être exécutés directement et par autrui. Des autres on donne les exemples classiques de l'obligation de peindre ou d'écrire. Ils ne peuvent s'exécuter directement que par celui qui en a contracté l'obligation, et sans faire violence à sa personne ; leur non-exécution doit se résoudre en dommages-intérêts.

De quelle nature est le fait de la désignation d'arbitre : acte purement juridique ou acte personnel ? Suivant que l'on résoudra dans un sens ou dans l'autre cette question, on optera pour une exécution directe ou l'attribution de dommages-intérêts. M. Morel, dans l'étude très poussée qu'il a fait de la clause compromissoire, a examiné ce problème (1). Concluant à une application non littérale de l'article 1.142, il examine pour la repousser comme insuffisante une objection tirée du caractère essentiellement volontaire de l'arbitrage.

Il nous paraît cependant, qu'il y a quelque chose de plus à faire intervenir dans l'analyse de cette opération juridique, et c'est la raison de la désignation des arbitres. Cette raison, c'est la considération de la personne.

L'arbitre est désigné *intuitu personæ*, à raison de ses qualités aux yeux de la partie.

On ne saurait aller jusqu'à dire que l'arbitre est un mandataire, puisque fait défaut le pouvoir d'agir au nom de son

(1) Op. cit., pp. 47 et 48.

mandant, et que l'arbitre, dès qu'il est désigné, a toute liberté d'allure dans le cadre de sa mission. Mais cette considération de la personne qui agit également dans la désignation du mandataire et de l'arbitre, affecte la désignation de l'arbitre, du même caractère personnel que le choix d'un mandataire.

Et c'est ce qui nous amène à penser qu'on ne saurait désigner un arbitre pour autrui sans attenter, dans une mesure qui peut être large, à sa liberté individuelle.

En d'autres termes, la désignation d'office ne sera jamais certainement équivalente à la désignation personnelle, et c'est justement à ce critérium que s'est appliquée la doctrine comme la jurisprudence sur l'article 1.142, que l'exécution directe ne pouvait avoir lieu par autrui que si elle avait un caractère suffisamment impersonnel pour n'être pas affectée par la personnalité de celui qui y procéderait.

Ainsi en droit pur, et du rapprochement de l'article 1.142 et du caractère essentiellement personnel de la désignation d'arbitre, on ne peut que conclure à une simple action en dommages-intérêts.

En face de cette conclusion, et en dehors du droit pur, on fait valoir le caractère obligatoire de la clause compromissoire signée, et la nécessité pour lui donner toute sa force, de l'armer de la possibilité d'une désignation d'office de l'arbitre.

De cette nécessité nous sommes les premiers convaincus, mais nous ne croyons pas que cette désignation d'office, pour souhaitable qu'elle apparaisse, soit, en l'état actuel des choses, réalisable par la seule jurisprudence.

Le caractère obligatoire de la clause compromissoire signée n'a rien qui dépasse celui de toute autre obligation. Il prend seulement, ici, l'allure d'une nécessité de fait

encore qu'inexprimée, en vue d'assurer non pas l'exécution, mais la sécurité d'un contrat. Et ce caractère obligatoire, utile sans être indispensable, ne pourrait se voir sanctionné qu'en transgressant des principes juridiques d'un ordre assez général.

Il ne nous paraît pas, dans ces conditions, qu'il y ait matière pour un tribunal à motiver fortement un jugement dans ce sens.

La jurisprudence a eu peu d'occasion de se prononcer à cet égard.

Elle l'a fait une première fois en 1860, dans un sens favorable à la désignation d'office. A cette époque, où la clause compromissoire était annulée en matière générale, elle restait possible aux termes de l'article 332 du Code de Commerce, en matière d'assurances maritimes. La Cour de Cassation eut donc à se prononcer à ce sujet le 27 novembre 1860 (D. 61. I. 494. S. 62 I. 159).

Nous extrayons de l'arrêt les attendus suivants fixant la théorie de la Cour sur ce point : « Sur le deuxième moyen :
« — Attendu que l'article 633 du Code de Commerce répute
« acte de commerce toutes les assurances et autres contrats
« concernant le négoce maritime ; — Attendu que l'ar-
« ticle 631 du même Code attribue à la juridiction consu-
« laire la connaissance des contestations relatives aux actes
« de commerce ; que cette attribution de juridiction impli-
« que la compétence des Tribunaux de Commerce pour
« nommer les arbitres appelés à statuer sur les contesta-
« tions nées d'un contrat d'assurances maritimes..... »

Cet arrêt ne nous donne donc aucun éclaircissement, car il ne paraît pas soupçonner qu'il puisse y avoir une difficulté dans la substitution d'un tribunal à la partie pour désigner un arbitre. Il passe à côté du problème.

Le Tribunal de Commerce de Marseille a, le 2 février 1927, rendu un jugement en la matière (G.P. 27. I. 598) accordant, lui, des dommages-intérêts aux demandeurs. Il est ainsi motivé sur le point en question : «Attendu « que les demandeurs réclament de plus des dommages-in-
« térêts à Nizard frères pour s'être refusés à constituer
« l'arbitre prévu par le contrat litigieux, dont l'une des
« clauses est ainsi conçue : « Toutes contestations seront
« réglées par amis communs à Marseille ou par la Chambre
« des expertises et arbitrages de Marseille » ; qu'effective-
« ment les dits Nizard frères n'ont pas voulu désigner
« leur arbitre malgré l'invitation qui leur en a été faite
« par Lemann et Calo dans leur lettre du 23 juillet, et en
« dépit d'une mise en demeure par lettre recommandée du
« 2 août suivant ; qu'ils se sont ainsi soustraits de propos
« délibéré, sans motifs plausibles, à un engagement con-
« tracté en conformité de la loi du 31 décembre 1925 ;

« Attendu qu'un tel manquement à une obligation prise
« par Nizard frères à l'occasion d'un contrat commer-
« cial que Lemann et Calo auraient pu ne pas conclure
« si la clause compromissoire n'avait pas été acceptée par
« leurs co-contractants, mérite une sanction; que cette sanc-
« tion ne peut consister, en l'état de la loi sus-visée, que
« dans l'application de l'article 1.142 du Code Civil aux
« termes duquel « toute obligation de faire ou de ne pas
« faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution
« de la part du débiteur

« Attendu qu'en raison des circonstances de la cause, et
« de l'importance du marché litigieux (1.500 quintaux de
« blé dur à 215 fr. les 100 kg.) il convient de fixer à mille
« francs le montant des dommages-intérêts à accorder aux
« demandeurs..... »

Les motifs sont assez faibles de la vérité. Mais on y remarquera que si le Tribunal déclare en principe : « que cette « sanction ne peut consister, en l'état actuel de la loi sus-visée, que dans l'application de l'article 1.142 du Code « Civil », les demandeurs de leur côté n'avaient pas conclu à autre chose que l'obtention de dommages-intérêts. Les défendeurs, eux, n'ont certainement pas opposé la possibilité d'une désignation d'office qui leur était plus défavorable encore, de sorte que la question qui nous intéresse ici est demeurée non discutée en l'espèce et que ce jugement n'est pas aussi décisif qu'on pourrait le penser. La question reste, en fait, toute doctrinale.

Une remarque cependant s'impose, c'est de considérer à quel point sont minimes, malgré l'importance du marché que le jugement pourtant fait valoir en faveur de la somme qu'il accorde, les dommages-intérêts auxquels sont condamnés les défendeurs.

Cette incapacité où est la jurisprudence à sanctionner autrement que par des dommages-intérêts la défaillance d'une partie, crée donc une situation pleine de dangers et tout à fait préjudiciable à l'institution même de l'arbitrage.

D'une part, les commerçants loyaux seront peu portés à signer des clauses compromissaires qui n'emporteront pas nécessairement une exécution quelle que soit l'attitude de l'adversaire. Il y a là un aléa possible et qui peut suffire pour créer la défiance puis l'abandon.

D'autre part, le commerçant peu scrupuleux, désireux d'esquiver l'arbitrage ou même simplement de gagner du temps, sacrifiera volontiers 1.000 francs sur un marché de 300.000, afin d'obtenir ce résultat. Dès l'instant où ce calcul devient d'une réalisation normale, l'arbitrage aura avec raison perdu toute la faveur dont il peut jouir actuellement.

Mais, si telle quelle, cette situation ne peut se dénouer en justice, il reste d'autres voies. Une voie conventionnelle et une voie législative. L'une et l'autre feront au cours des pages suivantes l'objet d'une étude particulière.

CHAPITRE III

LES APPELS EN GARANTIE

La question des appels en garantie est une de celles qui font le mieux ressortir à quel point sont encore mal précisées toutes les conséquences de la clause compromissoire et à quel point reste encore indécise sa portée exacte.

L'appel en garantie en matière commerciale est cette voie de droit par laquelle un négociant appelé devant un Tribunal par un vendeur ou un acheteur, à raison d'un litige quelconque concernant la marchandise vendue ou achetée, a la faculté, se retournant contre son vendeur à qui il prétend que le vice est imputable, de faire dire par un seul et même jugement, à qui incombe la responsabilité finale.

Fixant *ratione loci* le tribunal compétent en matière d'ajournements, l'article 59 du Code de Procédure Civile dispose dans son alinéa 8 que le défendeur sera assigné « en matière de garantie, devant le juge où la demande originaire sera pendante¹ », faisant ainsi échec à la règle générale posée en tête de ce même article qu'en matière personnelle le défendeur sera assigné devant le tribunal de son domicile.

L'article 181 du même Code précise encore cette règle de dérogation au droit commun.

Règle d'exception, on admet cependant qu'elle n'est pas d'ordre public et qu'on y peut faire échec par un acte de volonté formelle des parties.

Les deux questions qui se posent sont alors les suivantes :

1° La clause compromissoire constitue-t-elle à elle seule

une dérogation suffisante au principe général, ou convient-il de la préciser à cet effet ?

2° Peut-on, en l'état actuel des choses, concevoir un appel en garantie possible en matière d'arbitrage indépendamment des Tribunaux de droit commun ?

La clause compromissoire est-elle une dérogation au principe de l'appel en garantie ?

La question se pose de la façon suivante : Une marchandise part d'un vendeur originaire A, pour aller à des acheteurs successifs B et C. Parmi les contrats qui lient ces différents acheteurs de la même marchandise, seul celui de A à B contient une clause compromissoire. Par la suite, C assigne B devant son Tribunal de Commerce pour un vice quelconque de la marchandise. B qui croit ce vice imputable à A voudrait voir celui-ci appelé en garantie devant le Tribunal où il est lui-même assigné, afin de faire régler ce litige dans une instance commune. Peut-il s'autoriser de ce que la clause compromissoire ne comporte pas de dérogation formelle au principe de l'article 181 du Code de Procédure Civile pour attirer A devant le Tribunal de Commerce ?

La question ne s'est pas encore, à ce que nous sachions, posée d'une façon litigieuse devant les tribunaux. (Elle n'a été posée que d'une façon toute doctrinale devant le congrès des Chambres arbitrales). On ne la résoudra donc que par les principes généraux relatifs à la portée qu'il faut attribuer à la clause compromissoire.

Là encore, on a essayé de procéder par analogie avec les clauses de compétence usitées en matière commerciale, ceci du reste afin d'en tirer la nécessité d'une indication formelle de dérogation à l'article 181.

Les décisions judiciaires sont encore très peu nombreuses sur le point de savoir si l'on peut par des clauses de compétence passer outre aux prescriptions de l'article 181 (1).

La doctrine dans sa majorité admet cependant la nécessité de l'indication formelle de volonté de se soustraire à l'appel en garantie, et nous nous rangeons sans hésitation à son côté en ce qui concerne les clauses de compétence. Mais ce qui est vrai de celles-ci, ne l'est pas nécessairement de la clause compromissoire. Si nous avons pu les assimiler, non sans réserves d'ailleurs, en ce qui concernait leur mode de preuve, parce qu'il s'agissait de leur forme matérielle qui était identique, il n'est plus de même dès qu'il s'agit de leur portée qui est toute différente.

Le but des clauses de compétence est en effet de dire que dans le cadre des tribunaux de droit commun, le tribunal de telle ville sera, de préférence à tout autre, désigné pour connaître de telle catégorie de litige. La dérogation est donc faite *ratione loci* à la règle générale de l'article 59 du Code de Procédure Civile. Mais l'appel en garantie est lui-même une dérogation à cette même règle pour un cas déterminé, celui où on peut prévoir et où on veut éviter une multiplicité de procès. Quand deux règles, l'une conventionnelle, l'autre légale, sont en présence, et toutes deux relatives, la règle légale doit l'emporter sur la règle conven-

(1) Alger, 13 juin 1900 (D. P. 1901-2-273) : « Attendu que, s'il est « vrai qu'en principe la demande en garantie doit être formée devant « le Tribunal saisi de la demande principale aux termes de l'art. 181 du « Code de Procédure civile, cette disposition n'est point d'ordre public « et les parties sont libres d'y déroger par conventions expresses... »

Nancy, 31 mai 1927 (Rec. du Havre, 1927, n° 3. 2. 139) : « En cas « d'appel en garantie, la clause attributive de compétence, même en « cas de pluralité de défenseurs ou d'appel en garantie, n'est nullement « prohibée par l'art. 181 du Code de Procédure civile et doit recevoir « application. »

tionnelle si celle-ci n'indique pas formellement vouloir déroger aussi à l'exception légale.

La jurisprudence a sanctionné la valeur de cette volonté de déroger à l'article 181, sans du reste indiquer la forme que devait revêtir cette dérogation, admettant par là qu'il suffisait qu'elle soit nette.

Mais il en est tout autrement de la clause compromissoire dont la portée est infiniment plus large, au point que l'assimilation n'est pas possible que nous avons tentée précédemment avec les clauses de compétence.

Point n'est besoin d'insister sur cette notion que la clause compromissoire crée non seulement une incompétence *ratione loci* vis-à-vis de tel tribunal déterminé parmi les Tribunaux de droit commun, mais encore une incompétence *ratione materie* à l'encontre de tout ordre de tribunaux de droit commun, et au profit des seuls tribunaux arbitraux.

Cette exception voulue par la loi et réalisée par les parties, prend donc un caractère d'exception légale au renvoi devant les juridictions de droit commun, au même titre que l'article 181 est une exception légale à la règle de l'article 59 du Code de Procédure Civile.

Il n'y avait donc pas lieu de tenter une assimilation avec les clauses de compétence, et le seul rapprochement de leur portée réciproque suffit à montrer qu'il n'est pas besoin en matière de clause compromissoire de préciser une dérogation formelle à l'article 181 du Code de Procédure Civile.

Mais cet argument n'est qu'une réponse directe à l'argumentation de ceux qui voudraient, au moyen de cette analogie, diminuer la portée de la clause compromissoire. La raison la plus déterminante est celle-ci :

Le vendeur originaire n'est appelé en garantie qu'à raison de son contrat avec son acheteur. Mais ce contrat est indivisible. On ne peut l'invoquer pour partie à l'encontre du vendeur, le retenir pour la vente de la marchandise qui l'a déterminé, et le négliger pour la clause compromissoire qu'il contient et qui a pu pousser le vendeur à conclure. Le vendeur n'est lié que par son contrat, mais par son contrat tout entier, et on ne pourrait lui retirer le bénéfice d'une de ses clauses que pour un motif d'ordre public qui n'existe pas ici. On ne peut donc appeler une partie en garantie, qui est liée par une clause compromissoire.

Tout ceci apparaît d'une telle certitude qu'on pourrait se demander pourquoi le débat a pu être soulevé, n'était la considération du trouble qu'apporte dans l'ordre judiciaire une telle situation. L'existence d'une clause compromissoire dans une série de contrats qui n'en comportent pas, rend en effet impossible tout appel en garantie.

Dans ces conditions, le défendeur originaire sera tenté pour éviter le risque de plusieurs instances sur un même litige, d'appeler en garantie son vendeur malgré sa clause compromissoire. Le Tribunal de Commerce, désireux de voir le litige réglé en une seule instance pourra être porté, en l'absence d'une dérogation formelle à l'article 181, à dire qu'il n'y aura pas de raison de refuser l'appel en garantie. Le caractère pratique de cette façon de faire pourra se trouver de nature à entraîner la conviction de ces magistrats. Bien qu'une telle pratique serait repoussée en appel ou en cassation, elle aurait eu pour premier résultat d'appeler devant les tribunaux de droit commun des commerçants qui, par leur clause compromissoire, ont voulu éviter un tel résultat. C'est ce qui avait

déterminé certains esprits à vouloir faire préciser dans ce sens la clause compromissoire afin d'éviter plus sûrement de semblables résultats.

Mais nous ne croyons pas cependant qu'on doive, pour des motifs de cet ordre, fausser une situation juridique parfaitement nette. Ce serait diminuer la portée de la clause compromissoire que de la vouloir renforcer quand il n'en est pas besoin.

Nous sommes les premiers à reconnaître l'inconvénient d'une situation de cet ordre, mais nous l'estimons plus apparent que réel car il est rare que dans une série ou suite de contrats relatifs à une même marchandise (en dehors de la filière proprement dite pour laquelle la question ne se pose même pas), ne se trouve pas toujours reproduite la clause compromissoire figurant dans le premier.

En tous cas, la généralisation sur un marché donné de l'emploi de la clause compromissoire donnera sa solution naturelle à cette question.

Mais cette généralisation de la clause compromissoire que nous souhaitons nous amène à examiner la deuxième face de ce problème, celle de savoir dans quelle mesure il est susceptible d'y avoir lieu à un appel en garantie en matière d'arbitrage.

Il apparaît évidemment souhaitable que la procédure d'arbitrage comporté un appel en garantie, pour les mêmes raisons qui l'ont fait admettre en matière de droit commun. Il s'agit dans un cas comme dans l'autre d'éviter la multiplicité des procès relativement à un litige somme toute identique, et surtout de fâcheuses contrariétés de jugements qui ne manqueraient pas de se produire quel-

quefois. Enfin surtout, l'arbitrage se targue d'être une voie judiciaire rapide ; il n'en donnerait pas l'impression en provoquant une série de procès et de décisions, faute de pouvoir statuer en une seule instance comme les tribunaux de droit commun.

Et pourtant nous pensons immédiatement qu'en l'état actuel des choses, il est fort difficile d'instaurer une procédure de cet ordre.

L'appel en garantie, en effet, consiste à attirer quelqu'un hors de son tribunal naturel, mais devant un tribunal de même espèce et de même ordre, et c'est la condition de tout appel en garantie que le justiciable trouve devant ce tribunal nouveau où il est appelé toutes les garanties qu'il pouvait attendre devant le sien. Ceci est réalisé devant les tribunaux de droit commun, puisque créés de façon à être interchangeable les uns aux autres, ils statuent suivant des règles identiques édictées dans un même code.

Or, indépendamment de la question de savoir dans quelle mesure on pourra unifier les tribunaux arbitraux, il ne reste pas moins qu'à l'heure actuelle, et par définition, les juridictions arbitrales qui sont d'ordre privé ne valent que par la confiance personnelle que leur font les parties. Ces juridictions ne s'imposent pas aux tiers, si ceux-ci n'ont pas volontairement reconnu leur capacité et adhéré à leurs règlements.

La question pourrait être résolue dans le seul cas où toutes les parties, et surtout l'appelé en garantie, auraient signé des clauses compromissaires très générales et ne contenant pas d'avance la désignation de tel arbitre collectif ou individuel ni fixé la procédure de leur nomination.

Mais comme la plupart contiennent, à juste titre d'ail-

leurs, l'indication du renvoi devant un organisme préalablement désigné, on ne peut songer à renvoyer une partie devant le tribunal désigné par un autre contrat que le sien, parce que, quelle que soit l'honorabilité de cet organisme, la partie n'est pas sûre d'y trouver les garanties que pouvaient offrir le sien et qui pouvaient avoir été un élément déterminant du contrat qu'il avait passé avec son acheteur.

En dehors de tous les inconvénients pratiques que comporterait la thèse contraire (risque d'être entraîné dans des arbitrages suspects et organisés à l'encontre de l'appelé en garantie, et dans l'intention de l'y faire condamner), une pareille formule viendrait en opposition avec tout ce qui constitue la nature même de l'arbitrage. On y vient moins, croyons-nous, pour ses qualités de rapidité et d'économie, que par ce qu'on sait y être jugé par tel individu ou telle collectivité dont les qualités morales et techniques vous sont connues et déterminent un élément de confiance personnelle qui est le fond même de l'arbitrage.

Nous nous demanderons plus loin s'il est possible de procéder à un groupement des organismes arbitraux, des principaux d'entre eux au moins, tel que l'on puisse envisager une confiance faite au groupe comme elle l'est aujourd'hui à un organisme individuel, mais il faut reconnaître qu'une telle solution n'est pas à l'heure actuelle susceptible d'être pratiquement envisagée.

Dans ces conditions, nous devons conclure que malgré tout ce qu'aurait de souhaitable l'appel en garantie en matière arbitrale, et dont le défaut place indubitablement l'arbitrage sur un pied d'infériorité par rapport aux tribunaux de droit commun sur ce point particulier, l'organisation actuelle basée sur un élément de confiance per-

sonnelle assez restreint quant à son étendue, ne comporte pas d'appel en garantie forcée.

Il est à peine utile de signaler que la volonté des parties pourrait toujours y suppléer, puisque c'est cet élément volontaire qui est déterminant de tout arbitrage.

DEUXIEME PARTIE

LES CONDITIONS GÉNÉRALES D'UNE ORGANISATION DE L'ARBITRAGE

Nous venons de mener une rapide étude sur quelques-uns des points de contact de l'arbitrage avec sa pratique. Il ne s'en dégage pas pour celui-ci une impression satisfaisante. En présence de chaque difficulté, plusieurs solutions sont possibles et aucune n'est adoptée résolument.

Cette simple constatation doit suffire à justifier la nécessité d'une organisation de l'arbitrage, et c'est à l'étude de celle-ci que nous allons maintenant nous consacrer.

Mais avant de poser les conditions dans lesquelles doit se faire cette organisation, il nous paraît intéressant, en vue de l'orienter dans un sens quelconque, de déterminer le caractère juridique de la sentence arbitrale.

CHAPITRE PREMIER

LE CARACTÈRE JURIDIQUE DE LA SENTENCE ARBITRALE

Notons d'abord l'intérêt d'une pareille recherche préalable à une étude de l'organisation de l'arbitrage, l'influence et les conséquences que ce caractère une fois déterminé peut entraîner pour le développement, dans un sens particulier, de cette organisation.

D'une façon générale, il n'est jamais indifférent de déterminer l'étiquette juridique dont son revêtus les actes, dès qu'il s'agit de leur donner une forme. Ce n'est pas seulement la recherche d'une satisfaction intellectuelle ou un souci d'ordre qui poussent à ces travaux ; les cloisonnements juridiques réagissent sur l'esprit des institutions et leur donnent toute leur portée.

En ce qui concerne plus spécialement la sentence arbitrale, cette détermination nous amènera à savoir si cette sentence, gardant tous ses liens avec le compromis, prend le caractère d'une convention des parties au même titre que celui-ci, ou si au contraire l'influence des contractants s'arrêtant au compromis, la sentence est proprement un jugement.

L'affirmation du caractère de jugement de la sentence tendra à faire des institutions arbitrales des organisations d'un caractère plus nettement juridictionnel, avec tout ce que ce terme entraîne de garanties nécessaires pour les parties.

L'arbitrage, sans rien perdre de ses traits de voie judiciaire de plein pied revêtira dans son organisation un caractère marqué de généralité. Les règlements de ces organismes devront dominer les contrats particuliers comme la loi les espèces.

Si au contraire la sentence demeure juridiquement contractuelle, elle se rattache perpétuellement, ainsi que le veulent les partisans de cette thèse, à la convention qui lui a donné vie, convention primitive dont elle prétend n'être qu'un aspect nouveau que les circonstances ou les attitudes des parties ont amené à substituer au premier.

L'arbitrage sous cette forme demeure donc perpétuellement un cas d'espèce. Il devient difficile de parler de règles générales, et aussi d'organisation.

Les arbitres seront substitués aux parties dans l'élaboration de leurs contrats. Et cette conséquence du reste, devrait logiquement amener à faire des arbitres les mandataires des parties (1).

(1) Cette thèse a été d'abord soutenue par Merlin (Questions de droit, 4^e édition, Jugements, §. XIV, t. 9, pp. 142 et s.), et c'est celle à laquelle on doit nécessairement être amené si on veut expliquer le rôle des arbitres dans un arbitrage qui aboutirait à un contrat.

C'est celle aussi qui est adoptée plus récemment par la Cour d'Alger, dans un arrêt du 17 mars 1926. (Voyez « Le Port de Dunkerque », octobre 1928, p. 55.) Cet arrêt admet sans le justifier que la sentence est un contrat. Il dit : « Attendu en effet que la sentence arbitrale n'est point un jugement, une décision de justice, mais une convention passée par mandataires, les arbitres établissant au nom des parties une convention au sujet de difficultés sur lesquelles elles n'ont pu elles-même conclure un accord. »

Ceci est absolument logique, car on ne peut raisonnablement expliquer autrement le rôle des arbitres dans un contrat. Mais ceci est inexact car les arbitres, dont la mission fondamentale est de dire le droit et de l'imposer aux parties, se trouveraient ainsi avoir plus de pouvoir que les parties qui les ont mandatés.

Ainsi, tout le système se trouve condamné, et, puisque les arbitres ne peuvent être des mandataires, la sentence ne saurait être un contrat.

Les partisans de la thèse de la sentence-contrat se sont les premiers appliqués à détruire cette opinion dont la logique les condamnait et qui est certainement erronée, mais qui montre bien ou conduit le système. Il laisse indubitablement à penser qu'envisagé sous cette forme, et guidé par cette définition de la sentence, l'arbitrage glissera vers la médiation ; l'esprit du marché se substituera à celui de la décision, et un peu à la fois, ainsi qu'on a déjà que trop de tendances à le penser communément, compromettre voudra dire transiger.

Cette controverse dont nous venons d'entrevoir la portée générale n'avait cependant jusqu'à ces temps derniers jamais fait l'objet d'une discussion d'ensemble (on peut se reporter cependant à l'article de M. Lainé tiré d'une consultation à propos de la succession de la Reine Marie-Christine, mais dont l'objet principal n'était pas tout à fait celui de cette étude. *Clunet*, 1892, p. 641).

Ce n'est que dans la thèse très documentée de M. Paul Brachet sur « l'Exécution internationale des sentences arbitrales (1) » que la question fut évoquée dans toute son ampleur et résolue par lui dans le sens qui fait de la sentence arbitrale une convention des parties.

C'est contre cette solution que nous voulons nous élever, dans le cadre du droit interne au moins.

Les partisans de la sentence-contrat (2) offrent d'abord à l'appui de leur thèse deux séries d'arguments négatifs.

La sentence ne peut pas être un jugement :

1° Parce que les arbitres sont dans beaucoup de cas,

(1) Paris, Rousseau, éd. 1928.

(2) V. Brachet, pp. 70 et s.

sinon la plupart, autorisés à s'affranchir des règles de droit, ce qui enlève à une décision le caractère d'un jugement

2° Parce que l'appel des sentences qui est possible devant les juridictions d'Etat, ce qui à première vue peut sembler un argument en faveur de la sentence-jugement, est possible en réalité quel que soit le taux du litige, ce qui ôte toute valeur à l'argument d'abord entrevu, et fait de l'appel une convention tacite toujours sous entendue dans le compromis.

Enfin, ayant ainsi démontré que la sentence ne saurait être un jugement, devenant constructif, M. Brachet, s'attachant au mécanisme de l'opération, montre qu'il conduit à rattacher intimement la sentence à la convention.

D'abord, le fait pour une décision de n'être pas rendue selon les règles du droit lui ôte-t-elle le caractère d'un jugement ? Autrement dit, est-ce ne pas juger que de juger en équité ?

Un seul exemple pourra suffire, pensons-nous, à combattre cette opinion.

Les Juges de Paix, magistrats d'Etat, furent longtemps, et sont encore pour quelques-unes de ses dispositions, régis par la loi du 25 mai 1838. Celle-ci jusqu'au 22 décembre 1915, contenait un article 15 ainsi rédigé :

« Les jugements rendus par les Juges de Paix ne pourront être attaqués par la voie du recours en Cassation que pour excès de pouvoir. »

Ce qui veut dire :

Que ces décisions ne pouvaient être attaquées que pour violation de la loi, c'est-à-dire que les Juges de Paix jugeaient en équité et qu'enfin ces décisions n'en avaient

pas moins, dit le texte (« Les jugements rendus »), le caractère de jugement.

Ce que la loi du 22 décembre 1915 est venue transformer en vue d'unifier notre organisation judiciaire démontre que le caractère de jugement dans notre droit interne n'est pas indissolublement attaché aux seules décisions qui ont leur source dans la loi, comme on voudrait le prétendre.

Le fait par conséquent que l'article 1019 du Code de Procédure Civile autorise les parties à faire des arbitres d'amiables compositeurs, n'est pas une de ces dispositions qui retirent à la sentence le caractère d'un jugement, mais elle a la même portée que l'article 15 de la loi du 25 mai 1838, qui qualifiait de jugement les décisions rendues en équité par les Juges de Paix.

Le fait que les sentences arbitrales soient susceptibles d'une voie de recours judiciaire, appel ou requête civile, semble une preuve de plus du caractère de jugement qu'il convient d'attribuer à la sentence (1).

Ne peut être susceptible d'appel qu'une décision qui a tous les caractères d'un jugement, et surtout une décision rendue par des hommes ayant aux yeux de la loi tous les attributs du magistrat, la disposition de la puissance publique exceptée.

Il apparaît pourtant aux partisans de la sentence-contrat (1) qu'une circonstance vient retirer à cet argument toute sa force, c'est le fait que la sentence est susceptible d'appel quel que soit le taux du litige.

(1) Voir en particulier, pour cet argument, Lainé, op. cit.

(1) V. Brachet, p. 75.

Et ils voient l'explication de cette anomalie dans une analyse contractuelle du droit d'appel (2).

Cette subtile analyse ne nous paraît pas convaincante.

Nous remarquons d'abord qu'elle demeurerait absolument identique si le législateur avait limité le droit d'appel à un taux litigieux minimum.

La base de l'explication proposée est dans la possibilité pour les parties d'écarter l'appel, d'où l'on tire cette conséquence que quand elles ne l'ont pas fait, c'est par un acte de volonté tacite qui donne à cet appel son caractère contractuel.

La considération du taux de litige n'intervient pas dans cette analyse.

L'absence de toute limitation à la base dans le taux du litige susceptible d'appel a d'ailleurs une explication infiniment plus simple à nos yeux qui est celle de la garantie du justiciable. Qu'on n'oublie pas que de tous temps, et aujourd'hui encore dans une certaine mesure, l'arbitrage a été vu par la Justice d'Etat avec une défaveur se traduisant par quelque suspicion à l'égard des arbitres et de

(2) Voyez sur ce point : Weiss : « De l'exécution des sentences arbitrales étrangères en France », Revue Lapradelle, 1906, p. 41 :

« En gardant le silence, elles (les parties) ont par cela même restreint les pouvoirs de cet arbitre et imprimé à la décision qu'il rendra une vertu purement provisoire et conditionnelle. Si donc la sentence arbitrale est susceptible d'appel et de révision, c'est parce que les parties l'ont voulu.

« La révision ne va pas à l'encontre de la convention d'où cette sentence est sortie, comme elle irait à l'encontre d'un jugement proprement dit; elle exécute la convention, elle la prolonge en quelque manière. Le juge d'appel n'est autre qu'un arbitre supérieur, un arbitre du deuxième degré, auquel les contractants ont décidé d'avoir recours le cas échéant; c'est à une convention tacite, sous-entendue dans le compromis, qu'il emprunte le droit de donner au différend sa solution définitive et nullement au caractère de jugement qui se rencontrerait dans la sentence du premier arbitre. »

leurs qualités professionnelles. (Voir en particulier l'arrêt de cassation de 1843, annulant la clause compromissoire). Il fallait que la garantie de la Justice d'Etat suivit les justiciables plus attentivement encore devant l'arbitrage que devant ses tribunaux.

Voilà selon nous l'unique raison pour laquelle il ne fut pas fixé de taux minimum au-dessous duquel on ne put appeler.

Mais en contre partie, il ne fallait pas non plus que l'appel ne put être écarté, ce qui aurait conduit pratiquement à supprimer l'arbitrage.

Est-ce à dire pour cela cependant que le droit à l'appel en emprunte un caractère contractuel ?

L'article 1010 du Code de Procédure Civile stipule : « Les parties pourront, lors et depuis le compromis, renoncer à l'appel ».

Cette disposition consacre donc exclusivement et spécialement le caractère conventionnel de cette renonciation. Mais on pourrait se demander pourquoi elle est intervenue, alors que l'article 1134 du Code Civil, sur lequel est bâti tout l'arbitrage, consacre d'une façon générale la valeur des conventions. Il nous paraît que c'est pour cette raison que nous nous excusons presque de donner tant elle est générale, qu'il n'est pas permis de renoncer d'avance à une voie judiciaire quelconque.

Il s'agit-là d'une disposition d'ordre public à laquelle on ne saurait déroger en vertu du seul article 1134, et il fallait pour le permettre une disposition spéciale du législateur. A cette dérogation, qui, nous l'avons vu, était nécessaire à l'arbitrage, l'article 1010 du Code de Procédure Civile a pourvu.

Mais ce caractère d'ordre public que revêt le droit à

l'appel marque justement qu'à aucun moment celui-ci n'a pu être contractuel.

Il n'est donc pas exact de dire avec M. Weiss (1) que c'est à une convention tacite, sous-entendue dans le compromis, que le juge d'appel emprunte le droit de donner au différend sa solution définitive, puisque c'est d'une disposition d'ordre public qu'il tient ce pouvoir.

Dans ces conditions, l'argument proposé par M. Lainé reste vrai, à savoir que si la sentence est normalement susceptible d'appel, l'arbitre qui l'a rendue est un juge au même titre que celui devant qui elle est portée en appel.

C'est par une analyse du mécanisme de l'arbitrage que les partisans de la sentence-contrat présentent le caractère conventionnel de celle-ci.

M. Brachet (2) l'expose de la façon suivante : « En passant un contrat d'arbitrage, compromis ou clause compromissoire, les parties se sont par là même engagées à exécuter toutes les obligations qui pourraient en résulter pour elles. Plus particulièrement, elles se sont engagées à l'exécution de la sentence, exécution qui apparaît à ce moment comme une obligation non pas déterminée, mais déterminable. Par suite, la sentence arbitrale qui met fin au litige par un règlement nouveau des rapports juridiques des parties, constitue l'expression définitive de l'objet de l'accord auquel les parties avaient par avance donné leur consentement dans le contrat d'arbitrage.

(1) Voir la note page 43.

(2) Op. cit., p. 80.

« En d'autres termes, le compromis (ou la clause compromissoire) et la sentence apparaissent comme les deux parties d'une même convention : la convention d'arbitrage ».

Il nous paraît d'abord qu'une erreur originelle s'est glissée dans cette analyse quant à la portée du compromis. Les parties n'y conviennent que de porter le litige devant des arbitres, et non pas nécessairement d'exécuter la sentence qui en résultera. Et la preuve en est dans la faculté d'un appel qui reste le droit commun et dans toutes les règles d'exécution forcée de la sentence. Des sanctions professionnelles pourront souvent renforcer la nécessité de l'exécution spontanée, mais justement parce que par essence le compromis ne contient pas d'engagement d'exécution de la part du perdant.

D'autre part, cette analyse, qui, dans sa partie primordiale, amène à considérer la sentence comme un aspect nouveau de la convention initiale à laquelle elle se substitue et se rattache, a une portée en réalité beaucoup plus générale, et s'applique dans les mêmes termes à toutes les décisions judiciaires.

C'est le caractère de celles-ci de ne jamais faire que consacrer sur les bases de la convention primitive un état de choses nouveau, dicté par des conséquences imprévues dans le contrat originaire. Dans le procès proprement dit, il intervient seulement des considérations plus générales, d'ordre public, et aussi l'atmosphère dite processive, qui font plus lointain et insensible, mais laissent également certain le rapport contractuel entre la convention primitive et la décision qui s'y substitue.

Mais allant plus loin, nous ne pensons pas qu'on puisse par une analyse de cet ordre, et qui est presque psycholo-

gique, du mécanisme de l'arbitrage, déterminer avec quelque sûreté le caractère qu'il convient d'attribuer à la sentence arbitrale.

Il nous paraît au contraire que c'est par l'examen des prescriptions que la loi impose à leur accomplissement qu'on peut le plus aisément faire rentrer dans leurs catégories les actes juridiques.

On peut, dans un système constructif, décider par le seul raisonnement à priori, de la nature des actes ; dans un droit déjà formé, il n'est permis que de constater, et de dégager une définition des conséquences de la loi.

C'est pour arriver à cette constatation que nous mettrons en parallèle deux actes assez différents, bien que comportant passablement de points communs, l'expertise et l'arbitrage.

Tout deux supposent la résolution d'une difficulté d'un même ordre, et la volonté des parties d'en appeler pour cette résolution à des techniciens.

Mais c'est ici, et dans la mission donnée à ces techniciens, qu'apparaissent entre les deux actes les différences.

Ou bien les parties ne sollicitent qu'un avis, et les techniciens deviennent des experts.

Ou bien elles feront abandon entre leurs mains du litige tout entier, et les techniciens appelés alors arbitres formuleront une décision qui s'imposera aux parties.

Nous sommes les premiers à noter l'origine également contractuelle de l'un et l'autre acte, qu'il soit un avis ou une décision arbitrale, puisqu'il a fallu, pour lui permettre de prendre naissance, la volonté des parties sanctionnée par l'article 1134 du Code Civil. Mais son origine ne suffit pas à marquer l'acte du caractère conventionnel, car un contrat peut donner lieu à autre chose qu'un autre contrat.

Les conséquences, du reste, de l'un et l'autre acte marquent immédiatement la divergence.

Simple avis, l'expertise ne porte aucune conséquence en soi. Elle n'est que ce qu'en feront les parties. Elles peuvent se ranger à l'avis qu'elle exprime, et alors, par un *contrat nouveau*, elles règlent *elles-mêmes* sur sa base, leurs rapports futurs. Dans une deuxième alternative, l'une des parties se refuse à admettre les conclusions du rapport ou, ce qui revient au même, n'exécute pas le contrat passé sur la base du rapport, et on vient devant la justice.

Mais là, le rapport ne fait pas foi par lui même ; on en discute les conclusions. De même, le contrat passé sur sa base ne s'impose pas sans qu'on en apprécie les clauses.

Qu'au contraire les parties aient soumis le même litige aux mêmes personnes en qualité d'arbitre et non d'expert, que les conclusions mêmes aient été identiques, et les conséquences de cet acte en seront différentes.

Si l'une des parties comme tout à l'heure se refuse à s'exécuter sur le vu de la sentence, et comme tout à l'heure, on recourra à la justice.

Mais là où il y avait un débat contradictoire, on ne trouve plus qu'une requête unilatérale suivie immédiatement d'une ordonnance rendue par un seul magistrat. Là où on examinait au fond l'avis formulé, pour des conclusions identiques il n'y a plus qu'une constatation de forme.

Or, si la procédure suivie dans le premier cas est justement dominée par l'idée du contrat, la seconde est incompatible avec ce même caractère.

La valeur juridique d'un contrat est celle qui, aux termes de l'article 1134 du Code Civil, s'attache à la loi, pour autant qu'il s'agisse des parties entre lesquelles il a été

passé, et d'une matière où l'ordre public n'impose pas des règles particulières.

Le contrat s'impose donc aux parties de la même façon que la loi par le seul fait de son existence, mais, et c'est là la base de toute notre organisation judiciaire, il n'est, comme la loi, l'objet d'une exécution forcée qu'à la suite d'une décision judiciaire, décision dont l'objet essentiel est la reconnaissance de la loi, les faits étant posés.

L'autorité judiciaire compétente prononce : « Attendu qu'il y a contrat et qui formule telle clause... » de la même façon que dans un cas général elle dit : « Attendu qu'il y a une loi et qui stipule telle disposition... »

Ce prononcé, qui détermine le jugement par la conformité de la loi avec les faits, est la reconnaissance de ce qui s'impose aux parties, loi générale ou loi privée, reconnaissance nécessaire pour justifier et permettre la condamnation.

Dès cet instant, il y a jugement, œuvre d'un Tribunal tout entier.

La formule exécutoire, œuvre de puissance publique dont la délégation est faite au Président ou à tout autre magistrat qualifié, vient donner à ce jugement déjà existant sa puissance.

L'assimilation est donc faite du contrat à la loi ; ils ne sont tous deux consacrés contentieusement que par un jugement.

La sentence arbitrale au contraire n'a besoin pour devenir d'une exécution forcée que de l'application de la formule exécutoire.

Il s'en suit donc :

Qu'elle ne peut pas être un contrat puisque alors l'exécution forcée n'en serait possible que par la reconnaissance

en un jugement rendu par le Tribunal, de son caractère de contrat ;

Que cette formule exécutoire dont la revêt sans examen au fond, et sur simple requête, un magistrat, met en valeur dans la sentence arbitrale son caractère de décision judiciaire arrivée à perfection, en un mot de jugement.

Ceci pour cette raison à peu près unanimement reçue que la formule exécutoire n'ajoute rien à la valeur juridique de l'acte auquel elle s'applique. Dès lors qu'elle s'applique à un acte contentieux, et la loi en fait application à la sentence, il faut que cet acte soit un jugement.

De la sorte, le droit interne français nous fait un devoir de considérer la sentence comme un jugement.

La majeure partie des auteurs est du reste d'accord pour la considérer en effet comme telle (1).

Ils sont même en général peu explicites, n'ayant guère soupçonné qu'on ait pu élever une contestation sur ce point.

C'est une des raisons aussi pour laquelle le droit interne présente assez peu de jurisprudence.

Le Tribunal Civil de Toulouse a eu cependant l'occasion de statuer, en 1892, sur un point qui pour être un peu spécial n'en entraînait pas moins une conséquence générale et il l'a fait d'une façon décisive.

Deux arbitres s'étant trouvés alliés (beau-père à gendre), la question s'était posée de savoir si l'article 63 de la loi du 20 avril 1810 était applicable. Cet article est ainsi conçu :

(1) Aubry et Rau annoté par Bartin, T. 13, parag. 769 ter, note 11 ter; Dalloz, R. P., V. arbitrage n^{os} 441 et s.; Glasson et Tissier, précis théorique et pratique de Procédure Civile, 2^e éd., t. II, p. 932; Lainé, *op. cit.*

« Les parents et alliés, jusqu'au degré d'oncle et neveu inclusivement, ne pourront être simultanément membres d'un même Tribunal ou d'une même Cour, soit comme juges, soit comme officier d'un Ministère public ou même comme greffiers sans une dispense de l'Empereur. Il ne sera accordé aucune dispense pour les Tribunaux composés de moins de huit juges. »

Le texte ne parle que des Tribunaux ou des Cours. On pouvait alors se demander s'il était applicable aux arbitres, et la résolution de cette question amenait donc à dire si les arbitres étaient ou non des juges.

C'est dans ces conditions que le tribunal a rendu un jugement décidant que le texte était applicable, et reconnaissant expressément ainsi aux arbitres les attributions de juges (1).

Si donc la question n'avait en droit interne agité que peu d'intérêts avant qu'il y fut question d'une organisation de l'arbitrage, il n'en avait pas été de même en droit international privé.

(1) Tribunal Civil de Toulouse, 3 mars 1892, D. P. 1893, 2, 223 :
« Attendu, sans qu'il soit nécessaire de rechercher la valeur des différents moyens de nullité invoqués à cet effet par la dame Servolles, qu'il n'a point été contesté par la Compagnie « Le Nord » que, conformément aux dires sur ce point de la partie demanderesse, le sieur Lafitte qui a concouru comme tiers arbitre à la sentence du 22 mars 1891 fut le beau-père du sieur Sicre, arbitre de l'une des parties; Attendu que ce fait est de nature à entacher de nullité la sentence attaquée; qu'une telle alliance a pour résultat en effet de porter atteinte à l'indépendance que doivent avoir les uns vis-à-vis des autres les membres d'un même tribunal arbitral et qui constitue une garantie de leur décision; que les prescriptions en cette manière de l'article 63 de la Loi du 20 avril 1810 sont applicables aux sentences arbitrales dans lesquelles les arbitres reçoivent les attributions de juges, et qu'en outre, la prohibition édictée par cet article est absolue pour les Tribunaux composés de moins de huit juges. »

Cet intérêt, à vrai dire, est assez spécial, et peut-être beaucoup plus dicté par les circonstances que véritablement profond.

Le droit international privé s'est trouvé en face du problème de l'exécution à l'étranger des sentences arbitrales.

L'intérêt est évident de consacrer à cette exécution une procédure assez simple pour conserver à l'arbitrage dans l'ordre international, la plupart des avantages de rapidité et de souplesse dont il bénéficie en droit interne.

Nous venons de démontrer qu'en fait la sentence est un jugement. Or, on sait la difficulté avec laquelle, hors du droit conventionnel, les jugements étrangers sont exécutoires en France au moyen d'un système de révision au fond, dont les modalités sont encore assez mal définies (1).

Le droit conventionnel se borne à quelques traités bilatéraux, et à une époque où l'on commence à pratiquer largement les conventions internationales générales, il n'en existe pas qui facilitent cet exéquatour entre tous les pays, et il ne semble pas qu'un avenir prochain en doive consacrer une (2).

C'est dans ces conditions, et afin de permettre l'exécution pratique des sentences arbitrales, qu'il a paru utile et de bonne politique de séparer la cause de l'arbitrage de celle de la justice, les sentences des jugements et de faire de celles-là une partie demeurée intégrante du contrat originaire qui lui a effectivement donné naissance.

Pour les auteurs, cette utilité trouva rapidement son expression dans une construction juridique que nous avons examinée.

(1) Voir à ce sujet Aubry et Rau, annoté par Martin, T. 12, parag. 769 ter, note 2 Quinquies.

(2) Brachet, op. cit., pp. 153 et s.

Il était cependant infiniment plus délicat de l'asseoir en jurisprudence, et nous voudrions exposer d'un mot les difficultés devant lesquelles se sont trouvés les magistrats.

La méthode la plus simple eut consisté à revêtir purement et simplement les sentences étrangères de la formule exécutoire française. Ç'aurait été cependant abusivement interpréter l'article 1.020 du Code de Procédure Civile et on dut y renoncer.

Le fait de les considérer comme des jugements eut amené les conséquences qu'on sait. Mais en bonne logique juridique il était difficile de tenir la sentence pour un contrat sans admettre en même temps qu'il lui faille, comme à tout contrat, une décision au fond pour qu'il soit exécutable.

On usa alors de cette subtilité dont nous ne savons si elle est très juridique, qui fait considérer la sentence étrangère comme un contrat dans la mesure où elle se différencie d'un jugement de la même puissance étrangère, et prétend, à raison de la convention qui est à sa base, à être exécutée dans sa forme et teneur. Par là, on supprimait la révision au fond.

Une des décisions les plus nettes en la matière, est un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 10 février 1922 (Clunet 1922, p. 150) et dont voici les principaux attendus :
« alors que le jugement est un acte émanant d'une puissance
« publique étrangère et jouit d'une autorité qui expire aux
« frontières de son pays, la sentence arbitrale, qui émane
« de la volonté des parties, ne saurait voir ses effets limités à un territoire déterminé ; Attendu dès lors que le Tribunal ne pourrait sans méconnaître les effets légaux du
« contrat intervenu entre les parties, *et dont la sentence arbitrale est issue*, en réviser au fond les dispositions; ... »

Cette jurisprudence a trouvé son aboutissement en même

temps que sa précision dans un arrêt de la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation du 9 juillet 1928 (Dalloz, 1928, I. 173), dont nous pouvons accepter tous les termes, et qui sur ce terrain du droit international privé, fixe pour longtemps, croyons-nous, la question. En voici les attendus sur le point considéré : « Attendu qu'il est constaté par
« l'arrêt attaqué que la sentence arbitrale du 28 mai 1915
« a été régulièrement rendue conformément à la procédure
« indiquée dans le contrat du 16 novembre 1914 et selon les
« formes de la loi anglaise, à laquelle les parties avaient
« déclaré se soumettre en cas de difficulté : qu'il ne pouvait
« dépendre des sieurs Cremades de paralyser, par leur refus
« de suivre sur cette procédure, l'exécution d'une conven-
« tion par eux valablement souscrite et ne portant atteinte
« à aucun principe d'ordre public ; que la circonstance
« qu'il a été procédé à l'arbitrage en Angleterre dans les
« conditions ci-dessus précisées, ne modifie en rien son
« caractère contractuel ;

« Attendu que les contrats, lorsqu'ils ne sont entachés
« d'aucun vice, obligent en quelque lieu que ce soit ceux qui
« les ont consentis ; que les tribunaux n'ont pas à les modi-
« fier mais seulement à les interpréter et à les appliquer ;
« que dès lors, si la Cour d'Appel avait le devoir de vérifier,
« ainsi qu'elle l'a fait, la validité en France de la sentence
« dont l'exéquatur était demandé, il ne lui appartenait
« pas, comme le prétend à tort le pourvoi, d'en réviser au
« fond les dispositions et de méconnaître ainsi les effets
« légaux du contrat en vertu duquel elle avait été rendue ; »

Il en ressort que si la sentence ne fait point l'objet d'une révision au fond, c'est en raison du caractère contractuel de la convention d'arbitrage « ...il ne lui appartenait pas... d'en
« réviser à fond les dispositions, et de méconnaître ainsi les

« *effets légaux du contrat* EN VERTU DUQUEL, elle (la sentence), *avait été rendue* ».

L'arrêt, on le voit, évite soigneusement de dire que la sentence est, elle aussi, contractuelle.

C'est que l'arbitrage reste bien, en effet, conventionnel jusqu'à l'instant où est rendue la sentence, et nous verrons plus loin tout le parti qu'ont tiré de cette idée les Chambres arbitrales. Il ne devient un mode de justice que lorsque les arbitres ont rendu une sentence officielle, et cette sentence est un jugement.

Le caractère contractuel qui ne s'attache qu'à la convention d'arbitrage est d'ailleurs bien suffisant pour faire admettre le principe d'une exécution sur la simple conformité de la sentence étrangère aux règles régissant l'ordre public en France, conformité reconnue en un jugement.

Un des attributs de la souveraineté nationale consiste dans le pouvoir de rendre la justice, et c'est un de ses attributs aussi par voie de conséquence, que l'indépendance de la justice nationale qui s'affirme par le droit de réviser les décisions venues de l'étranger. Phénomène de psychologie internationale bien plus que règle de droit, mais élevé à la hauteur d'un principe, il perd une partie de sa force dès qu'il se trouve en face d'une sentence arbitrale.

Le caractère d'œuvre de puissance publique ne se trouve pas inscrit dans la sentence avec la même force que dans un jugement, puisqu'il est admis que l'homologation étrangère n'ajoute rien à la valeur juridique de la sentence.

L'Etat étranger y disparaît devant les arbitres, magistrats privés.

La souveraineté nationale ne se sent pas transgressée en l'admettant sans révision, et cela suffit pour qu'on en facilite l'exécution.

C'est ainsi que se rencontrent en une formule commune le droit interne et le droit international privé :

La sentence arbitrale est toujours un jugement, mais son origine contractuelle la différencie du jugement étranger suffisamment pour lui faire acquérir dans l'ordre international des droits à un traitement plus favorable.

CHAPITRE II

LE PROBLÈME DE L'ARBITRAGE

La loi du 31 décembre 1925, nous l'avons déjà dit, a posé le principe de la validité de la clause compromissoire et s'en est tenue là, pensant vaguement sans doute que toutes les règles accumulées par le Code de Procédure Civile en vue du compromis trouveraient *ipso facto* leur application à la clause compromissoire. La pratique a démontré le contraire.

C'est alors qu'il convient de se demander si ce n'est pas à l'initiative de chacun qu'il appartient de développer la loi du 31 décembre 1925. Incontestablement elle le peut. Il lui suffit d'appliquer résolument le principe de la liberté des conventions. Dès l'instant qu'aucune règle d'ordre public n'est transgressée, toute latitude est laissée aux parties pour se donner leurs lois. Elles peuvent de la sorte charger leurs clauses compromissoires de toute une série de dispositions complémentaires, améliorant le principe simple et un peu brutal d'une clause compromissoire toute nue.

On pourra parer à une dérobade de l'adversaire, soit par des clauses pénales importantes, soit en prévoyant une désignation de l'arbitre par voie de justice.

On pourra travailler assez loin dans cette voie, mais ici le danger est assez près du remède : à force de charger la clause compromissoire, on finira par la surcharger ; on risquera aussi, travaillant un peu à l'aveuglette et sans une connaissance approfondie de la question, d'insérer des clauses insuffisamment étudiées, donnant lieu à des difficultés d'interprétation, nulles quelquefois.

Ceci est du travail individuel, inorganisé, peu fructueux par conséquent.

Nous venons d'autre part, de déterminer que la sentence arbitrale, aboutissement de l'arbitrage, était un jugement. Nous avons par avance averti que cette définition déterminait le caractère de l'organisation que nous poursuivons, qu'elle devait tendre à en faire un ordre de justice.

Nous nous arrêtons pour l'instant à ce caractère juridictionnel de l'arbitrage, tout en avertissant qu'il n'est à nos yeux qu'un des aspects d'un mouvement économique plus général dans lequel il ne vient que pour une part. Mais nous ne voulons ici que connaître et tirer toutes les conséquences de ce caractère d'ordre de justice qu'il revêt aussi.

Intellectuellement, dès l'instant qu'il s'agit de départager deux opinions par un avis exécutoire, il y a œuvre de justice

Et quand des sentences, qui sont des jugements, sont rendues par des organismes prévus à ce seul effet, l'organisation de ceux-ci ne peut être que celle d'une justice.

La justice arbitrale, si on l'analyse, ne se sépare du reste de la justice d'Etat que par un seul point vraiment caractéristique, ses juges. Les juges d'Etat sont des hommes généraux, par opposition aux arbitres qui sont des techniciens.

La faveur est aujourd'hui aux techniciens. Par là, l'arbitrage est une forme nouvelle du vieux jugement par les pairs. On estime, en un temps où se marque de plus en plus la spécialisation des tâches, que celui à qui le courant de la vie apporte des préoccupations semblables aux nôtres est plus apte que tout autre à saisir la difficulté que nous voudrions voir résoudre.

Ces qualités de rapidité de jugement, bon marché, souplesse de règle, qui font apprécier l'arbitrage et constituent aux yeux de beaucoup son primordial avantage, n'en sont

ainsi que des qualités accessoires, en ce sens du moins qu'elles ne suffiraient pas à le caractériser.

L'arbitrage ne les connaît du reste que parce qu'il est un ordre de justice encore neuf, très près de ses origines, dont la mission n'a pas eu le temps de se compliquer et qui n'a pas, comme la vieille justice d'État connu la dure ankylose du temps.

Ordre de justice dès qu'il s'organise, l'arbitrage doit aussi parce qu'il s'organise d'en prendre les caractères.

Or, la justice, si on en analyse la raison d'être, se traduit essentiellement comme un élément propre à assurer une stabilité nécessaire dans les rapports sociaux qu'ils soient de l'ordre moral ou de l'ordre économique.

Etre confiant dans la justice, c'est avoir l'assurance que ce qui est normal aujourd'hui, le sera encore demain. La justice sanctionnant la loi a pour but d'assurer dans le futur les conséquences aujourd'hui prévisibles d'un acte juridique.

Et c'est ce qui explique qu'en matière de justice, ou mieux de législation, on n'innove pas, mais on ne fait jamais que consacrer ce qui est admis par les esprits et déjà passé dans les mœurs. Voilà encore pourquoi, anticipant sur notre conclusion, nous pensons qu'il est intéressant que soit réglé et expérimenté conventionnellement ce qu'on voudrait voir sanctionner ensuite par la loi.

Ainsi la justice n'a de valeur qu'autant qu'elle permet la prévision.

Forme de la justice, l'arbitrage n'aura d'intérêt que si on peut en prévoir les modalités quand on convient de son principe.

Jusqu'à la loi du 31 décembre 1925, l'arbitrage ignorait cette nécessité d'une organisation stabilisatrice. Il n'y avait

pas de futur à garantir. L'idée de l'arbitrage ne prenait naissance qu'avec le compromis, ne s'organisait selon l'article 1.006 du Code de Procédure Civile qu'avec le litige à trancher et disparaissait avec la sentence.

Dès l'instant qu'on passe une clause compromissoire, la notion du temps intervient, et avec elle la nécessité de la prévision. Entre la clause compromissoire et l'arbitrage, les mois et les années peuvent passer. C'en est assez pour qu'il faille procéder à une organisation que la sobriété nécessaire d'une clause compromissoire ne permet pas de contenir.

Les prévisions qu'il importe d'avoir sont de deux ordres, relatives à la procédure d'abord, aux arbitres ensuite.

Relativement à la procédure, car c'est elle qui caractérise une justice, et lui donne sa fixité. Les règles de fond du droit sont la plupart du temps identiques quels que soient les ordres de juridiction, et d'autant plus qu'il s'agit d'une matière commerciale ou le contrat, loi privée, fait souvent seul la règle des parties et qu'il importe seulement de l'interpréter et de l'appliquer ?

Organisant la procédure, la première pensée est de recourir au Code de Procédure Civile.

Il a évidemment, en ses articles 1.003 à 1.028, édicté des règles de l'arbitrage, très minutieusement sur bien des points. Mais d'abord, ne connaissant l'arbitrage qu'au moyen du compromis, c'est-à-dire à l'instant où le litige est né et va être tranché, il néglige toute cette période d'autant plus intéressante qu'elle peut être longue et qu'elle est pleine d'imprécisions, qui va de la signature de la clause compromissoire jusqu'à la naissance et au règlement du litige.

D'autre part, s'en tenant à cette définition que nous avons donnée de la justice arbitrale qu'elle ne se différencie de la justice d'Etat que par ses juges, il pose dans son article

1.009, ainsi qu'un cas général, que les délais et les formes établis par les Tribunaux seront suivis en matière d'arbitrage, s'il n'y a convention contraire. Il indique par là, ce qui ressort du reste de leur lecture, que les articles suivants n'ont pas pour objet de régler la procédure d'arbitrage, mais surtout de déterminer les rapports de l'arbitrage et de la justice d'Etat sur tous les points où il y a contact entre les deux juridictions : appel, exécution, opposition. Quelques règles très succinctes ont trait à la mission générale des arbitres. Il est sous-entendu que le surplus sera fixé par le compromis.

Ainsi, il n'y a que peu de ressources à attendre en cette matière du Code de Procédure civile.

Or, la loi du 31 décembre 1925 ne s'est entourée d'aucun commentaire touchant les conditions de validité des clauses compromissaires, le mode de nomination des arbitres, toutes conditions pré-arbitrales, qu'au moins le Code de Procédure civile avait prévu pour le compromis, et qui sont, il va de soi, inapplicables à la clause compromissoire.

Et comme d'autre part il faut tenir compte de ce que l'arbitrage peut se faire directement sur clause compromissoire sans passage indispensable par l'échelon du compromis, les parties peuvent se trouver, désireuses de procéder à l'arbitrage, devant les règles trop succinctes du Code de Procédure Civile, en butte à toutes les discussions auxquelles peut prêter le défaut d'une réglementation précise.

C'est ainsi que se trouve défini le premier objet de l'institution d'organismes arbitraux : établir des règles conventionnelles de validité des clauses compromissaires et surtout de procédure, auxquelles seront tenus de se référer tous ceux qui ont convenu de soumettre à ces organismes la solution de leurs litiges.

Il convient enfin que les parties aient, dès l'instant où elles ont signé leur clause compromissoire, des précisions sur les arbitres qui auront à trancher éventuellement les litiges.

Cette dernière exigence semble incompatible avec le désir de la loi du 31 décembre 1925 de s'opposer par là à l'article 1.006 du Code de Procédure civile, qui prévoit que les arbitres seront désignés dans le compromis. Il est bien certain, en effet que la clause compromissoire ne comporte pas nécessairement de désignation d'arbitre. Et l'on peut même dire, allant plus loin, qu'il est de l'essence de la clause compromissoire de n'en pas comporter. Elle n'est qu'une promesse de compromettre toute nue et toute simple. Le jour de la réalisation, il est temps d'en fixer les modalités, et en particulier de désigner les arbitres.

Mais en pratique, alors que nous avons vu que l'arbitrage ne prend sa valeur que du caractère des arbitres, il devient primordial de savoir à qui on confiera le soin de trancher le litige, tout autant que de connaître la procédure suivant laquelle on le fera.

Certes, on peut seulement convenir qu'à l'instant de l'arbitrage les parties désigneront chacune leur arbitre, ces derniers en désignant le cas échéant un troisième. Mais cette méthode laisse entières toutes les difficultés que nous avons examinées relatives au refus de désignation. Elle maintient aussi, et dans une assez large mesure, cette inconnnaissance du futur qui est incompatible avec le caractère judiciaire que doit revêtir l'arbitrage, comme avec la pratique des affaires auxquelles il s'applique.

Il est ainsi pratiquement nécessaire de connaître à qui, lorsque le litige sera né, sera confié le soin de le résoudre, cette connaissance étant toute la garantie d'une clause compromissoire.

Il ne peut s'agir que d'une personne survivant aux hommes et aux contrats, toujours équivalente à elle-même, toujours prête à arbitrer. Celle là seule peut figurer comme arbitre à longue échéance.

Ainsi on vient naturellement à la constitution d'organismes arbitraux ayant une vie propre, comportant un règlement d'arbitrage et des arbitres. Car ils sont la stabilité dans l'arbitrage.

CHAPITRE III

QUI PEUT ORGANISER L'ARBITRAGE ?

Nous avons noté tout à l'heure que si l'organisation de l'arbitrage devait consister à la fois dans la constitution d'un règlement détaillé et d'un organisme chargé de l'appliquer et devant qui les parties conviennent de se renvoyer en cas de litige, c'est cet organisme qui joue le rôle principal, puisque le règlement d'arbitrage n'en sera la plupart du temps que l'émanation.

C'est donc à la constitution de ces organismes qu'il faut nous attacher pour l'instant.

Leur création peut être l'œuvre des individus ; rien ne s'oppose juridiquement à ce qu'il en soit ainsi, et nous verrons tels d'entre eux qui ont cette origine. Mais en fait, ils seront normalement issus des grands organismes économiques régionaux, ou bien aussi, et peut-être surtout, des Chambres de Commerce qui assureront leur formation, recruteront leurs arbitres, abriteront leurs délibérations. C'est là du reste œuvre parfaitement normale et qui rentre tout à fait dans le cadre de leur activité.

Mais la question qui se pose est celle de savoir si la seule initiative des Chambres de Commerce suffit à cette création, ou si ne doit pas intervenir une autorisation supérieure, celle du Ministre du Commerce.

Car voici comment se pose la question : Les Chambres de Commerce sont régies par la loi du 9 avril 1898. Celle-ci dans son titre II expose les attributions des Chambres de Commerce, et l'article 14 stipule en particulier : « Les

« Chambres de Commerce peuvent être autorisées à fonder
« et administrer des établissements à l'usage du commerce,
« tels que magasins généraux, salles de vente publiques,
« entrepôts, bans d'épreuve pour les armes, bureaux de
« conditionnement et titrage, expositions permanentes et
« musées commerciaux, écoles de commerce, écoles profes-
« sionnelles, cours pour la propagation des connaissances
« commerciales et industrielles..... Les autorisations sont
« données à cet effet aux Chambres de Commerce par déci-
« sion du Ministre du Commerce, à moins que, eu égard à
« la nature de l'établissement, un décret ou une loi ne soit
« nécessaire. »

Considérons seulement le cas minimum de la nécessité d'une autorisation ministérielle, les arguments s'appliqueront aussi et *a fortiori* à celle d'un décret ou d'une loi.

Toute la question est de considérer si les chambres d'arbitrage sont ou non des établissements à l'usage du commerce aux termes de l'article 14 de la loi du 9 avril 1898.

L'énumération donnée par la loi n'a certainement aucun caractère limitatif qui commence par « tels que..... » Il faut donc, considérant la nature des organismes d'arbitrage, se demander s'ils peuvent être des établissements à l'usage du commerce.

En faveur de l'affirmative, on fait valoir qu'au sens large du terme, incontestablement les chambres d'arbitrage sont des établissements à l'usage du commerce. Et surtout, en dehors de cette explication littérale, on peut songer que cet organisme dépendant de la Chambre de Commerce maniera des fonds assez considérables, et qu'à ce titre il est assez normal que ce ne soit pas sans autorisation que fonctionne un pareil établissement.

Le partisans de la négative pourront soutenir que le texte

de la loi de 1898 n'a jamais été fait en vue de pareils établissements. Il suffit de regarder la liste des établissements qui seront assujettis à autorisation pour se convaincre qu'il n'y a aucune assimilation à faire entre les établissements énumérés et les organismes arbitraux. Ils invoqueront à ce sujet et à leur tour le « tels que » précédant l'énumération et n'ouvrant la porte qu'à une assimilation, qui en l'espèce n'existe nullement. Il ne faut point forcer les textes, et vouloir leur faire dire ce qu'ils n'ont jamais eu pour objet de régler.

Ainsi, l'une et l'autre interprétation sont soutenables, et les termes de la loi sont assez vagues dans leur généralité pour comprendre ou repousser toutes les acceptions.

Aussi, n'est-ce pas dans le texte qu'il faut à notre sens chercher les raisons de se décider, mais dans les conséquences de l'un ou l'autre choix.

Supposons un instant que la question étant résolue dans l'affirmative, on ait pensé qu'une autorisation ministérielle doit venir appuyer et sanctionner la décision de la Chambre de Commerce.

Une autorisation ne se pourra donner qu'après que le Ministre aura procédé à un examen des statuts et règlements d'arbitrage.

Mais qui dit examen et autorisation, suppose en même temps approbation.

Et ainsi, nous en arrivons à cette notion qu'une Chambre d'arbitrage, tout en restant un organisme privé, se trouverait investie d'une approbation gouvernementale.

Première conséquence : Les organismes arbitraux qui ne sont pas créés sous le patronage des Chambres de Commerce ne connaîtront pas l'approbation gouvernementale. Ils pourront la réclamer, mais le Gouvernement ne sera pas

forcé de la leur accorder, et il n'a aucune raison de le faire, cette approbation, lui créant plutôt des charges qu'autre chose. Ainsi déjà, on verrait se former deux classes de chambres d'arbitrage, les gouvernementales et les autres. Fâcheuse dualité pour ceux qui rêvent d'une unification de l'arbitrage.

Deuxième conséquence : Approuver des organismes arbitraux, les prendre sous sa protection, c'est pour un gouvernement venir les placer sur un pied assez proche de celui des Tribunaux de commerce. On assisterait au spectacle singulier d'un gouvernement prenant sous sa tutelle deux ordres de juridiction répondant au même but, et pourtant différemment armés, presque antagonistes l'un de l'autre.

Ceci serait nettement au détriment des tribunaux de commerce qui se trouveraient les plus faibles dans cette concurrence. En effet, plus lents et plus chers que l'arbitrage, ils avaient seulement pour avantage assez net d'être la seule juridiction commerciale officielle.

L'approbation accordée aux chambres d'arbitrage ajouterait aux multiples avantages dont elles sont dotées celui d'être officielles au même titre ou presque que les tribunaux de commerce.

Mais cette approbation gouvernementale entraînant une part de responsabilité morale dans le fonctionnement des organismes arbitraux, aurait certainement pour contrepartie un droit de regard de tous les moments sur le règlement et l'organisation, sur le fonctionnement lui-même de la Chambre, et peut-être une participation gouvernementale à la nomination des arbitres dont la liste devra avoir l'approbation ministérielle. Enfin, une autorisation ministérielle, si elle n'élèverait pas les Chambres d'arbitrage à la hauteur d'une juridiction d'Etat en ferait seulement un être hybride,

pas officiel, mais approuvé et soutenu par un gouvernement qui ne veut cependant pas lui donner une consécration plus complète.

La question telle que nous l'envisagions en ouvrant ce chapitre ne s'est cependant jamais posée jusqu'à présent d'une façon aussi directe. Cela ne veut pas dire cependant qu'elle ne puisse se poser et qu'on ne s'en préoccupe pas.

On ne peut dire si le gouvernement serait susceptible d'interpréter l'article 14 de la loi du 9 avril 1898 dans le sens d'une approbation nécessaire. On peut seulement supposer qu'il doive être tenté de le faire, n'étant jamais indifférent à la possibilité de jeter un regard en une matière comme celle-ci, touchant de près aux grands intérêts du commerce national.

Ce n'est que sur un terrain un peu voisin que s'est posée la question et qu'on a pu en mesurer toute l'étendue.

Il s'est agi en l'espèce de la Chambre arbitrale de Paris. Celle-ci, nous le verrons plus loin, est l'émanation du Syndicat général des négociants à la Bourse de Commerce de Paris, qui dépend elle-même de la Chambre de Commerce.

Celle-ci avait voulu modifier un article de son règlement général dans un sens qui aurait amené à rendre l'arbitrage obligatoire pour tous les litiges concernant les membres du Syndicat général de la Bourse de Commerce. On présenta cette modification à l'assentiment du Ministre du Commerce. Le Ministre refusa son autorisation. De quelle nature fut le refus ministériel : refus de principe ou refus d'espèce ? On ne peut le dire, le refus n'ayant pas été motivé. Peut-être refus de principe, car donner une approbation en cette matière c'est créer un précédent, et l'on comprend que le Ministre ait hésité à y porter le premier pas. Mais nous croirions plus volontiers qu'une raison d'espèce a couvert la rai-

son de principe. La demande de la Chambre de Paris aurait amené à rendre d'avance obligatoire le renvoi devant arbitres de tous les litiges résultant des contrats que les négociants du Syndicat général de la Bourse de Commerce pourraient passer dans le cadre de ce syndicat général. C'était en quelque sorte revenir à l'arbitrage obligatoire, alors que le principe de la loi du 31 décembre 1925 est justement de le faire complètement facultatif. Il semble donc que cette raison ait pu suffire à faire repousser la demande de la Chambre de Paris.

La question reste donc entière de savoir quelle sera l'attitude du gouvernement dans la résolution de la question. En fait, nous ne pensons pas que le gouvernement prenne jamais d'initiative en cette matière, et il attendra bien plutôt celle des organismes arbitraux. C'est donc à ceux-ci de se demander quel intérêt ils peuvent avoir à solliciter l'autorisation gouvernementale.

Perdant une partie de leur liberté d'allure, ils y gagneront peut-être une influence plus grande sur les justiciables, encore que ce ne soit pas certain. Les justiciables en l'espèce ne sont autres que les commerçants. Dans chacune de leurs circonscriptions régionales, ils ont l'habitude de rapporter à leur Chambre de Commerce toute vie économique commune, de lui faire, à très juste titre d'ailleurs, crédit et confiance absolue. Une Chambre d'arbitrage issue de la Chambre de Commerce bénéficiera et bénéficie en fait du même crédit. Une approbation gouvernementale n'ajouterait que peu de choses à cette influence. Il ne semble donc pas que les organismes arbitraux aient intérêt, eux non plus, à prendre l'initiative de solliciter l'autorisation gouvernementale. Nous ne croyons pas du reste qu'ils songent à le faire.

La cause de l'arbitrage n'a pas à gagner non plus à être l'objet d'un intérêt des pouvoirs publics autre que législatif. L'arbitrage est par essence la justice privée dans son opposition à la justice d'Etat. C'est par ce caractère qu'elle est plus que l'autre souple, et perpétuellement adaptée aux besoins perpétuellement changeants d'une économie en mouvement. C'est par son règlement d'arbitrage qu'elle manifeste son adaptation aux besoins présents. Il convient donc avant tout que ce règlement ne soit pas immuable et puisse d'un trait de plume mesuré mais rapide, subir telle modification qu'il semble nécessaire. Or, dès l'instant où ce règlement est soumis à une autorisation ministérielle, une modification ne saurait par voie de conséquence être effectuée sans une nouvelle autorisation.

Sans parler des retards que peut subir cette autorisation, et c'est le moindre mal, il est un danger plus grave qui serait que le Ministère du Commerce se trouvât en conflit avec la Chambre d'arbitrage sur l'opportunité de la modification. La Chambre d'arbitrage ne saurait passer outre si elle ne peut exister sans une approbation ministérielle. De sorte que le Ministre du Commerce, organe du gouvernement, ou pire encore, le Parlement, déciderait en dernier ressort de l'organisation et de la marche d'une institution dont tout l'intérêt est d'être purement privée.

Conséquence inadmissible, inconciliable avec l'esprit de l'arbitrage et qui devrait suffire à faire écarter une pareille solution si elle semblait un moment devoir prévaloir.

CHAPITRE IV

LA PERSONNALITÉ DES ORGANISMES D'ARBITRAGE DEVANT LA LOI

Il est une autre question qu'il faut poser, celle de savoir sous quelle forme juridique peuvent se constituer les organismes d'arbitrage.

Peuvent-ils se contenter de n'avoir qu'une existence de fait ? Doivent-ils adopter la forme de l'association déclarée ? Ont-ils intérêt à rechercher la reconnaissance d'utilité publique ? Enfin pourrait-on admettre qu'ils veuillent se former sous le signe du syndicat ?

Avec la question de l'existence de fait, nous jugerons de la nécessité qu'il peut y avoir pour un organisme d'arbitrage à revêtir une forme juridique déterminée.

On ne peut du reste que difficilement parler d'existence de fait, car toute chambre d'arbitrage a au moins un règlement auquel adhèrent tous ses membres, et un bureau directeur. Cela suffit à lui donner au moins tous les caractères de l'association non déclarée.

Mais avant de procéder à cette étude, et pour l'éclairer, nous allons la considérer dans une espèce jugée par le Tribunal de Commerce de Dunkerque, le 9 mai 1927 (G.P., 22 juillet 1927).

La Chambre arbitrale de Dunkerque, il faut le dire avant d'apprécier ce jugement, remonte à 1890, c'est-à-dire à une époque antérieure à la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle n'avait donc pas été constituée sous la forme d'une association déclarée. Elle possédait cependant une personnalité

morale indubitable, puisqu'elle était régie par la loi du 21 mars 1884, et qu'elle se trouvait ainsi être un syndicat professionnel absolument régulier. Ce point ne semble cependant pas avoir été aperçu par le Tribunal, non plus d'ailleurs que par le défendeur, et il a été ainsi admis sans conteste, que la Chambre arbitrale de Dunkerque n'avait aucune existence légale. C'est dans ces conditions que pour l'analyse que nous allons faire de ses attendus, le jugement du Tribunal de Dunkerque, confirmé d'ailleurs aujourd'hui par la Cour de Douai, partiellement par adoption de motifs, peut-être considéré comme ayant été rendu à propos d'une Chambre arbitrale dépourvue de personnalité morale.

Voici les termes du jugement : « Attendu qu'assigné en « résiliation d'un marché de maïs Plata et en paiement « de 26.993 francs de dommages-intérêts résultant de l'inexécution du contrat, le défendeur ne conteste pas l'existence du marché et que le débat a pour unique objet « une demande en dommages-intérêts résultant de l'inexécution du contrat.

« Attendu que Cardoën Pipe soutient que le Tribunal « de céans est incompétent, et que les parties doivent être, « aux termes des accords renvoyées devant arbitres.

« Attendu que dans le marché du 14 janvier 1926, il a « été stipulé que toutes contestations résultant du présent « contrat, seront réglées à l'amiable par la Chambre syndicale et de conciliation de Dunkerque dont la décision sera « finale, les parties contractantes renonçant à toute voie « judiciaire; que le défendeur excipe de ces dispositions et « invoque les dispositions de la loi du 31 décembre 1925 ;

« Mais attendu qu'en l'espèce les parties n'ont nullement « convenu de soumettre à des arbitres désignés la contes-

« tation naissant du contrat, qu'elles ont déclaré que la
« Chambre syndicale réglerait à l'amiable la dite contes-
« tation ;

« Mais attendu que la loi n'autorise pas la désignation
« des arbitres qui serait faite, non pas par les parties, mais
« par un organisme n'ayant pas d'existence légale ; qu'une
« décision rendue par la Chambre syndicale n'aurait pas
« la portée d'une sentence arbitrale signée par ces arbitres ;
« que la loi du 31 décembre 1925 n'est pas applicable en
« l'espèce, et que le Tribunal de céans est compétent ; » (1).

Ce jugement formule de la sorte trois griefs :

1° Les parties en l'espèce n'ont nullement convenu de soumettre à des arbitres désignés la contestation qui les divisait.

2° La Chambre syndicale de Dunkerque ainsi constituée n'a aucune existence légale.

3° Par voie de conséquence, et même d'une façon générale, une décision rendue par la Chambre syndicale n'aurait pas la portée d'une sentence arbitrale signée par des arbitres.

1° Bien que ce soit en dehors de la question à laquelle nous nous attachons actuellement, celle de la forme que doivent revêtir les chambres arbitrales, nous n'en voulons pas moins faire une observation relativement au premier grief soulevé par ce jugement, tiré de ce que les parties n'ont pas convenu de soumettre à des arbitres désignés leurs contestations.

Il nous paraît que ceci procède d'une fausse interprétation de la loi du 31 décembre 1925. Celle-ci ne demande

(1) Voir, à propos de ce jugement, l'article publié par M. Francis-Antonin Dufour, dans le numéro du 12 septembre 1927, du « Journal commercial et maritime » de Marseille.

pas aux parties de convenir de soumettre leurs contestations à des arbitres désignés. Son esprit est tout autre, comme sa lettre. Elle demande seulement aux parties de convenir à ce moment-là du principe d'un renvoi devant arbitres, même si les arbitres ne sont pas désignés, même si leur mode de désignation n'est pas prévu. Il suffit en définitive que la volonté des parties apparaisse clairement de régler leurs litiges par l'arbitrage, indépendamment des voies par lesquelles ils y parviendront. Or, en l'espèce, la convention des parties que « toutes contestations résultant du présent contrat seront réglées à l'amiable par la Chambre syndicale et de conciliation de Dunkerque dont la décision sera finale », est parfaitement indicative de leur volonté de recourir à la voie de l'arbitrage pour le règlement de leurs conflits. C'est donc à tort que le Tribunal leur a fait grief de n'avoir pas convenu de soumettre à des arbitres désignés leur contestation. Il n'avait pas à le faire.

2° La Chambre syndicale de Dunkerque n'a, ajoute le jugement, aucune existence légale. Nous avons montré tout à l'heure que la Chambre de Dunkerque constituée sous forme de syndicat professionnel avait une existence légale certaine et nous reviendrons plus loin sur cette personnalité que peuvent emprunter les organismes d'arbitrage.

La question se pose cependant de savoir si un organisme d'arbitrage composé d'un Bureau Directeur et d'un collège d'arbitres, régi par un règlement interne, peut avoir une existence légale. Ce type est essentiellement celui d'une association non déclarée.

La loi reconnaît les associations non déclarées comme parfaitement licites. Ce type d'association n'apparaît

qu'entre ses membres ; les pouvoirs publics l'ignorent ; il n'a aucune personnalité civile. Mais il n'en forme pas moins une association qui vaut pour tous ceux qui la reconnaissent et lui font confiance.

Car il faut s'entendre sur le terme « existence légale ».

Il convient de faire une différence entre certains établissements, ou mieux certaines personnes, voulues et établies par la loi, tels qu'un tribunal, une chambre des avoués, des notaires, et des établissements voulus par les particuliers et élevés par le bienfait de la loi à la hauteur d'une personne morale. Jamais ces derniers n'arriveront à la perfection légale des premiers. Parmi eux à leur tour on distingue ceux qui, doués d'une personnalité civile, ont une existence aux yeux des tiers et peuvent ester en justice en tant qu'association, de ceux qui n'apparaissent qu'entre leurs membres ou tous ceux qui par un acte quelconque ont déclaré la reconnaître. Cette dernière est inférieure à l'association déclarée, a des possibilités d'action plus réduites, mais toutes deux ont une existence légale.

Et en particulier, la partie qui dans sa clause compromissoire a déclaré que les conflits résultant du contrat où elle est insérée seront réglés par un tel organisme arbitral, l'a reconnue en tant qu'association, a accepté son règlement et son jugement avec toutes les conséquences qu'il comporte. A ce titre encore, il me paraît que le Tribunal de Commerce de Dunkerque a fait erreur en déclarant que la Chambre arbitrale n'avait aucune existence légale.

Mais indépendamment du jugement, la question se pose de savoir si un organisme ayant une existence légale mais pas de personnalité civile, est susceptible de vivre en tant qu'organisme d'arbitrage.

Il importe croyons-nous, de distinguer selon ce qu'on demande à l'organisme mis en cause.

Bien souvent son rôle se réduit à l'élaboration d'un règlement d'arbitrage qu'il fait accepter aux parties, et dont il applique pour elles les dispositions. Ce sont donc en définitive les parties elles-mêmes qui procèdent aux formalités de la constitution du tribunal arbitral, puisqu'elles acceptent formellement le règlement de la chambre dans leur compromis, et désignent les arbitres, soit personnellement, soit en acceptant la désignation qui en est faite par la chambre arbitrale. Celle-ci ne joue que le rôle d'un intermédiaire qui s'efface dès que les parties ont ratifié ses décisions. Jusqu'à cet instant donc la personnalité de la chambre n'est pas en cause, et l'on peut très bien admettre qu'elle se fonde et vive sous la forme d'une simple association non déclarée.

Mais où la question peut trouver une autre solution, c'est dans le cas où la chambre est désignée comme arbitre par les parties, et où la sentence est rendue en son nom par les arbitres. Il se pose alors une double question qui a été posée et résolue négativement par le Tribunal de Commerce de Dunkerque et que nous étudions ci-dessous comme le troisième attendu de ce jugement.

3° Un organisme arbitral peut-il être désigné comme arbitre d'une façon générale, et, cela étant admis, peut-il le faire sans posséder une personnalité civile ?

Cela revient à se demander si un organisme collectif peut être désigné comme arbitre.

Il semble qu'à l'heure actuelle la question ne puisse faire aucun doute. (Voir à ce sujet la note portée dans la G.P. sous le jugement de Dunkerque). La question a été tranchée

en ce qui concerne une chambre des notaires (1), une chambre des avoués (2), l'administration d'un théâtre, un comité de courses.

La question de la nomination comme arbitre d'une collectivité reconnue quoique dépourvue de personnalité légale a fait en particulier l'objet d'un arrêt, qui, pour être ancien, n'en est pas moins intéressant, car il se place à une époque qui précède d'assez peu celle où cessa d'être valide la clause compromissoire. Il s'agit en l'espèce d'un procès qui s'était élevé entre une actrice de la Comédie Française, Mlle Maxime, d'une part, et le Théâtre Français et Victor Hugo, d'autre part.

Le contrat de Mlle Maxime portait une clause compromissoire ainsi conçue :

« Toutes contestations qui pourront survenir entre
« l'administration et Mlle Maxime, pour quelque cause que
« ce soit du présent ou pour toute autre cause, seront
« jugées en dernier ressort et sans appel par le Conseil
« judiciaire de la Comédie-Française. »

Mlle Maxime fit appel d'un jugement du Tribunal de la Seine du 3 mars 1843, se déclarant incompétent du fait de la clause compromissoire.

Elle prétendait d'abord que la clause compromissoire ne désignait ni le litige ni le nombre des arbitres, et par là elle soutenait la thèse qui peu de temps après devait prévaloir en jurisprudence, en exigeant pour la clause compromissoire les indications prévues par l'article 1006 C.P.C. pour le compromis.

Elle ajoutait ensuite : « Et vainement voudrait-on assimiler l'indication qu'elle contient à celle qui a été faite

(1) Paris, 9 janvier 1838.

(2) Cass., 17 mai 1836, S. 1837-1-154.

« par d'autres compromis qui désignent pour arbitres la
« chambre des notaires, la chambre des avoués. etc ; ces
« chambres sont soumises à des conditions légales qui ne
« peuvent changer au gré des parties ; il n'en est pas
« de même du Conseil judiciaire de la Comédie Française
« qui peut être modifié par les comédiens eux-mêmes. En
« effet, les membres du Conseil sont nommés par le
« comité, sauf l'approbation (mais ce n'est qu'une appro-
« bation) du Ministre de l'Intérieur, et d'ailleurs, en l'es-
« pèce, ce conseil n'est pas composé conformément aux
« décrets et règlements concernant le Théâtre Français. »

Ainsi ce conseil de discipline du Théâtre Français se présentait sous la forme d'un organisme collectif reconnu et agréé par les comédiens puisque ce sont eux-mêmes qui procèdent à sa nomination, mais qui n'est revêtu d'aucun caractère légal. A une époque où il n'était pas question de personnalité morale, il n'aurait eu un caractère de légalité que s'il avait été constitué en conformité d'un décret ou d'un règlement concernant le Théâtre Français. L'approbation ministérielle qui lui avait été donnée n'intervenait qu'à titre de simple garantie, mais ne suffisait pas à conférer un caractère légal, pas plus qu'elle n'en conférerait un aux chambres arbitrales qui seraient, le cas échéant, approuvées par le Ministre du Commerce.

C'est dans ces conditions que la Cour a rendu l'arrêt suivant (1) : « La Cour. — Considérant que la clause
« compromissaire insérée dans l'acte d'engagement de
« l'appelante a suffisamment déterminé l'objet du litige
« et les arbitres qui devaient en connaître, en limitant les
« contestations à celles qui naîtraient des droits et des
« devoirs respectifs du comité et de l'artiste, et en dési-
« gnant le conseil judiciaire du Théâtre Français dont les

(1) S. 1843-2-141.

« membres sont nommés sous la surveillance de l'auto-
« rité administrative et constamment en fonctions ; que
« le conseil est composé comme il l'était au moment de
« l'engagement, et qu'aucune cause de récusation légale
« contre les personnes des arbitres n'est articulée ; adop-
« tant au surplus les motifs des premiers juges ; Confirme ».

On admettait sans conteste que cette personne collective pouvait être désignée pour arbitre.

Le principe est donc certain qui permet à une personne collective d'être arbitre au même titre qu'une personne physique. Il correspond d'ailleurs pleinement au mouvement qui à l'heure actuelle tend de plus en plus à accorder aux organismes professionnels sur tous les points placés dans le cadre de leur action, les possibilités qu'auraient en les mêmes circonstances, les personnes physiques correspondantes.

Demandons-nous alors s'il est nécessaire que la Chambre arbitrale ait une personnalité civile, qui est désignée comme arbitre par les parties et qui rend une sentence comme telle. Aux yeux des parties, la Chambre a une capacité suffisante puisqu'elles l'ont désignée comme arbitre en connaissance de sa capacité restreinte. Elle a parfaitement le droit en ce qui les concerne de rendre sa sentence. Elles l'ont voulu ainsi par leur compromis.

Mais par rapport aux tiers la question peut se poser différemment. Le principe de la relativité des jugements qui s'appliquait normalement aux jugements arbitraux est encore accentué par l'article 1022 C.P.C. qui stipule :
« Les jugements arbitraux ne pourront, en aucun cas,
« être opposés au tiers. » Cet article ouvre donc la possibilité de la tierce opposition aux jugements arbitraux de la part des tiers à qui la sentence préjudicie.

Est-il nécessaire qu'aux yeux de ces tiers la Chambre arbitrale ait une personnalité morale ? A première vue, oui. L'association non déclarée n'existe que par rapport à ses membres et ceux qui en la désignant comme arbitre ont admis sa personnalité. Aux yeux des tiers, elle n'est proprement rien et sa désignation comme arbitre ne saurait leur être opposable.

Mais cependant, la tierce opposition suppose de la part des tiers que la sentence à laquelle ils s'opposent a été valablement rendue. Cette voie de recours doit en effet s'ouvrir devant le Tribunal qui a rendu le jugement dont il est fait tierce opposition, le Tribunal arbitral en l'espèce. Ce faisant, les tiers reconnaissent la possibilité qu'avait l'organisme arbitral considéré de rendre une sentence comme il l'a fait.

Et d'ailleurs la jurisprudence a admis, nous l'avons vu plus haut, que pouvaient être désignés comme arbitres : un comité de courses, la direction d'un théâtre, etc... Or il s'agit là d'organismes ne possédant aucune personnalité morale. La société des courses a bien une personnalité mais non son comité qui n'est fait que de la réunion de quelques-uns de ses administrateurs. De même pour la direction d'un théâtre.

Il se dégage alors cette notion qu'il ne faut pas tant que l'arbitre ait une personnalité juridique qu'une personnalité tout court, du moment qu'elle est nette et bien accusée.

C'est là un critérium de fait évidemment, mais qui permet de tenir compte de la volonté bien établie des parties de se référer à un organisme présentant une individualité marquée.

Et il semble que ceci soit parfaitement réalisé pour les

chambres arbitrales dont la mission primordiale est justement de remplir ce rôle d'arbitre en vue duquel elles ont été créées.

La forme de l'association déclarée ne me semble donc pas indispensable aux Chambres arbitrales pour l'exercice de leur mission.

Mais nous pensons cependant qu'elles auraient le plus grand tort de demeurer à ce stade de la vie juridique.

Elles y risquent les discussions de l'ordre de celle à laquelle nous venons de procéder.

Elles n'ont aucune possibilité d'estimer en justice autrement que par la collectivité de leurs membres, bref tous les inconvénients d'un défaut de personnalité juridique, d'autant plus ennuyeux qu'elles mènent une vie somme toute mêlée de près aux difficultés judiciaires.

Aussi bien est-ce sous la forme de l'association déclarée que se sont formées l'immense majorité des Chambres arbitrales.

Notons que la Chambre de Dunkerque qui était constituée en syndicat professionnel selon la loi de 1884 a cru devoir, son activité s'étendant au delà du seul négoce des grains, quitter cette forme syndicale pour adopter celle de l'association déclarée.

Du point de vue financier, l'association non déclarée n'a que des possibilités très retreintes. Elle peut sans doute toucher des honoraires d'arbitrage, mais leur emploi et leur répartition n'est pas sans donner lieu à de graves difficultés. L'association déclarée a au contraire une large autonomie financière. Elle a la libre disposition de ses honoraires, à condition de ne point faire de bénéfices, et peut en outre, si elle le veut, percevoir de ses membres

des cotisations. Elle a donc à ce titre tous les avantages que peut souhaiter un organisme d'arbitrage.

Faut-il aller jusqu'à rechercher la reconnaissance d'utilité publique ? En vue de quels avantages ? La reconnaissance d'utilité publique n'a sur la simple déclaration que cet avantage de permettre d'acquérir des immeubles et de recevoir librement les dons et legs.

Il ne semble pas que les Chambres arbitrales doivent jamais s'attendre à recueillir des dons et legs. Elles ne sont pas de ces institutions dont le but émeuve donateurs et testateurs et les porte à leur laisser quelque partie de leur fortune. Quant aux immeubles, en dehors du toit qui abrite leurs délibérations, et qui leur est en général gracieusement prêté par la Chambre de Commerce, ou qu'elles peuvent louer, il ne semble pas que leur situation comporte la nécessité d'en posséder d'autres. Comme d'autre part la reconnaissance d'utilité publique soumet l'association qui en est l'objet à un contrôle moral et financier perpétuel de la part des ministères correspondants (reddition annuelle de comptes, rapport moral également annuel), il ne semble pas que les avantages matériels doivent en l'espèce compenser les quelques charges que nous signalons.

Restent les avantages moraux, plus considérables peut être et se manifestant sous la forme d'un regain d'autorité morale pour la Chambre arbitrale investie d'une reconnaissance d'utilité publique. Nous retrouvons ici les arguments qui s'étaient présentés au moment où nous posions la question de savoir s'il était intéressant pour une Chambre arbitrale de se voir revêtue de l'approbation ministérielle. Les Chambres arbitrales, nous l'avons dit, bénéficieront, surtout pour ces quelques premières

années, de l'autorité de la Chambre de Commerce dont elles sont issues. Cela est d'autant plus vrai qu'elles s'adressent, somme toute, à un public assez restreint, celui formé par un certain nombre de commerçants d'une même région, qui connaissent la Chambre, ses dirigeants et ses arbitres, et lui feront confiance à ce titre bien plus qu'à celui d'une reconnaissance d'utilité publique.

Ce dernier titre ne donne surtout d'autorité qu'à de certaines associations à but social et général ayant affaire à travers le pays à un public très vaste et qui ne la connaît pas.

Ceci ne convient donc pas, à quelques exceptions près, aux organismes d'arbitrage, et il n'est pas à notre connaissance qu'aucun soit reconnu d'utilité publique, bien que quelques-uns se soient posé la question de savoir s'ils n'allaient pas postuler cette reconnaissance.

Enfin, il est encore une forme sous laquelle peuvent se constituer les organismes d'arbitrage, qui est celle des syndicats professionnels. C'est une forme des plus intéressantes pour tous les organismes à caractère professionnel, c'est-à-dire ceux qui ne font pas l'arbitrage de tous les litiges commerciaux, mais seulement de ceux concernant la profession.

Ils sont régis par le Code du travail, L. III, T. I, Chapitres I et II.

La personnalité est extrêmement étendue que leur accorde la loi. L'article 10 dispose en effet que : « Les « syndicats professionnels jouissent de la personnalité « civile. Ils ont le droit d'ester en justice et d'acquérir « sans autorisation, à titre gratuit ou onéreux, des biens,

« meubles ou immeubles. » C'est une personnalité plus vaste, par conséquent que celle des associations déclarées ou même reconnues d'utilité publique, puisque ces dernières, si elles peuvent acquérir des immeubles, ne le peuvent qu'à concurrence des besoins de leur objet. Au point de vue des meubles également, les syndicats n'ont aucune limite à leur acquisition.

Depuis 1920, les Unions de Syndicats sous la forme desquelles les organismes d'arbitrage sont parfois constitués jouissent de la même personnalité civile que celle des syndicats.

En ce qui concerne plus spécialement leur aptitude à l'arbitrage, si la loi ne l'a point dit en propres termes, elle leur a au moins reconnu une aptitude à l'examen des questions contentieuses sous la forme suivante : Article 17 du texte précité : « Les syndicats peuvent être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité.

« Dans les affaires contentieuses, les avis du syndicat « sont tenus à la disposition des parties, qui peuvent en « prendre connaissance et copie. »

Certains voient pourtant dans ce dernier texte une incapacité pour le syndicat à la fonction d'arbitre (1).

Il est certainement hors de doute que ce texte interdise aux syndicats de remplir auprès des Tribunaux de Commerce le rôle d'arbitre rapporteur prévu par l'article 429 du Code de procédure civile. Ce rôle très particulier est confié à des individus formés en une compagnie dite « compagnie des arbitres rapporteurs auprès du Tribunal de Commerce », à Paris au moins, ou agréés par le Tri-

(1) V. Dalloz, R. P., V. Syndicat Professionnel, n^o 156-7.

bunal et couchés sur une liste particulière dans le ressort des autres Tribunaux de Commerce. Les Syndicats professionnels n'ont aucune vocation à ce rôle. Les termes de la loi qui indiquent qu'ils pourront être consultés, ne les y appellent pas. D'ailleurs les Syndicats professionnels doivent donner gratuitement leurs avis. Enfin les travaux préparatoires de la loi de 1884 prévoient formellement qu'ils sont écartés des fonctions d'arbitres rapporteurs (1).

Mais il importe de ne pas confondre le rôle d'arbitre rapporteur et celui d'arbitre. Nous l'avons suffisamment exprimé quand nous avons rappelé (2) tout ce qui séparerait l'arbitrage de l'expertise, encore que l'arbitre rapporteur ait un rôle un peu plus large que celui de l'expert.

Rien n'interdit au syndicat, collectivité revêtue d'une personnalité civile, de remplir en tant que collectivité un rôle qui peut être attribué à chacun de ses membres en particulier.

Dans leurs rapports avec la justice d'Etat, les syndicats professionnels ne peuvent être que consultés pour avis. Ils recouvrent au contraire toute leur liberté vis-à-vis des particuliers qui voudraient voir résolus par eux en tant qu'arbitres les litiges qui les divisent. Il faudrait pour leur supprimer cette faculté une disposition formelle de la loi qui n'existe pas, ou même une restriction telle que celle indiquée par la loi de 1884 pour le rôle d'arbitre rapporteur et qui n'apparaît pas non plus.

Tout, au contraire, dispose les syndicats, ou mieux les unions de syndicats, à exercer l'arbitrage sur compromis

(1) V. Déclarations de M. Tirard, Min. du Commerce, Sénat, 11 juillet 1882, J. O. du 12 juillet, pp. 782 et suiv.

(2) V. pp. 47 et s.

ou clause compromissoire car ils groupent justement dans leur sein tout ceux qui sont susceptibles de venir à l'arbitrage, et ils sont parmi les plus aptes à remplir le rôle économique qui, nous le verrons plus loin, paraît dévolu à ces organismes.

Ne peuvent néanmoins se former de la sorte que des organismes d'arbitrage professionnels ou interprofessionnels.

Les syndicats représentant des professions concourant à des fins similaires, utiliseront avec beaucoup de profit la forme d'union de syndicats. Mais s'il s'agissait d'un organisme général, ou groupant des activités commerciales différentes, on ne pourrait plus recourir à la forme syndicale, et la voie de l'association déclarée resterait seule susceptible de donner à ces groupements une forme légale possible.

TROISIEME PARTIE

LES ORGANISATIONS ARBITRALES EXISTANTES

Après avoir, dans une première partie, indiqué ce qui nous paraissait motiver une organisation de l'arbitrage, et avoir étudié dans une deuxième les conditions générales selon lesquelles, à notre sens, devait jouer cette organisation, nous en venons à considérer ce que l'initiative privée a déjà réalisé en cette matière.

Nous aurions pu scinder cette partie en deux différentes, dont l'une n'aurait eu trait qu'aux règles proprement dites d'arbitrage selon lesquelles l'initiative privée a remédié aux lacunes de la loi, et l'autre consacrée aux organismes proprement dits dans lesquels ces règles auraient trouvé leur application.

Il nous a paru cependant qu'il était impossible de séparer les règles de ceux qui les avaient dictées et qui en font une application pratique. A l'occasion de chacun des organismes auxquels nous nous sommes attachés, nous avons joint à leur description celle du mode selon lequel ils concevaient et pratiquaient l'arbitrage.

De la même façon, à l'occasion de chacune de ces méthodes nous n'avons pas voulu réserver pour plus tard l'appréciation que nous pouvions avoir à en donner, et nous aurions pu la rendre d'une portée moins immédiate en reportant leur critique, même si par la suite de ce système la vue d'ensemble devait s'en trouver affectée.

Ainsi que nous l'indiquerons plus loin, la valeur d'une

règle et d'une méthode, en matière d'arbitrage a en réalité moins d'importance que sa seule existence. Il importe surtout de savoir qu'il y a des organismes d'arbitrage, qu'ils ont des règles, et de les connaître. L'épuration de ces règles, si elle est nécessaire, se fera d'elle-même par le fait du temps, et par la force des choses.

La caducité ou sa survivance est le critérium de la valeur d'une législation.

CHAPITRE PREMIER

Les Chambres arbitrales

Ce sont essentiellement des organisations interprofessionnelles.

Alors que les organismes purement professionnels, et nous en verrons quelques-uns plus loin, instituent l'arbitrage dans le cadre de la profession, les Chambres arbitrales l'élargissent à tous les litiges auxquels peut donner lieu le négoce de tel ou tel produit, que ce soit pour sa production, son transport, sa vente, ou son utilisation par le consommateur. C'est l'arbitrage pour une matière et non pas l'arbitrage pour des personnes. Elles touchent ainsi des classes de commerçants très diverses et souvent très différentes bien que négociant une marchandise identique. Par là, elles prennent un caractère absolument général et sont réellement des organismes interprofessionnels.

D'autre part, elles constituent en fait, par leur nombre, leur organisation et leur activité, les organismes d'arbitrage les plus importants dans le cadre du droit interne.

Nous étudierons d'elles successivement leur constitution interne, les buts qu'elles se sont donnés, et les voies par lesquelles elles les réalisent.

Nous dirons enfin un mot de leur groupement.

Le caractère des Chambres Arbitrales

L'étude de cette organisation pose une question préalable : Les Chambres arbitrales sont-elle un collège d'arbi-

tres, lesquels rendent individuellement leurs sentences en dehors de la Chambre arbitrale à laquelle ils n'empruntent qu'un règlement d'arbitrage, ou bien au contraire sont-elles elles-mêmes l'arbitre désigné en dehors de tout autre personnalité ?

Nous avons vu plus haut qu'il était juridiquement possible de considérer la Chambre arbitrale comme un arbitre. C'est donc une question purement pratique qui se pose.

Indiquons immédiatement que les avantages vont au système unificateur plutôt qu'à celui qui tend à décentraliser l'arbitrage.

Si la Chambre arbitrale est l'arbitre unique, cette nomination de l'arbitre dans la clause compromissoire que nous avons souhaitée, et qui donne à celle-ci tout son caractère de fixité, se trouve réalisée dès le premier instant.

C'est par là qu'est résolu conventionnellement et sans discussion le problème que nous nous étions posé au début de cette étude, de savoir comment contraindre le cas échéant un adversaire à désigner son arbitre.

A l'instant où on signe la clause compromissoire on désigne l'arbitre qui est la Chambre arbitrale elle-même.

Toutefois, appliquer ce principe dans toute la brutalité avec laquelle nous venons de le poser, conduirait à effacer une des caractéristiques les plus intéressantes de l'arbitrage, qui est la désignation nominative du juge à raison de ses qualités personnelles, et la liberté des parties ne serait pas plus grande en fait que si elles s'adressaient à un Tribunal quelconque.

Les règlements des Chambres arbitrales se sont préoccupés de cette difficulté et elles l'ont résolue de la façon suivante : Au moment où le litige survient, la Chambre se

trouve désignée pour arbitre. A cet instant, conformément au règlement, sur la liste des arbitres de la Chambre, chaque partie en choisit un selon son goût et le Président de la Chambre désigne le troisième. Il en désigne deux si l'une des parties se refuse à faire choix du sien.

Ainsi les arbitres, voulus nominativement par chacune des parties, pour deux d'entre eux au moins, se voient faire délégation par la Chambre de ses fonctions d'arbitre.

Ils instruisent l'affaire, établissent leur sentence et la rendent *au nom de la Chambre arbitrale*.

C'est ainsi que dans une justice d'Etat un Tribunal délègue à tels de ses membres sa fonction de juge, mais n'en prend pas moins à son compte le jugement rendu. Sous cette forme, l'arbitrage n'en diffère que par l'intervention des parties dans cette délégation de pouvoir qu'elle fait à tel juge plutôt qu'à tel autre.

Il faut convenir que sous cette forme le résultat pratique des deux formules, collège d'arbitres ou arbitre unique, est bien identique.

Nous sommes d'ailleurs persuadés que cette désignation personnelle de l'arbitre par les parties ne correspond à une nécessité réelle qu'autant qu'il ne s'agit que d'un arbitrage inorganisé, c'est-à-dire fait en dehors de tout organisme bien réglementé. La part personnelle que prennent dans ce cas les parties à la formation du Tribunal arbitral n'est dictée que par la nécessité de leur assurer toute garantie d'impartialité.

Mais le cas est différent pour les Chambres arbitrales, centres organisés de l'arbitrage. Auprès d'elles, la désignation personnelle de l'arbitre perd de son intérêt, puisque de plus en plus c'est la Chambre arbitrale qu'on a en

vue plutôt que tel désigné de ses arbitres. Cette désignation ne se maintient donc plus que comme la survivance d'un état de choses nécessaire dans une organisation, ou plutôt un défaut d'organisation antérieur, et le temps n'est certainement pas loin où les Chambres arbitrales viendront tout naturellement à supprimer cette disposition.

L'intérêt donc de la distinction sur le caractère des Chambres arbitrales est en définitive tout moral. Arbitre unique, la Chambre arbitrale se pose nettement comme une juridiction, comporte une organisation juridictionnelle, et tend à posséder une unité de vue et d'action la plus étroite possible. Collège d'arbitres, la Chambre arbitrale reste fragmentée en individus isolés, et liés seulement par un règlement commun. Il lui est plus difficile de poursuivre un but général.

A l'heure actuelle cependant, pour la quasi unanimité d'entre elles les Chambres arbitrales ont posé le principe de la Chambre arbitre unique. La question en fut discutée au Congrès des Présidents de Chambres arbitrales de France (nous reviendrons plus loin sur cette organisation) qui se tint en novembre 1927 à Paris). Il y fût émis, sur ce point la motion suivante : « Les congressistes sont en forte « majorité d'avis que la clause compromissoire à employer « est celle qui désignera comme arbitre la Chambre arbitrale elle-même. Le Congrès exprime le souhait que cette « méthode soit généralisée ; l'autorité et le prestige des « Chambres arbitrales ne peuvent qu'y gagner. »

L'Origine des Chambres Arbitrales

Si la loi du 31 décembre 1925 a donné aux Chambres arbitrales leur pleine valeur et a hâté leur développement,

quelques-unes d'entre elles pourtant, qui, pour la plupart, sont restées aujourd'hui les plus importantes par le nombre d'affaires qu'elles traitent, existaient déjà avant la loi validant la clause compromissoire et même parfois depuis bien longtemps.

La Chambre arbitrale de Dunkerque date de 1890. Celle de Strasbourg qui compte parmi les plus importantes, si même elle n'est pas la première, remonte à 1900, favorisée qu'elle était par les dispositions du droit allemand en la matière.

C'est qu'en réalité le besoin d'une justice arbitrale était alors le même qu'aujourd'hui. Si la clause compromissoire n'était pas sanctionnée par la loi, elle n'en demeurerait pas moins valable entre des parties résolues à l'exécuter.

Il est d'autre part certains marchés d'un développement international, celui des grains en particulier, où nos commerçants se voyaient depuis longtemps imposer dans leurs achats à l'étranger des clauses compromissoires renvoyant devant des organismes d'arbitrage étrangers (La London Corn Trade Association, organisme arbitral qui est le plus ancien et le plus développé de tous ceux actuellement existants (1), la Chambre arbitrale et de conciliation des grains et graines à Anvers, qui date de 1907 et connaît un très beau succès).

L'arbitrage étant ainsi passé dans les mœurs de cette branche de commerce, la nécessité d'une clause compromissoire écrite était moins impérieuse, et le seul mode du

(1) Voir thèse Schwob, Paris, « Les contrats de la L. C. T. A. » et voir plus loin, pages 147 et s.

compromis suffisait à alimenter chez nous quelques organismes arbitraux.

Il est du reste intéressant de noter que si c'est par le commerce des grains qu'à commencé en France le grand mouvement arbitral, auquel nous assistons aujourd'hui, c'est lui encore qui y tient la plus grande place, à ce point qu'il est difficile de trouver des décisions judiciaires relatives à des affaires d'importation de grains. C'est un ordre de négoce dont tous les litiges sont réglés par l'arbitrage. Ce commerce des grains donne lieu à la plus grande partie des arbitrages de la Chambre de Dunkerque, une bonne partie de ceux de la Chambre de Paris.

Remarquons enfin que M. Louis Dreyfus à la ténacité de qui l'on doit la loi du 31 décembre 1925, est par ailleurs un de nos plus grands importateurs de grains.

Il semble qu'il y ait dans tous ces faits mieux qu'une coïncidence, qui vaut qu'on s'y arrête et qu'on en cherche la raison.

On pourrait la voir peut être dans le caractère international du marché qui fait qu'à une justice d'Etat étrangère et inconnue on préfère une justice privée, de commerçants expérimentés. C'est là une des raisons générales de l'arbitrage, et il est possible qu'elle ait joué.

Mais nous croyons qu'il faut chercher la raison profonde dans l'instabilité des prix en cette matière, jointe à la nécessité d'une détermination très précise des qualités.

Les grains sont une de ces marchandises pour laquelle l'immobilisation est pleine de dangers. Que survienne une hausse ou une baisse de quelques francs sur les prix à l'instant où, par suite d'un procès, une des parties ne peut disposer de sa marchandise et ce peut être une catastrophe.

Enfin, il faut un homme de métier, et très expérimenté,

pour déterminer la qualité, procéder au triage des grains, calculer le pourcentage des déchets.

On est ainsi amené à penser que seul un arbitrage rapide, effectué selon des règles parfaitement déterminées et bien connues, peut résoudre les différends sans causer un préjudice trop considérable aux parties.

Cette nécessité a inspiré en grande partie l'organisation actuelle de notre arbitrage dans ses règles et son fonctionnement.

Mais des grains, il s'est étendu à d'autres matières plus connexes, et d'une façon générale selon la formule de la Chambre arbitrale de Paris « à tous les produits de la terre, bruts ou transformés ». C'est dire la nomenclature de marchandises qu'englobe une pareille définition.

L'Organisation des Chambres Arbitrales devant la loi

C'est sous ces auspices et devant ces besoins que se sont constituées les Chambres arbitrales.

Nous avons vu plus haut les diverses formes qu'il leur était loisible d'adopter aux yeux de la loi pour parvenir à leur but et nous avons analysé les avantages qu'elles pouvaient retirer de l'une ou de l'autre.

Les Chambres arbitrales se sont groupées en fait entre les deux catégories du syndicat, ou mieux de l'union des syndicats, et de l'association déclarée. Aucune n'a recherché la reconnaissance d'utilité publique. Nous avons exposé que ce mode ne leur apportait aucun avantage réel supplémentaire, et diminuait au contraire leur souplesse en les soumettant à un contrôle administratif en même temps qu'il leur interdisait, sans en référer à la même autorité, de modifier leurs statuts ou règlements.

La Chambre arbitrale de Paris s'est constituée sous forme d'union d'associations professionnelles, conformément aux dispositions de la loi du 21 mars 1884 et celle du 12 mars 1920. Elle est, croyons-nous, la seule constituée sous cette forme. Elle comprend le groupement des associations syndicales suivantes qui montre à quels négoce s'étend sa compétence :

Le Syndicat des Grains et Farines et de la Meunerie de Paris.

La Chambre Syndicale des Entrepreneurs des Services de subsistances militaires.

Le Syndicat des Courtiers de marchandises à la Bourse de Commerce de Paris.

Le Syndicat de la Meunerie de la Région de Paris.

La Chambre syndicale de l'Industrie Meunière Parisienne.

Le Syndicat des commissionnaires et courtiers en Farines Paris-Départements.

La Fédération Française des Syndicats de marchands de grains et graines de Semence, céréales, dérivés et produits du sol.

La Chambre Syndicale des Grains, Graines et Fourrages de Paris et Départements.

L'Union des Grainetiers Détaillants de Paris et de la Région parisienne.

Le Syndicat du Commerce des blés, seigles et avoines, à Paris.

Le Syndicat du Commerce des Farines Fleur, à Paris.

Le Syndicat du Commerce des Riz, à Paris.

Le Syndicat de la Rizerie Française.

Le Syndicat du Commerce des Sucres à Paris.

Le Syndicat du Commerce des Alcools, à Paris.

Le Syndicat du Commerce des Huiles, à Paris.

Le Syndicat du Commerce des Caoutchoucs bruts, à Paris.

Le Syndicat du caoutchouc et des industries qui s'y rapportent.

La Chambre Syndicale de la Malterie Française.

L'Union Générale des Syndicats de la Brasserie Française.

Le Syndicat du Commerce des Houblons.

La Chambre syndicale des Tisseurs de Jute de France.

La Chambre arbitrale de Dunkerque groupait, jusqu'à ces derniers temps, ses adhérents, commerçants, sociétés, employés principaux des maisons de commerce, en une chambre syndicale régie par l'article 5 de la loi du 21 mars 1884. Bien que la légalité de ce groupement fut

indiscutable, et sa personnalité civile certaine (1), l'élargissement qu'elle donna à son activité, l'amena à substituer à cette forme celle de l'association déclarée selon la loi du 1^{er} juillet 1901, sous laquelle elle groupe aujourd'hui tous ses membres, au nombre de 135 environ.

La Chambre arbitrale de Strasbourg groupe, en une association ayant pour titre « Association de la Bourse de Commerce de Strasbourg », les négociants et courtiers en grains, produits agricoles et engrais, les meuniers, fabricants de pâtes alimentaires, brasseurs, malteurs, négociants et représentants en vins, distillateurs, épiciers en gros, marchands de fruits et primeurs, représentants en produits alimentaires, transitaires, entreprises de navigation, et tous autres groupements professionnels qui se réunissent habituellement à la Bourse de Commerce de Strasbourg.

Cette chambre arbitrale, sans être une association en elle-même, est un organisme qui dépend de l'association de la Bourse de Commerce de Strasbourg. Cette association n'a pas été créée sur la base de notre loi de 1901, cette loi n'étant pas encore introduite en Alsace. Elle est basée sur le Code Civil allemand dont les dispositions concernant les associations (articles 21 à 79) sont encore en vigueur.

L'Association de la Bourse de Commerce est inscrite dans le registre des associations tenu par le Tribunal cantonal et possède à ce titre la personnalité civile. Le système de « l'inscription » dans le droit allemand correspond en somme au système de la « déclaration » prévu par la loi de 1901.

Avant la guerre et jusqu'en 1918, conformément à la loi allemande de 1896 sur les Bourses, la Bourse de Commerce

(1) V. pp. 71 et s.

de Strasbourg se trouvait sous la surveillance du Gouvernement qui avait délégué son droit de contrôle à la Chambre de Commerce de Strasbourg. Le Gouvernement avait approuvé le « règlement de Bourse » (Börsen-Ordnung), règlement qui prévoit que les litiges provenant des affaires traitées à la Bourse seront tranchées par voie d'arbitrage.

Quant au règlement de la Chambre arbitrale, il n'avait pas fait l'objet d'une approbation spéciale. La Chambre arbitrale de la Bourse, en somme, était alors non pas un organisme indépendant, mais constitué seulement par le collège des arbitres choisis parmi les membres de la Bourse et chargés de trancher les différends. La Bourse ne constituait pas à ce moment un groupement doté de la personnalité civile. Si elle l'est aujourd'hui, la Chambre arbitrale n'en est d'ailleurs pas moins restée une simple émanation de la Bourse du Commerce, sans personnalité en dehors de celle de la Bourse. Elle n'en considère pas moins, à juste titre d'ailleurs, qu'elle est un groupement susceptible d'être l'arbitre unique désigné par les parties.

La Chambre arbitrale de Marseille (Chambre arbitrale des syndicats et groupements commerciaux et industriels de Marseille) s'est formée en association déclarée par la fusion de divers organismes arbitraux existant auparavant : Commission des Tribunaux arbitraux de la Société pour la défense du Commerce et de l'Industrie, Chambre d'arbitrage des céréales et de leurs dérivés, Chambre d'arbitrage de la droguerie en gros et des Commerces et Industries annexes, Chambre d'arbitrage du riz et légumes secs, etc...

Il en est à peu près de même de toutes les autres Chambres arbitrales de France qui se sont toutes constituées sous des formes analogues, et en général celles de l'association déclarée.

Il est cependant encore une Chambre arbitrale un peu particulière, et dont nous devons dire un mot au passage, c'est la Chambre Arbitrale des Exportateurs Français de Madagascar et Dépendances. Elle s'est donnée pour but de résoudre par l'arbitrage les litiges qui peuvent s'élever entre les importateurs de produits de Madagascar (riz, maniocs et grains) et les acheteurs de ces mêmes denrées. Ces produits donnant lieu à des appréciations de poids et de qualité assez particulières, il était intéressant qu'elles soient faites par des individus très au courant de ces questions. Cette Chambre répond donc à une nécessité dans ce cadre déterminé.

Elle est d'ailleurs créée par le Syndicat des Exportateurs Français de riz, maniocs, et grains de Madagascar auquel elle est étroitement rattachée et en dehors duquel elle n'a d'ailleurs pas de personnalité civile propre. « Les arbitres et « le bureau (Président et Vice-Président), dit son règlement, « constituent la Chambre arbitrale ».

Cette Chambre connaît des litiges qui lui sont pour la plupart soumis par le contrat-type C.a.f. qui est d'usage parmi les membres du Syndicat des Exportateurs Français de Madagascar, et qui contient une clause compromissoire, soumettant définitivement tous les litiges auxquels donne lieu son exécution à l'arbitrage de cette Chambre.

Constituée sous des formes diverses, les Chambres arbitrales se sont données une organisation administrative intérieure dans les détails de laquelle nous n'entrerons pas ici. On consultera sur ce point les statuts de la Chambre arbitrale de Paris que nous donnons en annexe et dont tous les autres se rapprochent plus ou moins.

Le but de ces associations est le suivant, tel que l'indique

la Chambre arbitrale de Paris en ses statuts et que le font aussi d'une façon identique la plupart des autres :

«2. Cette union d'associations professionnelles qui
« prend le nom de Chambre arbitrale de Paris, et dont la
« durée est illimitée, a pour objet principal la solution rapide
« et économique par arbitrage, des contestations soumises
« à son examen.

« 3. En outre, la Chambre arbitrale instruit ou concilie
« les affaires litigieuses qui lui sont renvoyées par le Tribunal
« de Commerce de la Seine ou par tout autre Tribunal.

« 4. Elle peut aussi procéder aux expertises ou analyses
« qui lui sont demandées, s'occuper de la constitution des
« standards, de l'établissement des contrats-types, et, d'une
« manière générale, s'intéresser à toutes études et à tous
« travaux d'intérêt professionnel collectif, ayant trait à
« l'arbitrage. »

En résumé, deux fonctions distinctes : établir des règles commerciales, et arbitrer.

Ce sont ces deux fonctions que nous examinerons l'une après l'autre.

L'Établissement des règles commerciales

C'est une manière de fonction législative qu'assument sous cette forme les Chambres arbitrales. Législative, autant du moins que dans un domaine tout contractuel il peut être question de légiférer. Mais s'il ne s'agit en fait que de l'établissement de contrats-types, et d'une rédaction d'usages, ces documents deviennent une loi dès l'instant qu'adoptés par les membres des groupements qui les ont établis, comme pour ceux qui ont reconnu ces groupements.

Il n'est donc pas impossible de parler de législation pour

une œuvre qui pour être encore, nous le verrons, embryonnaire, ne marque pas moins fortement cette tendance.

Deux voies différentes pouvaient être utilisées et l'ont été en fait dans la constitution de cette réglementation à forme législative, l'une plus particulière, l'établissement du contrat-type, l'autre plus générale, la codification des règles et usages.

C'est encore au commerce des grains qu'il faut nous reporter dès qu'on veut en cette matière, où tout est encore en construction, trouver quelque chose qui ait déjà fait ses preuves.

En matière de contrats-types, la Chambre arbitrale de Dunkerque a rédigé trois contrats relatifs aux marchandises qui font l'objet principal des négociations auxquelles est mêlé le port de Dunkerque :

1° — Contrat relatif au grains et graines en général.

2° — Contrat dit « Contrat Méditerranée C.A.F. Dunkerque », relatif aux orges d'Algérie, Tunisie, Maroc et Méditerranée, alimentant les brasseries du nord de la France.

3° — Contrat relatif aux achats et ventes de nitrate de soude.

Ces trois contrats sont connus sous le nom de « Contrats de Dunkerque ». Outre des conditions touchant aux qualités intrinsèques de la marchandise qui en fait l'objet, leurs conditions générales déterminent d'une façon précise ce qui a trait à la livraison, l'enlèvement, le paiement du produit considéré. Il comportent tous par ailleurs une clause de renvoi devant la Chambre arbitrale de Dunkerque (1).

Un autre document est celui dit « Règles et Usages français

(1) Voir en annexe ces contrats.

pour le commerce des grains, graines de semences, produits agricoles et dérivés ».

Son but qui est plus général que celui des contrats-types que nous venons d'analyser, tend à prévoir et fixer les interprétations auxquelles peuvent donner lieu toutes les circonstances qui entourent l'exécution d'un marché de grains. Il développe les termes d'usage et définit leur sens. Il indique enfin les conditions générales de vente qui, pour n'être pas inscrites dans les contrats particuliers, n'en régissent pas moins ceux qui les passent.

Mais des documents de cet ordre n'ont de valeur qu'entre ceux qui ont participé à leur formation, ou qui y ont adhéré par la suite.

Tandis qu'il suffisait aux contrats-types d'être établis par la Chambre arbitrale, puisqu'à raison de leur caractère ils ne sont valables qu'après une ratification individuelle des contractants, les « Règles et Usages » destinés à dominer les contrats particuliers, et ne faisant jamais l'objet d'un rappel nouveau dans chaque contrat, ne sont de quelque intérêt que si, par l'intermédiaire de leur groupement, des personnalités nombreuses y adhèrent implicitement et se les rendent opposables.

C'est pourquoi les « Règles et Usages français » ont été adoptés par les groupements suivants dont ils régissent les membres :

1° — L'Association Nationale de la Meunerie Française.

2° — La Fédération Française des Syndicats de Marchands de grains, grains de semence, céréales, dérivés et produits du sol.

3° — Les Syndicats adhérents à la Chambre arbitrale de Paris (Bourse de Commerce) (1).

(1) En voir la liste pp. 96 et 97.

4° — L'Association de la Bourse de Commerce de Strasbourg (qui constitue, nous l'avons vu, la Chambre arbitrale de Strasbourg).

5° — Le Syndicat des grains et farines de la Moselle (Bourse de Metz).

6° — Le Syndicat général des grains, graines, farines et fourrages de Bourgogne et Franche-Comté (Bourse de Dijon).

7° — Le Syndicat des grains et farines de l'Est (Bourse de Commerce de Nancy).

Enfin, en dehors du groupement imposant de négociants que représentent ces Syndicats et qui sont régis obligatoirement par ces Règles et Usages, il est réservé une clause d'adhésion à tous ceux qui, par leurs contrats particuliers, s'engagent à s'y reporter.

C'est dire que de ce fait la quasi unanimité des marchés passés en ces matières dans ces régions où se sont constitués ces syndicats sont contrôlés par les « Règles et Usages Français ».

Nous ne nous attacherons pas à l'étude des différentes règles d'usage qu'ils ont ainsi codifiées et qui ne sont pas du ressort de cette étude (voir en annexe le texte complet) ; nous en détacherons seulement l'article relatif au jugement des litiges. Il est ainsi conçu :

« Tous les litiges résultant des affaires désignées dans
« l'article premier, c'est-à-dire opérées par les membres
« des groupements sus-mentionnés ou les contrats qui pré-
« voient l'application des Règles et Usages Français, sont,
« sauf convention contraire, de la compétence de la Cham-
« bre arbitrale de la Bourse où le contrat a été conclu.

« Si l'affaire a été faite en dehors d'une Bourse, la Cham-
« bre arbitrale compétente est celle de la région du vendeur.

« Le créancier conserve toutefois le droit d'intenter devant
« les Tribunaux ordinaires une action en paiement des
« créances payables par traites acceptées. »

Ainsi, pour tous ces marchés, l'arbitrage s'impose implicitement au règlement des litiges, même si le contrat particulier n'en fait pas mention, du moment cependant qu'il comporte un renvoi aux Règles et Usages.

Il faut une clause contraire pour y déroger.

Il nous paraît juste d'avoir introduit la possibilité d'un recours au droit commun. Quel que soit l'intérêt de l'arbitrage, certains commerçants y peuvent être opposés, et l'introduction d'une clause compromissaire rigide et obligatoire dans tous les cas, pourrait être parfois de nature à empêcher certaines transactions, à détourner certains négociants de faire partie des syndicats qui ont adhéré aux Règles et Usages Français, ou quelquefois même à donner naissance à des litiges sur l'application de la clause compromissaire. Cette latitude de dérogation donne plus de souplesse aux Règles et Usages Français et se trouve donc parfaitement justifiée.

De même, la possibilité d'une action au Tribunal de Commerce quand il s'agit du paiement d'une traite acceptée, n'est pas incompatible avec le principe de l'arbitrage. On sait qu'en cette matière, les Tribunaux de Commerce prononcent immédiatement condamnation à la première audience. Les créanciers ont donc devant les Tribunaux, toutes les garanties de rapidité qu'ils pourraient trouver devant les Chambres arbitrales et même mieux. Il était donc nécessaire, dans ce cas particulier, de réserver la compétence du Tribunal de Commerce.

Quel est maintenant l'intérêt de cette œuvre, contrats-type ou règles et usages ?

D'abord, grâce à l'unification des règles à laquelle ils procèdent, ils rendent plus aisée la conclusion des marchés. Il suffit entre deux négociants que l'un dise : « Je vous achète telle quantité de nitrate du Chili à tel prix, contrat de Dunkerque » pour qu'immédiatement ils soient l'un et l'autre entièrement fixés sur les clauses et conditions du marché.

Cette connaissance à priori des conditions facilite également les « suites de marché » qu'elles se fassent par voie de filière régulière ou non.

La rappel dans le contrat qu'on traite selon les « Règles et Usages Français » autorise enfin à passer des marchés avec des négociants d'une autre Bourse, d'un autre groupement, sans la crainte de se voir imposer par la suite telles règles d'usage inconnues, et ne figurant pas au contrat.

Cette codification, comme l'emploi des contrats-type, offre donc un premier avantage, celui de faciliter les transactions par la connaissance de toutes les conditions d'un marché.

Il est enfin un autre résultat corollaire de celui-là : prévenir les litiges.

En matière commerciale, la plupart des litiges résultant des marchés de marchandises ont leur cause dans la nécessité d'interprétation des clauses d'un contrat, ou dans la recherche d'un usage sur une place ou dans une corporation.

A cet égard, le fait d'acheter sur contrat-type ou en se référant à des usages codifiés facilite immédiatement la tâche du Tribunal quel qu'il soit, chargé, le cas échéant, de départager acheteur ou vendeur.

L'interprétation qu'il faut donner aux clauses des contrats est de longtemps déterminée, puisqu'ils ont été établis en

vue d'une certaine interprétation ; la connaissance des usages résulte de la référence qui y est faite.

Dans ces conditions, il devient tellement difficile aux contractants d'équivoquer sur les termes, que le litige peut être résolu de lui-même et par les parties elles-mêmes.

C'est ce que constatent les Chambres arbitrales, que bon nombre de demandes d'arbitrage sont retirées par les demandeurs eux-mêmes, dès qu'officieusement on leur met le doigt sur tel article des Règles et Usages auquel se référeront indubitablement les arbitres.

Car l'autorité de ces contrats-type et de ces codifications d'usages se renforce d'autant plus qu'il y a des juges, des arbitres en l'espèce le plus souvent, pour tenir fermement la main à leur exécution littérale.

Et c'est ainsi que nous arrivons à considérer le rôle d'arbitrage des Chambres arbitrales.

L'Arbitrage

En regard de la réglementation de fond, fixée par les contrats-type ou les usages, vient la procédure de l'arbitrage telle qu'elle est suivie dans les Chambres arbitrales.

On trouvera en annexe le règlement d'arbitrage de la Chambre de Paris. Ce règlement est celui établi par les Chambres de Paris et de Dunkerque et adopté aussi par celles de Lille et de Nancy. Ceux des autres Chambres s'en rapprochent de très près pour la plupart.

Nous étudierons successivement à propos de cette procédure d'arbitrage :

1° — Comment les Chambres arbitrales sont saisies des litiges.

2° — Comment elles l'instruisent.

3° — Comment elles rendent leurs sentences et la possi-

bilité qu'ont les parties de recourir à un arbitrage au deuxième degré.

4° — Quelles sont les sanctions auxquelles on peut recourir pour assurer l'exécution des sentences.

5° — Quels sont les frais de l'arbitrage.

Comment sont saisies les Chambres Arbitrales

Elles n'avaient point en cela à innover, mais seulement à utiliser ces deux modes prévus par la loi, le compromis et la clause compromissoire.

Sans reprendre ici leur théorie, nous indiquerons seulement que si ces deux modes se suffisent chacun à eux seuls, l'arbitrage gagne considérablement à les voir employer simultanément, à des moments différents bien entendu, pour régler un même litige.

La clause compromissoire intervenant avec le contrat commercial principal, fixe, pour le cas échéant, le principe de renvoi du litige devant telle Chambre arbitrale désignée nommément. Nous nous sommes déjà expliqués sur l'intérêt de cette fixation par avance de l'arbitre. Sous cette forme la clause compromissoire se rédige de la façon suivante :

« Toute contestation survenant à l'occasion du présent
« contrat sera soumise à l'arbitrage de la Chambre arbitrale de qui la résoudra en dernier ressort et conformément à son règlement que les parties déclarent
« connaître. »

Et les règlements des Chambres arbitrales en indiquant ce texte aux parties, ajoutent : « Texte à insérer d'une façon très apparente au bas de la lettre de confirmation et avant la signature. »

Ainsi, dans cette clause compromissoire, est indiqué tout

ce qui est essentiel, même la renonciation à l'appel, sauf la détermination du litige.

Nous l'avons dit, elle pourrait se suffire à elle-même et il serait possible de passer directement de la clause compromissoire à l'arbitrage.

En fait d'ailleurs ou le fait assez souvent.

A l'instant où le litige est né, le demandeur, ou la partie la plus diligente, saisit la Chambre arbitrale au moyen d'une demande d'arbitrage (voir en annexe les documents relatifs à cette demande et à l'avis envoyé au défendeur).

Elle y expose les faits et indique l'arbitre qu'elle désigne sur la liste des arbitres de la Chambre arbitrale.

Le défendeur est saisi de cette demande et des faits qui la motivent. Il est invité à désigner, lui aussi, son arbitre.

L'inconvénient de cette façon de procéder, en admettant que le défendeur accepte l'arbitrage sans difficulté, est double.

D'une part, le premier soin du Tribunal arbitral saisi doit être de vérifier s'il est bien valablement saisi. Ceci sera surtout important quand le défendeur cité aura refusé l'arbitrage. Il convient d'apprécier si la clause compromissoire saisissant la Chambre arbitrale était bien nette et sans ambiguïté, si elle avait été certainement voulue et acceptée par les deux parties.

Elle doit en un mot se faire juge de sa compétence pour éviter de voir porter ultérieurement devant les Tribunaux de droit commun, et avec chances de succès, cette question de compétence.

Les Chambres arbitrales sont du reste particulièrement sévères pour l'appréciation de cette compétence, se refusant à arbitrer toutes les affaires dans lesquelles, en dehors d'un

compromis, elles ne sont pas indubitablement désignées par les parties.

Le second inconvénient de cette manière de procéder réside dans cette circonstance que l'exposé de fait est dû au demandeur seul; que cet exposé ne correspond pas nécessairement à celui qu'aurait donné le défendeur, qu'avant d'arbitrer il faut pour le Tribunal arbitral établir devant les deux parties les faits qui serviront de base à l'arbitrage.

Toutes ces raisons font que les Chambres arbitrales préfèrent infiniment, alors même qu'il existe une clause compromissoire parfaitement régulière et valable, que les parties d'accord pour procéder à l'arbitrage saisissent la Chambre par la voie du compromis.

(Voir en annexe une formule de compromis).

L'intérêt de ce procédé est de couper court à toutes difficultés sur la compétence de la Chambre arbitrale puisque celle-ci ressort du compromis, œuvre commune des parties et signée par elles.

Ce caractère d'œuvre commune donne aussi à l'exposé des faits toute sa valeur, et à la discussion une base des plus solides.

Enfin, il est à l'usage du compromis, un dernier intérêt, d'un ordre fiscal celui-là. Un arbitrage par voie de clause compromissoire nécessite l'enregistrement, avec la sentence, des pièces d'où résulte la clause compromissoire, c'est-à-dire le contrat commercial. Or, celui-ci est susceptible, de par toutes les autres clauses qu'il contient, de donner lieu à des droits d'enregistrement assez élevés. Au moins laisse-t-il la place à un droit de regard sur les affaires des parties de la part des agents fiscaux. Au contraire il est toujours loisible aux parties dans leur compromis de n'insérer que ce qui a trait au point précis de leur litige, ce contrat étant

dit verbal, et de limiter par là le montant de ce qui, lors de l'enregistrement de la sentence, si besoin est, pourra donner lieu à une perception de droits.

C'est ce qui a amené les Congrès des Chambres arbitrales, tenu à Paris en 1927, à formuler le vœu suivant : « Le « compromis ordinaire établi en autant d'originaux qu'il y « a de parties en cause, est le moyen le plus pratique qu'on « puisse employer pour saisir une Chambre arbitrale d'un « litige.

« Il y a lieu de conseiller l'usage du compromis ordinaire, même en cas de clause compromissoire, car il permet de mieux préciser l'objet du litige et simplifie les « formalités de greffe. »

Instruction de l'affaire

Dès l'instant qu'elles sont ainsi saisies, les Chambres arbitrales procèdent à l'instruction du litige.

A cet effet, la Chambre délègue ses pouvoirs d'arbitre à un certain nombre d'entre ses arbitres, différent selon qu'il s'agit d'un arbitrage au premier ou au second degré (3 ou 5).

Quand il n'y a, et c'est la majorité des cas, que deux parties en cause, latitude leur est laissée (nous avons exposé précédemment page 90 les raisons de cette procédure), de désigner chacune un arbitre pris sur la liste de ceux appartenant à la Chambre arbitrale (1). Le Président de la Commission arbitrale est, lui, désigné par le Président de la Chambre arbitrale.

Au cas où plus de deux parties sont en cause, tous les arbitres sont désignés par la Chambre arbitrale, et l'on conçoit

(1) La plupart des règlements autorisent exceptionnellement la désignation d'un étranger agréé par le Président de la Chambre arbitrale.

l'utilité de cette mesure qui coupe court à toutes les difficultés inhérentes au choix de deux arbitres par plus de deux parties.

Si l'arbitrage est au second degré les arbitres sont désignés par la Chambre arbitrale.

Ces modes de désignation ne sont, on le voit, compatibles qu'avec la théorie qui fait de la Chambre arbitrale l'arbitre unique des parties.

De la même façon les Chambres arbitrales se sont réservé le droit de procéder à cette désignation d'office au cas où dans les cinq jours de l'avis, au défendeur d'une demande d'arbitrage, celui-ci n'a point de lui-même désigné le sien. Cette formule est tout à fait justifiée dès lors qu'on admet la qualité de seul arbitre pour la Chambre arbitrale.

Elle n'est d'ailleurs qu'une convention des parties qui ont accepté le règlement d'arbitrage.

La procédure devant les Commissions d'arbitrage est purement orale, les parties gardant la faculté de remettre à l'appui de leur thèse, mémoires ou notes.

Elles peuvent également se faire représenter ou assister par des conseils ou mandataires.

Pour procéder à cette instruction proprement dite, les pouvoirs les plus larges appartiennent à la Commission d'arbitrage. Elle peut faire entendre tous témoins qui lui paraissent bons, demander aux parties la communication de leur comptabilité ou telles pièces qu'elle croit de nature à éclairer le débat. Elle peut aussi donner commission rogatoire à telle autre Chambre arbitrale d'une autre ville, à l'effet de procéder dans son ressort à une mesure d'instruction particulière. (Cette dernière faculté est visée nommément dans le règlement de la Chambre arbitrale de Strasbourg. Elle a d'ailleurs déjà reçu application, en particulier à l'effet de procéder à des vérifications d'écritures comptables.)

La sentence

Point d'aboutissement de cette procédure, la sentence, comme la façon dont elle est rendue, constitue réellement le caractère original de la procédure suivie devant les Chambres arbitrales.

Il n'y a pas devant celle-ci de préliminaire de conciliation, officiel du moins, mais la procédure y est conduite de telle façon que chacun des pas qu'on y fait vers une solution définitive en constitue un en réalité, et que ce n'est qu'à regret qu'il sera rendu une sentence qui deviendra judiciairement exécutoire.

Le Tribunal arbitral, après qu'il a instruit l'affaire et entendu les parties, prépare sa sentence comme le Tribunal de droit commun son jugement. La sentence est rédigée d'ailleurs dans les mêmes termes qu'un jugement. (Voir en annexe le modèle d'une feuille de sentence.)

Mais alors que le Tribunal rend son jugement dès que rédigé, la Chambre arbitrale, en la personne de la Commission d'arbitrage qui en est la délégation, ne lui donne aucun caractère officiel, mais l'affecte seulement du titre de « Projet de sentence », projet qu'elle communique d'ailleurs aux parties. Comme celles-ci savent que dans un délai de huitaine, ce projet de sentence sera transformé en sentence par simple changement de titre, elles doivent être portées à s'arranger sur cette base et c'est ce que fait le perdant en général.

Car le grand intérêt est le suivant de cette combinaison, que dès lors qu'il y a arrangement des parties, en dehors des arbitres bien entendu, et que celui-ci leur est notifié, la demande d'arbitrage est tenue pour retirée et n'ayant jamais eu lieu. Les seuls frais pour le perdant sont les frais d'arbi-

trage versés à la Chambre arbitrale au début de l'instance et dont nous verrons à combien ils se montent.

Si cependant le perdant ne s'exécute pas spontanément, le projet de sentence est transformé en sentence officielle.

Il n'y a point encore perception de droit d'enregistrement Mais déjà l'administration marque ses droits, et de la façon suivante :

L'article 1.020 du Code de Procédure Civile stipule que dans les trois jours de sa date, la sentence arbitrale doit être déposée au greffe du Tribunal civil, mais cette disposition n'est faite que pour en permettre l'examen par l'autorité judiciaire avant l'exéquatur et il est admis que par un acte de volonté formelle les parties peuvent y déroger (1). Et c'est ce que fait l'article 34 du règlement de la Chambre arbitrale de Paris.

Mais il est intervenu sous une loi de finances du 4 avril 1926, article 6 dernier paragraphe, un autre texte qui dispose :
« Toutes sentences arbitrales, soit que les arbitres aient été
« désignés par la justice, soit qu'ils l'aient été par les parties,
« tout accord survenu en cours d'instance, en cours ou
« en suite d'expertise ou d'arbitrage (2), devront faire l'ob-
« jet d'un procès-verbal lequel sera, dans le délai d'un mois,
« déposé avec les pièces au greffe du Tribunal compétent.
« Ce procès-verbal sera tenu à la disposition de l'Adminis-
« tration pendant un délai de quinze jours à partir du dépôt.
« La sentence arbitrale ne sera soumise à l'enregistrement

(1) Voir Garsonnet, traité de Proc. Civ., t. VII, parag. 1508, texte et note 25, Bourges, 2 mai 1840; D. P., v. arbitre n° 1148; comp. Req., 27 avril 1900, D. 1901, I, 494.

(2) C'est pourquoi il est nécessaire que l'accord des parties ait lieu en dehors des arbitres et de leur connaissance pour que ceux-ci puissent tenir la demande d'arbitrage pour retirée.

« qu'en cas d'ordonnance d'exéquatur ou d'usage en justice ou par un acte public. »

Il peut être intéressant avant d'examiner la portée exacte de ce texte d'ouvrir une parenthèse pour indiquer son origine.

La loi du 4 avril 1926 dont il est issu est une loi « portant création de nouvelles ressources fiscales » en un temps où l'on en avait grand besoin.

En dehors des impositions nouvelles dont on chargea le contribuable, on voulut donner aux administrations de l'Enregistrement et des Contributions Directes le moyen de poursuivre plus efficacement la recherche des fraudes fiscales.

A cet effet, on introduisit dans la loi une disposition suivant laquelle durant la quinzaine qui suivra le prononcé de toute décision de justice, les pièces resteront déposées au Greffe à la disposition des administrations fiscales, en même temps qu'on fit aux magistrats un devoir de signaler toutes les manœuvres des parties qui leur apparaîtraient comme une fraude fiscale.

Mais en dehors de la justice d'Etat demeuraient tous les arbitrages, expertises, accords conclus au cours de l'arbitrage qui échappaient à la connaissance des administrations en même temps qu'à la nécessité de l'enregistrement.

C'est en vue de les atteindre que la Commission de Législation Civile et Commerciale de la Chambre, présidée par M. André Hesse, se proposa le double but suivant : Faire exécuter pour ces décisions et ces accords le dépôt prévu pour les décisions purement judiciaires, profiter de ce dépôt pour les soumettre à l'enregistrement auquel elles échappaient sans cela.

C'est dans ces conditions que la Commission de Législation

Civile et Commerciale proposa et que la Chambre vota le texte suivant :

« Toutes sentences arbitrales prononcées soit par experts,
« soit par des arbitres désignés par justice ou par les parties,
« tout accord survenu en cours ou en suite d'expertise ou
« d'arbitrage, devront faire l'objet d'un procès-verbal lequel
« sera déposé avec les pièces, au Greffe du Tribunal compé-
« tent et enregistré ; durant la quinzaine qui suivra le
« dépôt, les pièces seront à la disposition des administrations
« ci-dessus désignées (1). »

Sous cette forme la proposition de loi présentait un troisième but qui était d'enlever à l'arbitrage la plus grande partie de cet intérêt que nous étudierons ici, l'exemption accordée aux sentences des droits d'enregistrement sur le montant des condamnations qu'elles prononcent. C'était un moyen détourné d'enlever à la loi du 31 décembre 1925, qui n'avait pas rencontré l'adhésion de tous, la plus grande partie de sa portée.

Mais le Sénat s'émut de cette menace et substitua au texte précédent celui définitivement voté qui ne garde du projet que la nécessité du dépôt de quinzaine et stipule expressément en outre : « La sentence arbitrale ne sera soumise à
« l'enregistrement qu'en cas d'ordonnance d'exéquatur ou
« d'usage en justice ou par acte public. »

Ce texte voté ne laisse pas d'être encore assez obscur et de prêter à bien des difficultés.

On a pu se demander assez longtemps quel était le Tribunal compétent dont il parle, Tribunal de Commerce qui eut été compétent pour connaître l'affaire si elle n'avait pas été arbitrée, ou Tribunal civil compétent pour connaître de l'exécution des sentences arbitrales.

(1) Voir avis de M. Sorel au nom de la commission de législation civile et commerciale, *J. O.*, Doc. Parl. Ch. Dép., 1926, annexe 2578.

C'est sans raison plus déterminante qu'on s'est décidé à faire au Tribunal civil ce dépôt.

D'autre part, si le projet primitif prescrivait la peine de nullité pour la sentence qui n'était point ainsi enregistrée, ce texte voté ne porte indication d'aucune sanction, de sorte qu'il est permis de se demander ce qui pourrait résulter du défaut d'observation de cette loi.

Dans ces conditions, il semble bien que la caducité doive atteindre à assez bref délai ce texte qui ne porte pas en soi de mesure propre à se faire respecter et qui au reste, prescrivant une mesure exceptionnelle, était dicté par des besoins qui perdront rapidement, il faut l'espérer, de leur impérieuse nécessité.

Mais quoi qu'il en soit, et à l'heure actuelle, il demeure, et oblige les Chambres arbitrales à effectuer ce dépôt dès l'instant qu'elles ont rendu officiellement une sentence.

Le caractère fiscal que prend cette mesure interdit de convenir que la convention des parties pourra y déroger.

C'est donc un droit de regard que, sous cette forme, possèdent les administrations de l'Enregistrement et des Contributions Directes et qui, s'il ne mène pas nécessairement à une perception fiscale, est de nature à donner toutes indications à l'administration sur l'état des affaires des parties.

Enfin, au sein des Chambres arbitrales, si le perdant ne se décide pas à s'exécuter spontanément, il reste la possibilité de demander l'exéquatur de la sentence et de poursuivre l'exécution de celle-ci comme on ferait d'un jugement.

Il est rare cependant qu'on n'en vienne à cette extrémité (1) car les droits d'enregistrement qui sont assez lourds (6 à 12 %) deviennent exigibles avec l'ordonnance d'exé-

(1) La chambre arbitrale de Paris n'a annuellement que quatre ou cinq affaires qui donnent lieu à une procédure d'exécution.

quatur, et retombent à la charge du perdant, qui, en règle générale, préfère de beaucoup s'exécuter spontanément plutôt que d'ajouter au principal ce supplément.

C'est ainsi que les Chambres arbitrales parviennent en fait à rendre des sentences exécutoires qui ne donnent cependant presque jamais lieu à exécution.

L'Arbitrage au 2^e degré

Enfin, nous en avons déjà dit un mot, il est prévu un appel à l'intérieur des Chambres arbitrales sous forme d'un arbitrage dit au deuxième degré.

Cette institution était en effet nécessaire à raison de ce que, dans la plupart des cas, les parties en signant le compromis ou la clause compromissoire, renoncent à toute voie de recours légal (sauf bien entendu l'opposition prévue par l'article 1028 du Code de Procédure Civile). Il convenait donc que les parties ne soient point cependant privées d'un second examen de leur litige.

Ce terme d'arbitrage au second degré convient du reste mieux que celui d'appel, car il n'est à jamais rendu qu'une seule sentence officielle, quel que soit le degré d'arbitrage.

Sur ce projet de sentence rendue par la commission du premier degré, une des parties demande l'examen au second degré avant que le projet ne soit transformé en sentence.

Il est alors constitué une commission d'arbitrage composée de cinq membres parmi lesquels ne figurent aucun des membres de la commission du premier degré, et dans la désignation de laquelle les parties n'interviennent pas.

Cette commission siège, entend les parties, et aussi, si elle le juge à propos, les membres de la première commission.

Elle rend une sentence définitive et non pas un projet de sentence comme lors du premier degré.

Les sanctions

Un arbitrage, comme toute justice, ne vaut que si des sanctions s'attachent aux décisions prises. C'est un principe d'évidente nécessité, bien qu'aujourd'hui dans beaucoup de procédures d'arbitrage prévues en matière internationale ou sociale, il ne semble pas qu'on se soit préoccupé, faute de le pouvoir parfois, d'assurer le respect des décisions rendues.

L'arbitrage commercial n'est pas exempt de sanction et la force publique prête son appui aux sentences munies de la formule exécutoire. C'est une question dont nous n'aborderons pas l'étude.

En ce qui concerne les Chambres arbitrales, elles ne se préoccupent pas de l'exécution de leurs sentences ; elles laissent aux parties ce soin, pareilles en celà aux Tribunaux de Commerce qui ont vidé leur puissance en rendant leur jugement et qui ne connaissent pas de son exécution.

Mais ce fait que les Chambres arbitrales sont des groupements professionnels amène à penser que les sentences et leur exécution peuvent aussi à l'intérieur du groupement donner lieu à des sanctions également professionnelles.

C'est certainement une sanction dont la menace ne doit pas être dépourvue d'effet que celle qui consiste à exclure d'une Bourse, c'est-à-dire souvent priver de son moyen de travail, celui dont la présence y est devenue indésirable.

Les règlements intérieurs des Bourses ou groupements professionnels prévoient la plupart du temps les cas d'exclusion des membres de ces groupements qui, pour une raison ou l'autre, auraient démérité. Et il semble qu'il serait assez

normal, quand la chambre arbitrale est liée au groupement en question, de prévoir l'exclusion du commerçant qui n'exécuterait pas une sentence devenue définitive.

Ce n'est pas qu'il faille considérer que le négociant est exclu pour n'avoir point exécuté un engagement, formule qu'on pourrait exploiter pour faire de la sentence arbitrale un contrat. Cette mesure est provoquée par l'application d'un principe d'équité commerciale beaucoup plus général. Celui qui, sans raison valable, refuse d'exécuter une sentence définitive et accumule pour échapper à son exécution les moyens de procédure, n'agit plus que par malice et contrevient ainsi à la probité commerciale. Tant qu'est pendant le litige, il défend un droit, mais dès l'instant que ce droit est fixé, toute défense ultérieure doit être réprimée, car elle tend seulement à interdire au créancier le recouvrement de ce qui lui est dû indubitablement.

La Chambre arbitrale de Strasbourg stipule une pareille disposition à l'article 46 de son règlement et dans les termes les plus nets :

« Le Comité peut prononcer l'exclusion des membres de
« l'association qui contreviendraient aux dispositions du
« règlement de la Chambre arbitrale.

« Constituent notamment des infractions au règlement,
« passibles d'exclusion.

« 1° Le refus de faire régler un litige par la Chambre ar-
« bitrale ou de signer un compromis.

« 2° L'inexécution d'une sentence ou d'une transaction
« conclue par devant la Chambre arbitrale.

« 3° Le non-paiement des frais de procédure.

« L'utilisation de tous les services de la Bourse pourra
« pour les mêmes motifs, être interdit aux personnes qui ne
« seraient pas membres de l'association.

« Si une partie refuse d'exécuter une sentence, la Chambre arbitrale ne jugera plus aucun litige la concernant, à moins qu'il ne résulte d'un contrat antérieur à l'époque où la non exécution de la sentence est devenue notoire. »

Presque toutes les autres Chambres arbitrales ou autres organismes arbitraux, disposent en des termes presque identiques des mêmes moyens.

En fait, il ne paraît pas qu'ils soient très employés ni qu'ils aient eu beaucoup occasion de l'être.

Ils valent surtout, en tous cas, par l'autorité des organismes qui les édictent et l'intérêt que trouvent les commerçants à adhérer à ceux-ci.

Les frais d'arbitrage

Il y a là une question qui semble accessoire à l'arbitrage, mais qui en fait prend aux yeux des parties un intérêt pratique de premier ordre.

C'est qu'un des plus gros griefs qu'on fait à la justice d'Etat est d'être chère, et le succès de l'arbitrage est dû en partie, par opposition, à son bon marché.

Nous avons indiqué par ailleurs la question des droits d'enregistrement et nous l'écartons ici, bien qu'en fait le paiement des droits d'enregistrement se mêle, aux yeux des justiciables, d'une façon toute intime, aux frais proprement dits, et que l'exemption dont bénéficie la plupart du temps la justice arbitrale vient à son actif dans la considération du montant des frais.

La détermination des frais d'arbitrage est faite très simplement par la considération de ce qu'il faut aux Chambres arbitrales pour donner une indemnité à ses arbitres et couvrir ses frais généraux.

Les jetons de présence des arbitres sont du reste assez minimales ; ils varient en général, suivant les cas (1^{er} degré, urgence, 2^e degré) entre 20 et 50 francs.

Dans ces conditions les frais d'une instance devant les Chambres arbitrales sont assez réduits, et même presque ridicules en face de ceux de la justice d'Etat.

Le tarif de la Chambre arbitrale de Paris, et ceux des autres Chambres sont sensiblement analogues, est le suivant :

Au premier degré :

1/2 % de la valeur de la marchandise en litige, minimum 100 francs, si cette marchandise est estimée au contrat de 0 à 100.000 francs.

1/8 % pour la partie de la même valeur litigieuse qui excède 100.000 francs.

1/16 % pour la partie de la même valeur litigieuse qui excède 1.000.000 de francs.

Les frais d'arbitrage du deuxième degré sont le double de ceux-ci.

En fait, les frais s'établissent entre 200 et 2.000 francs, pour varier dans la grosse majorité des cas d'entre 200 et 500 francs.

Nous laissons ces chiffres à l'appréciation de ceux qui ont pratiqué la justice d'Etat.

L'Activité des Chambres Arbitrales

Quelques chiffres indiqueront quelle est, à l'heure actuelle, le nombre d'affaires que traitent les Chambres arbitrales.

La Chambre de Dunkerque a, au cours de l'année dernière, arbitré 98 affaires ayant donné lieu à sentence, pour 75 en 1927. 18 de ces affaires étaient faites sur clause com-

promissoire et 6 ont donné lieu à un examen au deuxième degré. Ne sont pas comprises dans ce nombre celles qui se sont terminées par une conciliation avant qu'intervienne la sentence, et dont le nombre qui est grand n'est pas porté en statistique.

Cette chambre a, par ailleurs, effectué 51 expertises pour le compte du Syndicat Général de la Bourse de Commerce de Lille.

Enfin, la chambre de Dunkerque possède un appareil dit balance Schopper, qu'elle est seule croyons-nous à utiliser en France, et qui permet de déterminer d'une façon rigoureuse les poids spécifiques des grains. Cet appareil lui a fait procéder au cours de cette année à 362 opérations officielles et 22 opérations officieuses à ce sujet qui est d'une importance capitale dans le négoce des grains.

La Chambre de Paris a eu à connaître en 1928 de 250 affaires ayant donné lieu à conciliation en cours d'arbitrage ou à sentence (indépendamment des affaires supprimées par les parties). Ce chiffre avait été de 194 en 1927 et de 45 pour le deuxième semestre de 1926, date de la fondation de la Chambre de Paris.

En outre, 20 affaires ont été portées devant le 2^e degré d'arbitrage, contre 28 en 1927 et 6 pour le deuxième semestre de 1926.

La Chambre de Paris a enfin eu à effectuer 84 analyses, au cours de 1928.

La Chambre arbitrale de Strasbourg a commencé en 1900 par 9 affaires.

Ce chiffre était de 200 en 1913, de 300 en 1920, 350 en 1923, 637 en 1924, 542 en 1925. Il est actuellement de 400. L'augmentation anormale des années 1924 et 1925

étant due, nous signale-t-on, à la tension des changes au cours de ces années.

Ces résultats pour être encore relativement modestes en eux-mêmes, n'en marquent pas moins une progression constante d'année en année. Nous les considérons comme encourageants.

Le groupement des chambres arbitrales

En dehors de tous les traits distinctifs que nous venons de signaler et d'étudier, les Chambres arbitrales possèdent encore celui de ne pas vivre et travailler isolées les unes des autres.

Il y a entre elles une unité, sinon de droit, du moins de fait :

Au premier abord pourtant, des différences assez nombreuses les marquent.

Elles ne sont pas toujours, nous l'avons signalé au passage, constituées sous la même forme légale. Les unes sont sous la forme d'union de syndicats, d'autres sous celle de l'association déclarée.

Elles n'ont pas un règlement nécessairement commun, quelles que soient les grandes similitudes que ceux-ci présentent la plupart du temps entre eux.

Si la plus grande partie de leurs affaires ont trait aux produits du sol et aux grains en particulier, elles travaillent souvent aussi dans des sphères particulières et différentes.

Enfin, si beaucoup sont déjà assez anciennes, d'autres sont fort jeunes, et quelques-unes encore à peine en formation.

Mais elles ont cependant une chose qui leur est commune,

et qui est le plus grand facteur de leur union ; elles considèrent l'arbitrage avec le même esprit.

Ne se proposant du reste à l'heure actuelle aucune fusion, et désirant laisser à chacune son indépendance la plus absolue, elles veulent seulement mettre en commun leur expérience en vue de réaliser chacune chez elle, et autant que possible d'une façon identique, tous les progrès nécessaires au meilleur fonctionnement de l'arbitrage.

C'est cet état d'esprit qui est extrêmement précieux et qui à lui seul, si même il ne devait donner lieu à rien d'autre, suffirait à rendre intéressant le groupement des Chambres arbitrales.

Ce groupement a encore par lui-même un second intérêt qu'il convient de noter, c'est qu'il est une façon de se compter. Par lui on dénombre les organismes qui dans toutes les régions de France travaillent à la diffusion de l'arbitrage, on mesure leurs progrès et on suit l'évolution en France du mouvement arbitral.

En un mot, ce groupement tend à réaliser d'une façon très générale, et il est lui-même déjà le fait le plus sensible de cette réalisation, l'organisation de l'arbitrage que voudrait systématiser cette étude.

A l'heure actuelle il manifeste son activité par la réunion semestrielle des présidents de Chambres arbitrales.

Ce sont des réunions d'étude. Chacun de ses membres y apporte des suggestions qui sont soumises à une discussion générale et donnent lieu à des vœux, dont chacun tire pour sa Chambre le meilleur profit (1).

Ces vœux ne sont revêtus d'aucun caractère obligatoire

(1) Voir en annexe l'extrait du compte rendu de la réunion des 9 et 10 novembre 1927.

parce que ce groupement ne se superpose officiellement en aucune manière aux Chambres arbitrales.

Il tire son intérêt d'une discussion d'ensemble par ceux qui le pratiquent journellement des questions que soulève l'arbitrage.

La jeunesse de ce groupement dont nous ne croyons pas, et nous reviendrons sur ce point, que l'organisation actuelle soit définitive, ne lui a pas encore permis de produire des règles et des bases d'organisation sur lesquelles nous puissions longuement insister. Nous avons au cours des pages précédentes signalé pour quelques-unes d'entre elles, la part qu'y avait pris le groupement des Chambres arbitrales.

Il est cependant une de ces décisions relative à l'organisation de l'arbitrage qui est aujourd'hui entré dans la voie d'une réalisation effective et à laquelle nous voulons nous arrêter, car elle nous paraît grosse de promesses. C'est celle de la formation d'une jurisprudence.

Les Chambres arbitrales sont et doivent être un ordre de justice : Elles rendent des décisions. Un des caractères de la justice est, nous l'avons indiqué, d'assurer la stabilité dans les rapports sociaux. On y parvient par la loi d'une part, et par la fixité de son application ensuite.

Pour la première condition, nous avons vu que les Chambres arbitrales la réalisaient dans les règles de droit commun complétées par les contrats-types et la codification des règles et usages, loi des parties.

Pour la deuxième, fixité d'une application de la loi, elle n'était point encore réalisée autrement que de fait. Certes, dans chaque Chambre arbitrale, les arbitres à qui se présentaient souvent des affaires d'un ordre identique, les résolvaient selon les règles qui prenaient un certain caractère fixité. Mais si quelques usagers de la Chambre en

question les connaissaient, la plupart de ceux qui étaient appelés à y confier leur litige les ignoraient, et en tous cas, elles ne dépassaient point le cadre de la chambre qui les avaient rendues.

C'est le rôle des recueils de décisions que de réunir les jugements qui contiennent la sanction d'un principe commercial et juridique, et par là, en en conservant la mémoire et les répandant, d'en permettre l'application à des espèces nouvelles et ainsi en assurer la fixité. C'est ainsi que se forme la jurisprudence.

Il était doublement intéressant pour les Chambres arbitrales d'en constituer une.

D'abord, c'est compléter par la trace matérielle de son application l'œuvre législative que nous avons étudiée et qu'elles ont entreprise.

Ensuite, c'est faire connaître à tous ses usagers le sens dans lequel se rendent ses décisions, et, par là, la jurisprudence conduit à éviter un certain nombre de litiges qui, s'ils n'étaient pas amiablement résolus par les parties, auraient toutes les chances d'être tranchés dans un sens bien déterminé.

Enfin et surtout, mieux que beaucoup d'autres moyens, la publication des décisions est de nature à réaliser l'unité des Chambres arbitrales.

La base de cette unité ne se trouvera jamais que dans l'identité, sinon des décisions, ce que ne doit pas se concevoir, du moins des règles générales suivant lesquelles seront rendues ces décisions.

Les Chambres arbitrales ne pourront concevoir une fusion de droit que le jour où celle-ci ne sera plus que la consécration d'une unité de fait.

C'est à cela que conduit, pour sa part, la publication des sentences arbitrales.

Il ne nous reste que très peu de mots à dire sur la réalisation de cette publication qui est seulement le fait de ces derniers mois.

Les Chambres arbitrales n'ont point encore à publier tant de sentences qu'elles puissent ambitionner à une revue qui leur soit propre.

Cette publication a trouvé abri dans la « Revue des Ventes et Transports » (12, avenue Rapp, à Paris) qui publie par ailleurs, de très nombreuses décisions commerciales.

Elle a fait à partir de son numéro d'octobre 1928, une place aux décisions des Chambres arbitrales.

Les décisions publiées par les Chambres arbitrales ne sont en général que celles ayant donné lieu à un arbitrage au deuxième degré, et qui présentent un intérêt particulier, soit à raison d'une règle juridique ou commerciale qu'elles énoncent, d'un usage qu'elles confirment, d'une définition de qualité qu'elles établissent.

Telle est la première œuvre d'organisation générale proprement dite réalisée par le groupement des Chambres arbitrales. Extrêmement intéressante en soi, elle est également indicative du sens dans lequel ce groupement, qui en est encore à ses débuts, entend procéder à son œuvre d'unification.

CHAPITRE II

AUTRES ORGANISMES ARBITRAUX

Ce chapitre n'a pas la prétention de contenir tous les autres organismes arbitraux qui sont forts nombreux. Nous ne nous sommes attachés qu'à quelques-uns d'entre eux qui nous ont paru présenter dans leur but ou dans leur forme un particulier intérêt .

L'Institut Privé de Conciliation et d'Arbitrage ⁽¹⁾

Nous avons ici le type d'un organisme d'arbitrage qui n'est pas un tribunal, qui n'arbitre pas.

Indépendant d'une profession ou d'un ordre de professions quelconque, il s'adresse d'une façon très générale à tous ceux qui sont susceptibles de pratiquer l'arbitrage commercial.

Mais il borne sa mission à répandre l'arbitrage dans l'esprit public, à amener des adversaires à l'arbitrage à défaut de conciliation, à leur donner leur appui pour la réalisation de cet arbitrage, à en assurer la régularité.

Entrons dans quelques détails. La fondation de l'Institut Privé de Conciliation et d'Arbitrage, remonte à quelques mois avant la promulgation de la loi du 31 décembre 1925 ; c'est donc un organisme neuf.

Il est fondé sous la forme d'une association déclarée, selon la loi de 1901. Nous devons ajouter qu'il recherche actuel-

(1) 103, Faubourg Saint-Honoré, Paris.

lement la reconnaissance d'utilité publique. Nous avons indiqué précédemment (voir page 82) que si, pour des organismes professionnels, cette forme d'association était superflue, car ils n'avaient point à faire appel au public, il était au contraire parfaitement légitime que celui qui s'adresse à d'autres que ses membres immédiats, use pour justifier la confiance qui lui est nécessaire, d'une reconnaissance d'utilité publique. C'est le cas pour l'Institut Privé de Conciliation et d'Arbitrage qui doit frapper tous les commerçants et industriels qui ne feraient pas déjà partie d'organismes arbitraux professionnels.

D'autre part, et dans le même ordre d'idées, le comité de cette association est, par sa composition, appelé à jouer un rôle identique grâce à la situation personnelle et l'appoint que ses membres apportent ainsi à l'organisme qu'ils dirigent.

Ces deux éléments sont destinés à assurer le premier but de l'association, faire connaître l'arbitrage, et contribuer à son succès par la confiance.

L'Institut Privé présente ensuite un second caractère. Il ignore la clause compromissoire, ou du moins la clause compromissoire qui le désigne pour arbitre, puisqu'en aucun cas il n'est susceptible d'arbitrer. Il a intérêt évidemment à pousser les commerçants à en user puisque cela rentre dans son but de propagande arbitrale, mais il n'en profite pas directement lui-même, puisqu'il n'apparaît qu'à l'instant où est né le litige.

Et le cas général en ce qui le concerne est celui d'un litige évoluant vers le procès, mais où l'une des parties est désireuse, soit de trouver un médiateur pour concilier, soit d'arbitrer, et vient le trouver.

Ainsi il ne poussera les parties à l'arbitrage qu'à défaut d'une conciliation possible.

C'est le rôle d'un membre rapporteur pris dans le conseil de l'Institut Privé de tenter cette conciliation d'abord.

S'il n'y peut parvenir, il essayera d'amener les parties à l'arbitrage, et au cas où elles y consentent, il dressera, d'accord avec elles, un compromis d'arbitrage qui guidera leur choix et leur proposera des arbitres.

L'arbitrage se passera complètement en dehors de l'Institut Privé qui n'y prendra aucune part.

Son secrétariat cependant remplira les fonctions de greffe, évitant aux parties les petites difficultés pratiques de procédure et assurant la régularité comme la rapidité de celle-ci.

Tel quel, l'Institut Privé apparaît comme un élément de diffusion et de vulgarisation de l'arbitrage bien plus que d'organisation.

Ou tout au moins, le caractère organisé de cet arbitrage sera beaucoup plus lointain.

Certes, il se formera des règles fixes un peu à la fois, car, par la force des choses, les compromis passés sous l'égide de l'Institut Privé finiront par être rédigés selon des règles définies, et de la même façon les arbitres désignés, qui resteront dans un cercle assez étroit, finiront par uniformiser leurs méthodes.

Mais ce qui fait le véritable caractère d'une organisation, ce n'est pas seulement la permanence des règles, mais leur caractère dogmatique, leur publicité et la connaissance qu'en ont les justiciables.

Par son désir de demeurer plus souple et adaptable à l'universalité des affaires susceptibles d'être arbitrées, l'Institut Privé, se place sur un plan différent de celui des autres organismes arbitraux déjà étudiés.

Par la place qu'il occupe, il nous semblerait plutôt destiné à amener à l'arbitrage une opinion publique, à mesurer les réactions de celle-ci par rapport à un mode de justice qu'il indiquerait et ferait essayer.

L'Arbitrage Français⁽¹⁾

C'est à un rôle du même ordre que nous paraît destiné l'Arbitrage Français, qui présente sur beaucoup de points, une très grande similitude avec l'Institut Privé.

Plus peut-être qu'un autre organisme d'arbitrage, il est un organisme de vulgarisation et d'étude.

L'objet qu'il se propose le définit du reste.

Il est le suivant :

« 1° De développer la pratique des arbitrages conformément aux articles 1003 et s. du Code de Procédure Civile (ceci était écrit avant la loi du 31 décembre 1925).

« 2° De favoriser par tous les moyens, notamment par ceux prévus aux présents statuts, ou par les règlements de l'Association, la constitution de Tribunaux arbitraux propres à juger les litiges dans les meilleures conditions de compétence, d'économie et de célérité.

« 3° De donner aux plaideurs désirant terminer leurs contestations par un arbitrage, tous renseignements et toutes facilités pour y parvenir.

« 4° D'entrer en correspondance et en collaboration régulière avec toutes institutions créées ou à créer en France et à l'étranger, pour l'application, le développement de l'arbitrage.

« De faciliter ainsi le règlement équitable économique et rapide des litiges entre plaideurs séparés par la distance,

« De pourvoir notamment à ce que le Français à l'étran-

(1) 10, rue Frédéric Bastiat, Paris.

« ger et l'étranger en France puisse être jugé par un Tribunal d'arbitres où figure un juge de sa nationalité et de son choix.

« 5° De correspondre avec les Chambres de Commerce, les syndicats professionnels, les groupements commerciaux de France et de l'étranger, les consuls, de leur fournir et de leur demander toutes informations et tous cours propres à remplir l'objet essentiel de l'Association.

« 6° D'étudier les améliorations à apporter à la législation de l'arbitrage ; de préparer les modifications à y introduire, et de provoquer le dépôt de tous les projets et de toutes propositions de loi nécessaires. »

La procédure arbitrale proposée par l'Arbitrage Français se rapproche à peu de choses près de toutes celles généralement employées.

Elle s'en différencie cependant sur un point particulier que nous n'avons pas retrouvé ailleurs, et qui consiste à introduire dans le tribunal arbitral, à côté des arbitres techniciens, un troisième arbitre dit arbitre juriste, qui aura pour mission générale d'éclairer les arbitres techniques sur toutes les questions juridiques qui se présenteront au cours des débats. C'est à lui en particulier que reviendra de rédiger le compromis, et plus tard la sentence rendue.

Il paraît à l'Arbitrage Français qu'il y a là des opérations qui nécessitent l'intervention d'un juriste, pour leur donner la forme qui leur convient, et qui est celle d'actes judiciaires.

Cette préoccupation est très justifiée tant que ces arbitrages ne seront pas l'œuvre d'hommes dont ce sera une fonction régulière, tant que des collègues d'arbitres ne seront pas constitués et ne fonctionneront pas avec une certaine régularité dans les organismes arbitraux.

Mais jusqu'à ce qu'on arrive à généraliser ce stade

d'organisation, il faut reconnaître qu'il y a là une très sage disposition.

Ainsi dans le même ordre d'idées, et d'une façon plus marquée peut-être encore, l'Arbitrage Français apparaît comme l'Institut Privé, moins un organisme arbitral proprement dit qu'un mode de diffusion de l'arbitrage.

Comme tel, il est destiné à rendre à cette cause, et lui rend en fait, d'éminents services.

La Chambre Intersyndicale de Conciliation et d'Arbitrage des Industries Électriques ⁽¹⁾

L'organisation de cette Chambre encore jeune présente un intérêt particulier.

Tandis que les organismes de cet ordre choisissent entre le rôle de tribunal arbitral et celui d'assistant des parties désireuses d'aller à l'arbitrage, elle prétend au choix de celles-ci répondre à l'un ou l'autre système.

1° La Chambre peut se borner à mettre son secrétariat à la disposition des parties. Dans cette hypothèse elle n'a nullement à intervenir pour la désignation des arbitres, et la procédure instituée par son règlement n'est nullement obligatoire pour les parties. Celles-ci se bornent à demander à la Chambre de leur fournir un greffier moyennant une rémunération fixée, mais elles restent entièrement libres du choix de leurs arbitres, qui ne s'exerce pas nécessairement sur la liste des arbitres de la Chambre. Celle-ci n'a pas à se préoccuper dans ce cas de la rédaction du compromis, et les arbitres comme les parties sont entièrement libres de la procédure qu'ils désirent suivre ;

(1) 20, Boulevard Malesherbes, Paris.

2° La Chambre peut fournir aux parties des listes d'arbitres et mettre son secrétariat à leur disposition. Mais là encore, elle ne se préoccupe ni de la rédaction du compromis, ni de la procédure employée ;

3° La Chambre peut fonctionner comme au Tribunal arbitral, conformément à son règlement de procédure.

Ce règlement s'apparente à la plupart de ceux de tous les organismes arbitraux.

Cette formule d'organisation place la Chambre Inter-syndicale de Conciliation et d'Arbitrage des Industries Electriques entre l'Institut Privé de Conciliation et d'Arbitrage, et les Chambres arbitrales qui sont exclusivement des tribunaux arbitraux.

Il y a là une expérience qu'il sera intéressant de suivre pour constater dans quelle proportion se répartissent les justiciables entre les diverses formules qui leur sont offertes par un même groupement. Celui-ci est encore trop jeune malheureusement pour qu'on puisse déjà apprécier ses résultats, et se permettre d'établir une statistique.

Telle quelle, la souplesse de cette organisation interprofessionnelle et qui tend à vulgariser l'arbitrage parmi ses membres en même temps que leur être un tribunal, mérite de retenir toute l'attention de ceux qui s'intéressent à l'arbitrage.

QUATRIEME PARTIE

L'Avenir des Organisations Arbitrales

Nous venons dans la partie précédente d'examiner quelques-uns des principaux organismes arbitraux et de détailler les conditions dans lesquelles chacun d'eux procède à l'arbitrage et l'a organisé dans son sein. Ils peuvent, nous l'avons déjà dit, se grouper en trois grandes espèces distinctes, les organismes professionnels, interprofessionnels ou généraux.

Reprenons rapidement les caractéristiques de chacun d'eux.

Les organismes professionnels ne s'attachent à grouper qu'une classe particulière de négociants. Issus de chambres syndicales de métiers, ils en demeurent la plupart du temps inséparables. Ceci leur donne un caractère et trace en même temps leur limite.

Ne s'adressant qu'aux représentants d'un métier bien déterminé, ils ne connaissent en général que peu de litiges, car leurs membres, en exerçant une même profession, ont peu d'occasions de contracter les uns avec les autres.

De la même façon, les commerçants étrangers au métier déterminé éprouveraient quelque répugnance à faire arbitrer un différend par la chambre syndicale de leur adversaire à la partialité de laquelle ils pourront croire. Ainsi les organismes arbitraux purement professionnels ne sont susceptibles que d'un rôle extrêmement effacé en matière d'arbitrage. Très utilisés par les Tribunaux de Commerce

qui renvoyent devant eux pour avis les litiges concernant le métier, ils bornent en fait à cette mission différente de l'arbitrage leur rôle en matière judiciaire.

C'est donc moins pour leur intérêt propre au regard de l'arbitrage, que pour les opposer aux organismes interprofessionnels que nous les avons signalés.

Proches de ceux-ci, en ce qu'ils les groupent eux ou certains de leurs membres, les organismes interprofessionnels sont pour l'arbitrage une ressource incomparablement plus importante, à ce point qu'on ne concevrait pas sans eux aujourd'hui, à notre sens du moins, une organisation de l'arbitrage comme possible.

Un trait les caractérise d'une façon essentielle : ils groupent les professions qui se rattachent à un produit ou à un groupe de produits déterminés, ou plus généralement dont les activités tendent à la réalisation d'un objet unique.

Et l'intérêt strictement arbitral de ce groupement se trouve dans cette réunion de négociants contractants les uns avec les autres à propos d'un objet unique et bien déterminé, conduits par conséquent à se trouver, le cas échéant, en litige les uns avec les autres. Ainsi déjà, dans son sein, l'organisme interprofessionnel trouve la matière à des arbitrages nombreux, en même temps que limités dans leur objet.

Mais cette limitation des litiges à quelques catégories restreintes permet aux organismes de rechercher les mesures réglementaires susceptibles d'en diminuer le nombre en les prévenant, et sous cette forme l'organisation de l'arbitrage conduit à celle du commerce considéré.

C'est par là qu'apparaît tout ce qu'à de fructueux une formule d'organisation dont nous venons de marquer les effets essentiels.

Fructueuse parce que d'abord elle possède en elle-même les éléments de son développement, sans appel à un apport extérieur.

Et ensuite parce que la réaction mutuelle de ces éléments l'un sur l'autre réalise presque mécaniquement l'organisation à élaborer.

Leur fonctionnement est en principe indépendant du nombre de leurs membres, mais ils ne prennent toute leur valeur et tout leur intérêt que le jour où dans une région donnée ils groupent au moins la majeure partie des commerçants d'une branche commerciale, car ce jour-là seulement leur réglementation fait la loi sur le marché et régit toutes les transactions, ce qui est en somme le but considéré.

C'est celui-là en particulier que ne sauraient atteindre les organismes généraux d'arbitrage.

Ils ne limitent pas leur activité à une part déterminée de l'activité commerciale, mais s'ouvrent à tous les commerçants qui sollicitent leurs services. Partant, ils ne peuvent en rendre de très décisifs.

Il leur est possible d'établir un règlement purement arbitral, mais qui pour être adapté aux très diverses catégories de commerçants à qui ils veulent l'appliquer, doit se borner à reproduire ou compléter sur quelques points de détail les textes du Code de Procédure Civile sur l'arbitrage, qui ont été comme eux conçus pour répondre à un cas général.

Toute autre réglementation leur échappe par définition.

Aussi bornent-ils leur effort au cas le plus général d'arbitrage. A ce titre ils travaillent dans une double direction. D'une part, ils aplanissent pour ceux que leur bonne

volonté conduit à l'arbitrage, les voies de sa procédure en se chargeant de celle-ci.

D'autre part, dans un ordre d'idée plus général, ils usent de leur influence, qui est généralement grande à raison du nom de ceux qui les président ou les composent, pour intéresser les pouvoirs publics à la cause de l'arbitrage, et provoquer le perfectionnement de celui-ci dans ce sens législatif.

Ce double rôle qu'ils ont ainsi assumé est en fait très loin d'être négligeable. Créant des mouvements d'opinion, ces organismes se sont faits les meilleurs agents de publicité de l'arbitrage.

Ensuite, se faisant les interprètes de celui-ci devant la loi, ils permettront peut-être de sanctionner une réglementation conventionnelle qui a porté ses fruits par ailleurs.

Enfin, d'une façon plus effective, cette organisation générale superposée aux organismes plus particuliers dont nous venons de parler, permet de réaliser sous son égide un grand nombre d'arbitrages qui n'auraient sans eux probablement jamais été effectués.

Ils répondent donc ainsi à un véritable besoin et rentrent indubitablement dans le cadre d'une organisation générale de l'arbitrage.

Mais nous ne croyons pas que leur organisation suppose un perfectionnement.

Leur action s'étendra, nous l'espérons, à une masse plus grande de la population commerçante. Mais sous leur forme générale, ces organismes ne nous paraissent pas susceptibles d'évolution, et en dehors du cas où ils viendraient à se spécialiser dans un arbitrage déterminé, ils ont déjà fermé le cycle de leur organisation.

Telles sont ainsi résumées dans leurs traits essentiels les différentes formes d'organismes arbitraux actuellement en

présence. Nous ne croyons pas qu'une autre classe puisse et doive se former dans l'avenir. Celles que nous avons examinées sont assez compréhensives pour absorber tout ce qui peut toucher à l'arbitrage organisé en droit interne.

Il ne s'agit pas non plus d'avoir à choisir entre les diverses formations arbitrales organisées. Elles répondent chacune, avons-nous dit, à un intérêt particulier. Cependant, à l'instant d'essayer de fixer un sens à leur évolution, nous avons constaté que parmi les organismes existants, les uns, organismes généraux, ne nous paraissaient pas susceptibles d'évolution (mais nous n'avons pas dit d'accroissement), et les autres, formations purement professionnelles, n'étaient susceptibles de s'accroître comme d'évoluer qu'en se groupant en organismes interprofessionnels ou en se rattachant à ceux-ci.

Restent donc seuls capables d'évoluer, les organismes interprofessionnels.

Telles sont nos premières conclusions.

Elles ne nous laissent donc à rechercher que le sens d'évolution des formations arbitrales susceptibles d'en avoir un, la formation interprofessionnelle.

Nous pourrions à cet instant rechercher quelles sont les meilleures et les plus désirables parmi les règles d'arbitrages édictées, et nous permettre de proposer un règlement-type, susceptible d'être adopté par le plus grand nombre d'organismes arbitraux, et qui servirait de point de départ à une organisation.

Nous ne croyons pas, cependant, devoir le faire. C'est qu'il nous apparaît, nous l'avons déjà indiqué, que le véritable critérium d'une organisation n'est pas dans la perfection plus ou moins grande d'un règlement de cet ordre qui n'est jamais, somme toute, qu'une règle de pure

procédure. Peu importe au fond la règle, du moment qu'elle est efficace et surtout qu'elle est appliquée. Chaque organisme a surtout établi la sienne en vue d'intérêts particuliers locaux, en tous cas bien définis, et il pourrait parfois être dangereux de la transformer brutalement, et pour des raisons *in abstracto*.

D'autre part, les besoins généraux, s'ils correspondent à une réelle nécessité, finissent toujours un peu à la fois par prévaloir sur les intérêts particuliers, et ceux-ci, l'un après l'autre, céderont le pas à ceux-là.

Enfin, puisque nous avons parlé d'évolution, il n'est pas sans intérêt de rappeler comme un principe général, qu'en ces matières rien ne doit se faire dans le sens du progrès que par un mouvement naturel et spontané.

Les transformations utiles s'imposent d'elles-mêmes et la réglementation n'est jamais qu'une consécration.

Les organismes arbitraux d'ailleurs, lorsque sur d'autres points leur évolution sera plus avancée, et plus parfaite leur cohésion, sentiront d'eux-mêmes le besoin de la parachever par une unification de leurs règlements d'arbitrage.

Ce n'est donc pas dans ce sens là, qui est le petit côté de l'évolution, qu'il faut chercher la véritable organisation de l'arbitrage.

Il convient à notre avis de revenir à cette caractéristique générale que nous avons donné des organismes interprofessionnels. Ils groupent, avons-nous dit, les professions qui se rattachent à un produit ou un groupe de produits déterminés, ou plus généralement dont les activités tendent à la réalisation d'un objet unique.

C'est là ce qui leur donne leur véritable sens, et sous cet angle qui est le plus large, les Chambres d'arbitrage

apparaissent essentiellement établies pour assurer le meilleur négoce du produit considéré.

L'arbitrage ne devient donc qu'un des aspects de l'organisation de ce négoce.

Cette définition, nous ne nous le dissimulons pas, n'aura pas toujours le plein assentiment des intéressés eux-mêmes. Constituant leurs Chambres d'arbitrage en vue d'arbitrer, ils n'ont peut-être pas pensé qu'ils poursuivraient un but plus général, et pourront un moment protester contre l'élargissement que nous donnons au caractère final de leur activité.

Mais nous n'avons pas conscience en déterminant cet aspect général des Chambres d'arbitrage de rien dire qui ne rentre strictement dans l'objet que de tous temps s'est donné l'arbitrage.

S'il est opposé dans une certaine mesure à la justice d'Etat, ce n'est pas en vue de créer un nouvel ordre de justice qu'il est effectivement. Ceci n'est pas le but recherché, mais seulement une des conséquences qu'emporte avec elle cette recherche. On n'est venu à l'arbitrage commercial que parce qu'il est apparu que le commerce et les litiges qu'il entraîne s'accommodaient mieux d'être réglés par des techniciens, et selon une procédure plus rapide et moins coûteuse. Ce sont les besoins du commerce qui ont conduit à l'arbitrage. Il s'est imposé comme un des éléments de l'organisation commerciale.

Il nous paraît donc très justifié, voire même classique, d'affirmer que dans le cadre des Chambres d'arbitrage interprofessionnelles, l'arbitrage n'était qu'un des aspects de l'organisation du commerce dans une branche déterminée.

Mais le fait qu'il s'agit en l'espèce d'un cadre limité à

l'activité de quelques professions étroitement dépendantes les unes des autres, aboutit à faire ici de l'arbitrage ce qu'on a appelé une forme du service corporatif (1).

Encore faut-il définir ce terme.

Le véritable régime corporatif, dans le sens économique du mot, est cette organisation de la production supprimée en France par la fameuse loi Le Chapelier.

La corporation était alors incluse dans la profession à ce point que les termes étaient synonymes. De caractère purement spirituel à son origine, la corporation fut appliquée à une fin économique par le pouvoir central. Mais cette confusion avec la profession se montra fatale à la corporation. C'est cette confusion à quoi doit être attribué l'état de stagnation économique qui caractérisa le système de la corporation, après qu'il eut réalisé tout le progrès dont il était susceptible, par la fixation de quelques règles techniques et professionnelles.

Cela tient à ce que la profession ne constitue pas un cadre économique naturel.

Il est illogique, si l'on veut réaliser un progrès économique, de grouper seulement ceux qui sont placés au même stade de la production ou de la distribution d'une richesse. Le progrès en cette matière ne se constitue pas par le perfectionnement de la technique de telle profession, à quoi seule peut prétendre une organisation qui se borne à la profession. Ou du moins une pareille organisation sera toujours incomplète et sans réactions nécessaires sur les professions dont l'activité précède ou suit celle considérée.

Ce n'est pas que l'arbitrage seulement professionnel n'ait déjà un caractère corporatif.

(1) Voir Morel, *op. cit.*, p.15.

Mais si, tant qu'il demeure dans le cadre de la profession, l'arbitrage est un phénomène de cristallisation corporative classique, dès l'instant qu'on s'élève au stade de l'union de professions, on se trouve en face d'un groupement corporatif d'un ordre encore inconnu, mais à caractère purement économique, puisqu'il s'attache, en dehors de toute profession, à tout ce qui coopère à produire, négocier ou consommer un produit déterminé, ou même un certain ordre de produits.

L'esprit corporatif en prend donc aujourd'hui un tout autre caractère, celui d'une centralisation des efforts autour d'un objet économique.

Il ne s'agit pas bien entendu de créer des organismes de l'ordre des cartels, trusts ou comptoirs, dont le but est d'être une organisation commerciale se superposant dans une certaine mesure à celle de ses membres, réglant un contingentement de la production, organisant un bureau commun de vente pour tous ses membres. Ces organismes d'ailleurs procèdent eux aussi d'un esprit corporatif.

Ceux auxquels nous nous attachons sont d'un ordre beaucoup plus général, presque administratif. Mis en présence d'un certain nombre de professions destinées à être au contact perpétuel l'une de l'autre, ils tendent seulement à être l'articulation qui permet le jeu et adoucit le contact de deux membres.

L'existence de ces organismes supérieurs aux professions, indépendantes d'elles, et cependant constituées par elles, permettra d'adapter les unes aux autres les différentes branches d'un négoce déterminé, par la connaissance des besoins et des réactions réciproques et surtout la possibilité qu'ils auront d'intervenir efficacement.

Tout cela n'a d'ailleurs qu'un but, la simplification des transactions commerciales.

A des contrats dont les clauses font avec chaque nouveau contractant l'objet d'une discussion nouvelle, ou qui par leur imprécision laissent place aux difficultés d'interprétation, se substituent les contrats-types, soigneusement étudiés par l'organisme central et imposés à tous ses membres. La seule discussion porte donc sur la chose et sur le prix.

Cette réglementation du marché a un corollaire, l'arbitrage. Et de la sorte, l'arbitrage n'interviendra que comme une partie intégrante d'un système économique beaucoup plus général.

Enfin, si l'organisme est fort, cet arbitrage a lui-même une conséquence, la sanction professionnelle, qui assure le respect de la réglementation posée et de la sentence rendue.

Cette sanction donne son couronnement à l'édifice économique qui forme un cycle complet : contrat, jugement, sanction ; la réglementation commerciale, c'est-à-dire le contrat, étant ici l'objet principal de l'organisation, et l'arbitrage comme une phase accidentelle de l'exécution de ce contrat.

Telle est dans son idéale perfection l'organisation économique vers laquelle nous voudrions voir tendue d'une façon systématique les organismes arbitraux.

Car il ne faut pas se le dissimuler, l'arbitrage ne peut pas se soutenir par lui-même. Il a besoin d'être étayé par des organismes économiques, dont les règles, pour ses membres, sont devenues un usage et une obligation.

Au cours de l'enquête que nous avons menée dans tous les centres, où, à un moment donné, l'arbitrage avait été

l'objet d'une certaine attention, il nous a été donné de constater que partout où les usages comme les contrats le prévoyaient, l'arbitrage se maintenait ou gagnait du terrain. Mais partout au contraire, où, pour une raison ou pour une autre, la clause compromissoire n'était point insérée dans des contrats-type, le mouvement arbitral était tombé.

C'est que ce n'est point seulement par un mouvement d'opinion publique d'un moment qu'on implante dans les mœurs commerciales une pratique de cette sorte, quels que soient les avantages dont elle peut être revêtue. On se heurte en cette matière à une puissante inertie qu'on ne vaincra qu'en offrant aux justiciables l'arbitrage par une clause d'un contrat, clause qu'ils ne refuseront pas lorsqu'ils en seront avertis, mais qu'ils n'auraient pas inscrite de leur propre mouvement.

A ce titre donc, une organisation économique corporative telle que nous l'avons prévue, dans laquelle l'arbitrage se trouvera incluse, mais aussi indispensable à l'arbitrage, apparaît comme nécessaire.

On peut se demander cependant à quel point elle est pratiquement réalisable de la façon systématique que nous voudrions.

Il est à ce sujet un organisme étranger que nous avons déjà cité, sur lequel nous voudrions dire quelques mots, la L. C. T. A. (Association Londonienne pour le commerce des grains) (1). Organisée à Londres depuis 1878, elle est ouverte à tous les négociants en grains, du moment qu'ils font preuve d'intégrité commerciale. Son but s'exprime bien simplement dans la formule suivante : « Rechercher,

(1) Voir Schwob, op. cit.

« établir et assurer dans le commerce des grains une uniformité des transactions commerciales et des usages « basée sur de justes et équitables principes ».

Elle le réalise en établissant des formules de contrats, en arbitrant des litiges auxquels donnent lieu leur exécution et en mettant au service des intérêts généraux du commerce des grains le poids de son autorité.

Le premier objet, celui par lequel elle est de beaucoup le plus connue, est la rédaction des formules de contrats sur lesquelles traitent la grande majorité des vendeurs et acheteurs de grains. Ces formules, au nombre de plus de 65, n'ont pas à vrai dire été conçues d'une façon très systématique. Elles se sont en réalité composées d'une façon très empirique par l'addition bout à bout de clauses dictées par les nécessités de l'instant. Elles ont d'ailleurs été assez souvent modifiées, soit à la suite d'un changement des conditions économiques, soit que les décisions judiciaires soient venues battre en brèche les idées reçues par le commerce sur des points particuliers. Une révision générale intervient périodiquement pour l'ensemble des contrats. La dernière, commencée en 1919, se poursuit pendant deux ans et n'est pas encore terminée pour certains contrats, ceux relatifs aux blés Nord-Américains en particulier. En dehors de cette œuvre, deux experts s'étaient astreints à essayer de normaliser les formules et surtout les clauses de style qui se retrouvaient dans beaucoup de contrats. Il s'agit là d'un travail extrêmement long, chaque contrat ne contenant pas moins de 5.000 mots environ. Mais c'est aussi une œuvre qui apparaît comme indispensable. Les contrats de la L. C. T. A., en effet, se ressentent de leur caractère empirique. Un peu diffus, ils présentent parfois dans certaines clauses quelque défaut de clarté.

Tels quels cependant, et ils s'améliorent tous les jours, ils rendent les plus grands services dans cette branche du commerce, parce qu'ils forment une règle générale de laquelle on ne s'écarte pas.

Un chiffre rendra compte de l'extension qu'ils ont pris. Au cours de l'année 1927, la L. C. T. A. a vendu plus de 320.000 formules de contrats, soit plus de 1.000 par jour ouvrable.

Ces contrats contiennent en particulier, et même sont principalement destinés à contenir la clause compromissoire. Celle-ci est extrêmement longue. Elle détaille toutes les règles selon lesquelles doit se réaliser l'arbitrage à intervenir le cas échéant. Ces règles d'ailleurs ne diffèrent pas essentiellement de celles que nous avons pu analyser (1).

En dehors de l'arbitrage, et parfois pour l'effectuer, la L. C. T. A. procède à l'établissement de qualités « Standard », à des analyses d'échantillon, à des calculs de poids spécifiques.

Enfin, et en ceci elle est croyons-nous pleinement originale, elle a établi pour le règlement de ses contrats une « clearing house », ce qu'en France on appelle une Chambre de compensation. Là, les endossements successifs de contrats, les marchés en sens contraire, trouvent leur règlement par un paiement de différences, sans qu'il soit nécessaire de les lever et de les exécuter matériellement. Cette opération qui est le complément indispensable d'une organisation parvenue à son état final suppose que le marché des grains sur une place comme celle de Londres soit en quelque sorte centralisé autour de l'organisation qu'est la L. C. T. A.

(1) Voir en part. Schwob, *op. cit.*

Telle est, en peu de mots, la forme la plus parfaite que nous connaissions d'une organisation corporative économique. Elle est parfaite surtout non pas tant en ses règles dont quelques unes pourraient être et seront encore modifiées, mais par l'adaptation sans défaut au but qu'elle se propose des moyens qu'elle emploie.

A toutes les étapes de leur activité proprement professionnelle, elle intervient auprès de ses membres pour la leur faciliter, et presque, n'était son entière indépendance, la contrôler.

Par sa seule existence elle met en contact ceux qui seront des contractants.

Par ses formules elle règle entièrement les conditions du marché.

Par la clause compromissoire qui est incluse au contrat, elle a seule la connaissance du litige qu'elle arbitre.

Si le marché n'est pas exécuté par une prise de livraison, c'est par sa chambre de compensation qu'il se résoud en paiement d'une différence.

Ainsi elle joue ce rôle que nous assignions à un organisme corporatif, simplifier la négoce en ramenant à elle toutes les opérations auquel peut donner lieu un marché, laisser en même temps aux contractants toute indépendance commerciale.

Ceci peut se résumer en un mot comme une œuvre de normalisation.

Nous ne connaissons pas en France une organisation centrale comparable à celle-ci.

Nous avons vu cependant que nous en possédions, bien qu'épars, et parfois encore à l'état d'indications, tous les éléments.

Les Chambres arbitrales, puisqu'aussi bien elles sont les

plus avancées dans cette voie, mais tous les organismes arbitraux ont la même vocation, sont-elles capables de parvenir à un stade d'organisation similaire ?

Le fait qu'en général elles ne se préoccupent pas d'un seul produit ou d'une seule branche d'activité commerciale bien caractérisée, n'est pas en soi une indication contraire. Elles ne le font que parce que trop jeunes et trop faibles encore pour pouvoir l'unifier, elles ont dû pour donner à celle-ci sa mesure, étendre le champ de leur activité.

Mais le resserrement se fera de lui-même le jour où elles pourront satisfaire à cette activité dans une seule branche de la production.

La seconde objection est très tirée de ce que créées uniquement pour l'arbitrage, les Chambres arbitrales ne peuvent peut-être pas sans grande difficulté et sans voir se détacher d'elles une bonne partie de ceux qui y sont venus, passer au plan supérieur que nous voudrions leur assigner.

Il ne nous semble pas non plus que cette objection soit sérieuse. Cette normalisation commerciale est en effet, nous l'avons toujours présentée ainsi, la conséquence naturelle d'un arbitrage par des organismes spécialisés. Ils ne peuvent se développer que dans ce sens sous peine de demeurer dans un état de stagnation qui leur sera toujours préjudiciable. L'organisation de l'arbitrage doit se faire selon et avec une organisation commerciale. La réaliser n'est donc pas détourner l'arbitrage de son but, mais bien au contraire lui donner tous ses moyens de développement.

Enfin, objection de fait celle-là, les organismes arbitraux sont dispersés, correspondent à des besoins locaux ; ils ne sont donc peut-être pas susceptibles d'une unification complète.

Nous ne croyons d'ailleurs pas que celle-ci doive être recherchée chez nous, à l'heure actuelle au moins.

Nous nous contentons ici de ce qui peut être organisé dans un temps assez proche.

Il nous suffit que, chacun dans leurs cadres et dans leurs régions, nos organismes arbitraux puissent rendre des services généraux et soient unis par d'autres liens que ceux de la simple communauté d'aspirations.

La création et la diffusion de contrats renfermant les conditions du marché auquel ils s'intéressent devra être leur première œuvre. Par là ils deviendront des centres d'organisation commerciale. C'est par surcroît ensuite que l'arbitrage se développera. Il n'est pas à la base d'une organisation, mais en est seulement un état secondaire, presque une conséquence. Cette conclusion, nous l'avons déjà marquée, est la clef de voûte de l'organisation et la condition de l'existence même de l'arbitrage. Dès l'instant où le contrat est rédigé, accepté et répandu, le reste suit, nécessairement.

C'est à cette création et diffusion que devront dans toute la mesure possible s'attacher les organismes arbitraux. Il nous paraît que tout leur développement est à ce prix.

Car plus le contrat sera répandu, plus il gagnera en autorité. Chacun de ses signataires devient dans une certaine mesure, et au moins pour le temps de l'accomplissement du contrat, membre de l'organisme arbitral.

Le nombre des arbitrages sera en raison directe de celui des contrats signés. Et enfin la sanction qui s'attachera à la sentence n'aura de valeur qu'autant que la Chambre d'arbitrage aura d'autorité, c'est-à-dire d'adhérents.

Ensuite, il faut tendre à unifier entre les Chambres les règlements d'arbitrage. Une partie de l'autorité de celles-ci

résidera encore dans cette similitude que trouveront tous les usagers d'une Chambre arbitrale à l'autre. Ce qui fait la valeur d'un code de procédure c'est qu'il est universel sur un territoire donné et le plus grand possible. Les Chambres arbitrales ont intérêt aussi à universaliser leurs règles de procédure. Ceci nous paraît être l'œuvre de réunions comme celles que nous avons décrites, du Congrès des Présidents de Chambres arbitrales. L'épreuve de la pratique consacrera l'une après l'autre la valeur de telles règles déterminées. Leur ensemble doit et peut rapidement former tout le règlement d'arbitrage des organismes arbitraux.

Il sera peut-être, le jour où cette œuvre sera réalisée, possible d'envisager un lien de droit entre les Chambres arbitrales.

Non pas encore une fois qu'il soit question d'en faire un organisme unique à filiales, mais seulement leur donner un simple lien fédératif.

L'intérêt pratique serait, parmi beaucoup, de faciliter le renvoi d'une Chambre arbitrale à l'autre, de permettre par exemple des appels en garantie en matière d'arbitrage, ce que nous considérons (voir p. 33) comme impossible à l'heure actuelle.

L'intérêt, surtout moral en fait, serait de matérialiser aux yeux des commerçants le développement et la solidité de l'arbitrage, toutes qualités essentielles d'une justice que resterait sous cette forme celui-ci.

La forme de l'union de syndicats professionnels serait peut-être celle qu'il conviendrait d'envisager pour la réalisation de cette idée. Elle est la seule qui permette de garder à chacun des organismes arbitraux toute son individualité, l'union se superposant seulement pour leurs besoins

généraux à ceux qui la constituent. Enfin la personnalité civile serait assurée à cette collectivité supérieure.

Il conviendrait pour y parvenir que les organismes arbitraux parallélisent dans une certaine mesure, mais guère plus qu'elle n'est aujourd'hui, les branches d'activité commerciale dans lesquelles ils travaillent. Il faudrait ensuite, qu'abandonnant la forme d'association déclarée par laquelle ils sont régis pour la plupart, ils adoptent celle du syndicat professionnel qui, nous l'avons vu, leur est ouverte.

Telle est à grands traits l'organisation que nous souhaitons à l'arbitrage, et qui nous paraît indispensable pour lui assurer toute sa valeur.

Il ne nous paraît pas qu'aujourd'hui il faille davantage en pousser le dessin.

L'état où est en France l'arbitrage ne permet que de poser les termes du problème.

Si la destinée de certains organismes d'arbitrage paraît assurée, il est loin d'en être ainsi pour le plus grand nombre qui ont besoin de s'affermir avant de pouvoir prétendre à s'élever. Il n'en reste pas moins pour ceux-là cependant que les moyens d'organisation que nous avons préconisés leur demeurent immédiatement applicables.

Car ces moyens peu nombreux sont ceux en même temps qui nous paraissent indispensables au développement de la pratique même de l'arbitrage.

CINQUIEME PARTIE

Possibilité d'une œuvre législative

Les premières parties de ce travail nous ont montré les lacunes de la loi du 31 décembre 1925.

Les décisions de jurisprudence que nous avons rencontrées ont prouvé soit leur impuissance à y parer, soit l'aggravation dont elles ont frappé ce que nous considérons comme des erreurs.

Enfin l'étude que nous avons menée des organismes d'arbitrage existants a témoigné de leur effort pour y remédier en usant de la liberté contractuelle toujours laissée aux parties.

Mais tous les commerçants, tous les usagers de l'arbitrage, loin de là, ne participent pas à ces groupements, ignorent leurs règles de fonctionnement.

Et même au sein de ces organisations quelques divergences, nous l'avons noté au passage, se font jour quelquefois.

Il nous apparaît donc en conclusion que seule une œuvre législative modificatrice de la loi du 31 décembre 1925 est susceptible de porter à cet état de choses le remède définitif qui lui convient.

L'étude à la fin de laquelle nous venons pourrait donner la matière que nous voudrions complète à un exposé de ses motifs.

Nous nous bornerons à indiquer le texte que nous proposerions de substituer à celui de la loi du 31 décembre 1925 et qui ne se caractérise que par quelques adjonctions à ce dernier. Nous donnerons ensuite pour chacun des termes de cette adjonction les raisons qui nous paraissent les motiver.

Le texte de la loi du 31 décembre 1925 est celui-ci qui fait suite à l'article 631 du Code de Commerce. Il est ainsi conçu :

« Toutefois les parties pourront au moment où elles con-
« tractent, convenir de soumettre à des arbitres les contes-
« tations ci-dessus énumérées, lorsqu'elles viendront à se
« produire. »

Le texte que nous proposons de lui substituer est le suivant :

« Toutefois les parties pourront au moment où elles con-
« tractent, convenir expressément de soumettre à des arbi-
« tres à désigner, personnes physiques ou morales, les
« contestations ci-dessus énumérées, lorsqu'elles viendront
« à se produire.

« Il sera, sauf convention contraire, suppléé par voie
« d'ordonnance de référé, sans appel, du Président du Tri-
« bunal de Commerce du lieu du contrat, à la défaillance
« d'une des parties dans l'exécution de cette convention. »

Ce texte diffère de celui actuellement en vigueur par les modifications suivantes auxquelles nous nous attacherons successivement.

1° Il indique que les clauses compromissaires devront faire l'objet d'une convention expresse.

L'adjonction de ce mot a pour but de parer aux diffi-

cultés qu'offrent la preuve de la clause compromissaire.

Nous avons à la page 11 marqué ces difficultés.

Si les modes de preuve prévus pour le compromis à l'article 1.005 du Code de Procédure Civile nous paraissent incompatibles avec le caractère de la clause compromissaire, celui que propose l'article 109 du Code de Commerce, et en particulier la possibilité d'administrer une preuve par témoins nous semblait d'autre part infiniment trop large et susceptible de donner lieu dans sa pratique à d'assez graves abus.

Le terme « expressément » permet à des pratiques variées de s'employer et de s'organiser. Ils les contient cependant dans de certaines limites.

La convention pour être expresse devra être écrite.

Elle devra, en outre, être rédigée dans une forme qui fasse indubitable la volonté des parties de procéder, le cas échéant, à l'arbitrage.

Mais se contentant d'être expresse, elle n'exige pas de forme particulière dont le défaut serait sanctionné par une nullité relative de la clause considérée.

Il importe qu'une clause insérée dans un contrat commercial essentiellement variable, ne soit pas enserrée par des règles de forme rigides qui ne lui permettraient pas toujours de s'adapter au contrat considéré.

Le mot « expressément » a donc selon nous surtout pour mission de donner aux tribunaux une base ferme pour édifier un peu à la fois un système général de jurisprudence, dont le seul but que puisse se proposer la loi est d'indiquer le sens dans lequel il doit être construit.

2° Le texte proposé indique ensuite que les litiges seront le cas échéant soumis à des arbitres « à désigner. »

Ce terme devrait être, selon nous, inutile, étant hors de doute que la désignation nominative des arbitres, n'a point à être faite à l'instant où est conclue la clause compromissoire.

Cependant, il est encore des gens pour soutenir que les règles de l'article 1.006 du Code de Procédure Civile sont applicables à la clause compromissoire comme au compromis.

Et en particulier, le Tribunal de Commerce de Dunkerque, à qui la validité d'une clause compromissoire avait été soumise jugea le 9 mai 1928 (v. jug. p. 72) :

« Mais attendu qu'en l'espèce les parties n'ont nullement convenu de soumettre à des arbitres désignés la contestation naissant du contrat, qu'elles ont déclaré que la Chambre syndicale réglerait à l'amiable la dite contestation. »

Cette thèse fut plus explicitement développée encore par l'arrêt de la Cour de Douai du 27 juin 1928 à qui ce jugement avait été déféré (1).

« Que s'il est exact que la loi du 31 décembre 1925 a permis de recourir à la clause compromissoire pour les contestations qui pourraient survenir au cours de l'exécution du marché, elle n'a rien modifié, quant aux exigences résultant des textes qui sont toujours en vigueur pour les formes à observer afin de rendre le compromis valable. »

Il importe donc qu'aucune équivoque ne puisse se glisser sur ce point particulier. La clause compromissoire, promesse

(1) Non publié.

de compromettre, n'est pas régie par les dispositions de l'article 1.006 du Code de Procédure Civile et il en découle que les arbitres n'ont pas à être désignés avec la clause compromissoire, mais seulement à l'instant du compromis. Par la clause compromissoire les parties s'engagent seulement « à désigner » des arbitres le jour où le litige sera né.

C'est cette précision que nous voudrions voir indiquer par la loi et à laquelle nous avons donné sa forme par l'adjonction des deux mots « à désigner ».

3° Le texte proposé indique enfin, d'une façon expresse, l'aptitude des personnes morales à être arbitres.

On nous dira que les explications que nous avons précédemment données ne laissent aucun doute sur cette aptitude, et qu'il est peut-être surabondant de la sanctionner par un texte légal.

Nous nous sommes décidés à le faire cependant, à raison de l'importance particulière que nous attachons à ce que cette aptitude soit bien affirmée et que nous justifierons tout à l'heure.

Mais d'ailleurs, si l'examen juridique de la question ne nous laissait aucun doute, il nous faut convenir qu'aucun texte précis ne permet d'en décider ainsi, et que la jurisprudence que nous produisons, un peu ancienne, ne statuait que sur des cas d'espèce, sans marquer de principe généraux. D'autre part, le jugement du Tribunal de Dunkerque que nous avons analysé, confirmé par la Cour de Douai, s'opposait fort nettement à ce qu'une Chambre arbitrale, revêtue en fait d'une personnalité morale, rendit une sentence arbitrale en son nom.

A ce titre donc, il nous paraît nécessaire qu'une loi

vienne fixer le droit pour un organisme collectif revêtu de la personnalité morale, d'être désigné par les parties comme arbitre de leur litige.

Mais d'autre part, indépendamment de sa portée immédiate qui est celle que nous venons de formuler, nous voulons par cette indication législative atteindre un but plus lointain.

Nous avons, au cours de cette étude, marqué la part qui, selon nous, devait revenir dans l'organisation de l'arbitrage aux organismes déjà constitués. Nous avons même marqué qu'en dehors de quelques arbitrages demeurés purement individuels, ces organismes devaient en fait représenter tout le mouvement arbitral.

Enfin, dans une dernière partie, essayant de fixer à cette organisation un sens d'évolution, qui n'est du reste que celui d'un mouvement économique naturel, nous avons abouti à cette conclusion que ces organismes arbitraux développés et élargis, devaient devenir les centres de ce mouvement dont l'arbitrage ne serait d'ailleurs qu'une des formes.

L'adjonction proposée que les arbitres pourront être des personnes morales, devra donc être la base légale du statut de ces organismes arbitraux. Statut qui ne sera d'ailleurs jamais législatif. OEuvre purement privée, ils ne garderont, nous l'avons dit souvent, leur intérêt comme leur pleine efficacité, que s'ils maintiennent une indépendance échappant à toute autre action et tout autre contrôle que celui qui s'attache à la forme légale d'association par exemple, sous laquelle ils se sont constitués.

Mais, sur cette qualification d'arbitre qui leur sera donnée par la loi, et qui marquera leur personnalité dans ce sens d'une façon indiscutable, ils pourront eux-mêmes édifier

autour de cet arbitrage l'œuvre plus générale qui leur incombe.

Nous avons indiqué que les arbitres pourraient être des personnes morales, écartant par là les personnes purement collectives dépourvues de légalité. S'il nous a paru en effet théoriquement possible que des personnes simplement collectives soient arbitres, nous n'en n'étions pas moins très fermement d'avis que c'était là une position pleine de difficultés et qui demandait de la part des organismes qui s'y exposaient à être régularisée. Il convient donc, dès l'instant qu'il s'agit de consacrer le droit de personnes qui ne sont pas purement physiques à être arbitres, de n'admettre à ce titre que celles pourvues d'une personnalité civile suffisante. Et cela d'autant plus qu'on peut envisager que cette autorisation servira, le cas échéant, de base à une plus vaste organisation des formations arbitrales.

4° Une dernière adjonction a pour but enfin de prévoir la défaillance d'une partie, et d'y parer, autrement que par une allocation de dommages-intérêts. Nous avons déjà exposé plus haut tout l'intérêt qui s'attachait à une procédure d'exécution de cet ordre, comme l'impossibilité où l'on se trouvait de pouvoir la réaliser en l'absence d'un texte précis. On peut dire, d'ailleurs, que cette nécessité est de celles qui ont été universellement éprouvée, et sur ce point particulier des propositions de lois sont déjà intervenues.

Déjà, lors de la discussion au Sénat de la loi du 31 décembre 1925, la Commission de législation civile et commerciale s'était préoccupée de renforcer, sur ce point, le texte

qui lui était proposé et qui avait été voté par la Chambre (1). Ce texte qui, pour éviter un retour de la loi à la Chambre, fut disjoint par le Sénat, était le suivant, destiné à faire suite à l'article 1.003 du Code de Procédure Civile :

« Quand surgissent les difficultés, si un accord n'intervient pas pour faire la désignation des arbitres, la partie la plus diligente somme les autres parties, par lettre recommandée, d'avoir à désigner leurs arbitres, dans le délai de huit jours francs. Cette lettre contiendra le nom de l'arbitre choisi par le demandeur ; faute par le défendeur d'avoir dans le délai imparti fait connaître le nom des arbitres par eux choisis, le Président du Tribunal de Commerce compétent en vertu de l'article 1.120 du Code de Procédure Civile, procédera sur requête du demandeur à leur désignation. L'ordonnance ne sera susceptible d'aucun recours. Copie de ces requête et ordonnance sera, dans le délai de huit jours francs, signifiée aux défendeurs, ainsi qu'aux arbitres, avec injonction de procéder à l'arbitrage. Les articles 1.003 et 1.028 du Code de Procédure Civile sont applicables en tant qu'ils ne sont pas contraires aux précédentes dispositions. »

Ce projet est intéressant en ce qu'il témoigne de la préoccupation du législateur de ne pas laisser dépourvue de sanction la validité qu'il restaurait de la clause compromissoire.

Nous nous permettrons cependant de penser qu'il vaudrait mieux que cet additif n'ait pas été voté, tel quel au moins. Son texte, un peu lourd, n'était peut-être pas arrivé à l'état

(1) Rapport de M. Catalogne, Doc. Parl., Sénat, 1925, p. 1088, annexe n° 441.

de pure concision qui doit caractériser la loi, et la solution qu'il veut consacrer ne nous paraît pas juridiquement sans objections. Il tend en somme à faire de la désignation forcée d'un arbitre pour la partie qui s'y refuse, l'œuvre d'une ordonnance rendue sur requête par le Président du Tribunal de Commerce. C'est ce mode de désignation qui nous semble appeler quelques critiques.

Il est incontestable, et c'est ce qui a séduit les auteurs du projet, que la voie de l'ordonnance sur requête est la plus rapide parmi toutes celles dont peut user un justiciable pour obtenir une décision judiciaire. Mais par sa définition même, une ordonnance sur requête est un mode de juridiction gracieuse, c'est-à-dire qui suppose qu'aucun litige n'est en jeu, ou tout au moins que les droits des parties ne sont pas tranchés, et qu'elle réserve au Tribunal la connaissance de l'affaire au principal, la requête afin d'ordonnance étant le premier acte d'une procédure que suivra le Tribunal.

La conséquence de cette définition est que l'ordonnance sur requête est rendue unilatéralement, celui qui la requiert seul entendu. La partie ne comparaît pas contre qui on la demande.

Or, le projet présenté dans le rapport de M. Catalogne supprime, à juste titre d'ailleurs, la possibilité de l'appel. Il en résulte que par cet acte unilatéral on peut obtenir en fin de compte, et c'est ce qu'on cherche, une sentence arbitrale contre son adversaire, malgré lui.

Mais, si partisan qu'on soit d'une sanction assurée et prompte à la clause compromissoire signée, on ne saurait méconnaître que celle qu'on nous propose, est susceptible de créer des abus.

Ce peut être à très juste titre qu'une partie refuse de

désigner son arbitre, que la clause compromissoire soit irrégulière, ou qu'il s'agisse d'une matière sur laquelle on ne peut compromettre, ou pour toute autre raison encore. Cette partie ne voulant pas soumettre ce différend au Tribunal préfère s'abstenir de désigner son arbitre. La voie de l'ordonnance sur requête permettrait de ne pas tenir compte de ces justes raisons, et obligerait à saisir le Tribunal d'une action en nullité de clause compromissoire par exemple, créant ainsi plus de recours à la justice d'Etat qu'on aurait voulu en éviter.

C'est pourquoi il nous a paru que la voie du référé commercial était bien plus indiquée. C'est celle qu'avait préconisé, en particulier, la Commission réunie au Ministère de la Justice au lendemain du vote de la loi du 31 décembre 1925, et où siégeaient entre autres M. le Bâtonnier Aubépin et M. Sébastien, Président à l'époque du Tribunal de Commerce de la Seine.

Un référé commercial est presque aussi expéditif qu'une ordonnance sur requête. Acte de juridiction contentieuse, il permet d'entendre les parties en leurs explications contradictoires et de ne désigner l'arbitre qu'après avoir entendu sur ce point les explications du défaillant s'il comparait.

Nous avons cru devoir aussi, comme le fait le projet de M. Catalogne, supprimer le droit à l'appel de l'ordonnance, appel qui, au cas où l'on se trouverait en face d'un plaideur ne recherchant simplement qu'à gagner du temps, ce qui serait souvent le cas en l'espèce, ôterait son intérêt à cette sanction qui doit être expéditive.

Enfin, désireux de ne pas nous en tenir au cas classique du refus de désignation d'arbitre, nous avons élargi la portée de la règle proposée en la rendant applicable à toutes

les défaillances d'une partie dans l'exécution de sa clause compromissoire.

Mais nous avons pensé que cette règle n'était faite que pour ceux que ne lie pas le règlement d'un organisme d'arbitrage prévoyant dans le cas considéré une solution similaire.

L'arbitrage est une des matières où doit pouvoir s'exprimer le plus largement la liberté des conventions.

Il convient donc de laisser toujours aux parties la possibilité de recourir à une règle conventionnelle qu'elles supposeront préférable. En l'espèce surtout, quand, dans leur règlement intérieur, les organismes d'arbitrage ont prévu la possibilité de recourir eux-mêmes à cette désignation d'un arbitre d'office, il est certainement préférable de ne pas leur imposer un recours extérieur. C'est leur ôter une partie de leur force morale que de ne pas leur laisser régler tout ce qui touche à leurs arbitrages.

Mais ainsi que nous l'avons déjà dit, ce n'est pas tant à eux qu'il faut penser dans l'élaboration d'une loi de ce genre, qu'à ces commerçants fort nombreux qui, en dehors d'une organisation arbitrale, se lient par une clause compromissoire. Ce sont eux que la loi doit garantir.

Il nous semble qu'elle peut le faire sur ce point d'une façon très satisfaisante et qui concilie à la fois les intérêts d'un demandeur qui veut aboutir rapidement et d'un défendeur qui doit au moins être entendu.

Telles sont, dans leur ensemble, les dispositions que nous sommes amenés à préconiser pour compléter la loi du 31 décembre 1925.

Elles montrent qu'il est possible, croyons-nous, de donner à cette loi toute sa portée en précisant seulement quelques termes de son texte. Point n'est besoin semble-t-il

d'adjoindre à la loi du 31 décembre 1925 un texte de procédure comme le voudraient beaucoup.

La procédure d'arbitrage est dans la convention des parties ou dans les articles 1.003 à 1.028 du Code de Procédure Civile.

Il n'est point question ici d'arbitrage proprement dit, mais de ce qui s'étend de la clause compromissoire et de sa signature jusqu'à l'arbitrage. C'est cette partie seulement qui n'était prévue ni par les textes généraux du Code de Procédure Civile, ni suffisamment par la loi du 31 décembre 1925, que nous nous sommes attachés à régler.

Accessoirement ce même texte pourra aussi, et nous le voudrions, servir de base à une organisation générale de l'arbitrage.

Il se trouverait ainsi répondre également aux besoins de tous ceux qui touchent de près à l'arbitrage commercial.

Notre espoir est seulement qu'il puisse un jour prochain contribuer avec les pages qui le précèdent à l'élaboration de la loi qui viendra compléter celle du 31 décembre 1925.

ANNEXE

RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE ARBITRALE DE PARIS

Avec modification du 28 Mars 1928

Siège : BOURSE DE COMMERCE ; Bureaux N° 220, PARIS (1^{er})

Préliminaires

1. — La Chambre Arbitrale de Paris a pour objet principal la solution rapide et économique, par arbitrage, des contestations soumises à son examen.

2. — En outre, la Chambre Arbitrale instruit ou concilie les affaires litigieuses qui lui sont renvoyées par le Tribunal de Commerce de la Seine ou par tout autre Tribunal.

3. — Elle peut aussi procéder aux expertises ou analyses qui lui sont demandées, s'occuper de la constitution des standards, de l'établissement des contrats-types et, d'une manière générale, s'intéresser à toutes études et à tous travaux d'intérêt professionnel collectif, ayant trait à l'arbitrage.

CHAPITRE PREMIER

Règlementation et administration de la Chambre Arbitrale

Article Premier

La Chambre Arbitrale de Paris est dirigée par un Comité composé de représentants de toutes les Associations professionnelles qui font partie de la Chambre Arbitrale. Ce Comité est autorisé à prendre toutes les mesures qu'il juge utiles pour assurer et faciliter à la Chambre Arbitrale l'exercice de sa mission.

Article 2.

Conformément aux Statuts de la Chambre Arbitrale, le Comité constitue son Bureau chaque année. Il élit parmi ses membres : 1^o un

Président du Comité qui est en même temps le Président de la Chambre Arbitrale ; 2° un Membre pris dans chacune des sections spécialisées prévues ci-après et qui devient, du fait de la désignation dont il est l'objet, le Président de cette section ; 3° un Rapporteur-Trésorier.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Président de la Chambre Arbitrale est suppléé par le Président de Section le plus ancien et, à égalité d'ancienneté, par le plus âgé.

Le bureau administre la Chambre Arbitrale au nom du Comité ; il organise et dirige tous les services de la Chambre Arbitrale et notamment le Secrétariat.

CHAPITRE II

Compétence

Article 3.

La Chambre Arbitrale peut accepter les fonctions d'arbitre :

1° Pour les litiges nés de contrats qui la désignent comme arbitre ;
2° Pour les litiges que les parties soumettent d'un commun accord à son arbitrage ;

3° Pour les litiges qui sont renvoyés devant elle par d'autres groupements professionnels.

Article 4.

La Chambre Arbitrale se réserve de décliner les fonctions d'arbitre, suivant la nature du litige porté devant elle. Elle n'est pas tenue de donner les raisons de son refus.

CHAPITRE III

Organisation générale de l'arbitrage

Article 5.

Les litiges sont examinés au nom de la Chambre Arbitrale par des personnes dénommées « arbitres de la Chambre Arbitrale ».

Chaque litige est examiné d'abord par une commission du 1^{er} degré composée de **trois** arbitres pris sur la liste de la Chambre Arbitrale ; et, si l'une au moins des parties le demande, le litige est examiné ensuite par une commission d'arbitrage du 2^e degré composée de **cinq** arbitres.

CHAPITRE IV

Des arbitres

Article 6.

La liste des arbitres de la Chambre Arbitrale est établie par le Comité sur les propositions des Associations faisant partie de la Chambre Arbitrale. Elle est affichée au Secrétariat et les arbitres appelés à examiner les différends ne peuvent être pris que sur cette liste ; il peut être dérogé à cette règle, comme il est dit plus loin à l'article 16 et à l'occasion de litiges renvoyés pour examen au 2^e degré, devant la Chambre Arbitrale de Paris, par d'autres organisations arbitrales.

Article 7.

Les membres du Comité de la Chambre Arbitrale figurent de droit sur la liste des arbitres.

Article 8.

Peut figurer sur la liste des arbitres toute personne qui exerce ou a exercé une profession commerciale, soit comme négociant, industriel, commissionnaire ou courtier, soit comme administrateur-délégué ou directeur de Société anonyme, soit comme fondé de pouvoirs.

Article 9.

Les arbitres doivent être français, ou naturalisés français depuis au moins cinq ans.

Article 10.

Les arbitres nommés sont immédiatement avisés par écrit et sont considérés comme acceptant leur nomination s'ils ne la refusent dans les huit jours. Leur acceptation équivaut à l'engagement d'honneur de remplir consciencieusement leur mandat.

Article 11.

Les arbitres sont répartis dans des sections spécialisées qui comprennent ou peuvent comprendre elles-mêmes des sous-sections.

A la demande des Associations intéressées, le Comité peut modifier les sections et sous-sections spécialisées et en former d'autres.

Une même personne peut figurer comme arbitre dans plusieurs sections ou sous-sections spécialisées.

Deux membres d'une même firme, ou deux personnes parentes ou alliées au 1^{er}, 2^e ou 3^e degré, ne peuvent figurer comme arbitres dans un même arbitrage.

CHAPITRE V

Droits et obligations des arbitres

Article 12.

Les arbitres convoqués pour l'examen d'un litige doivent exécuter ponctuellement leur mandat à moins d'en avoir été relevés à temps, sur leur demande, par le président de la Chambre Arbitrale.

Ils doivent avant tout tenter la conciliation.

Article 13.

Ils ont le pouvoir, pour la constatation de l'état ou de la qualité d'une marchandise, d'ordonner, au nom de la Chambre Arbitrale, telles mesures et vérifications qu'ils jugent utiles et de déléguer, à cet effet, un ou plusieurs experts ou de les faire désigner par les parties. Les frais exceptionnels qui en résultent s'ajoutent aux frais ordinaires d'arbitrage, et le demandeur en est garant.

Article 14.

Les arbitres ou leurs délégués doivent s'assurer que les échantillons destinés à servir aux arbitrages, aussi bien qu'aux expertises ou analyses, ont été pris contradictoirement et cachetés, à la livraison, par les parties ou leurs représentants, ou, en cas d'absence d'une des parties, par ministère d'huissier, après mise en demeure.

CHAPITRE VI

Les arbitres du 1^{er} degré

Article 15.

La commission d'arbitrage du premier degré est constituée de la façon suivante : chacune des parties désigne un arbitre qu'elle choisit sur la liste entière des arbitres de la Chambre Arbitrale ; le troisième arbitre est désigné par le Président de la Chambre Arbitrale et dirige les débats.

S'il y a plus de deux parties en cause, le Président de la Chambre Arbitrale nomme les trois arbitres.

Article 16.

Les arbitres nommés par le Président de la Chambre Arbitrale sont pris dans une section ou une sous-section spécialisée après consultation du Président de la section où sont pris ces arbitres. Exceptionnellement, le Président de la Chambre Arbitrale peut désigner ou agréer comme membre d'une commission d'arbitrage une personne prise en dehors de la liste des Arbitres.

CHAPITRE VII

Procédure

Arbitrage du 1^{er} degré.

Article 17.

Toute demande d'arbitrage du premier degré doit être faite par écrit, mentionner les noms, professions et adresses des parties, désigner les objets en litige, donner un aperçu sommaire des faits litigieux et indiquer avec précision ce que réclame le demandeur. Ce dernier peut se procurer au Secrétariat une feuille spéciale qu'il lui suffit d'adresser au Président de la Chambre Arbitrale après l'avoir remplie, datée et signée.

Si le demandeur désigne lui-même un des membres de la Commission d'arbitrage, il porte sur sa demande le nom de l'arbitre qu'il choisit en prenant ce nom sur la liste des arbitres de la Chambre Arbitrale. S'il a négligé de le faire, et si dans les **cinq** jours francs de l'envoi de l'avis qui lui en est donné par lettre recommandée avec accusé de réception, il n'a pas fait connaître par lettre recommandée adressée au Président de la Chambre Arbitrale l'arbitre choisi par lui, la désignation de cet arbitre est faite d'office par le Président.

Article 18.

Les échantillons prélevés régulièrement, en nombre conforme aux usages, et toutes pièces, documents et justifications utiles, classés et répertoriés, doivent être envoyés sans retard au Secrétariat de la Chambre Arbitrale.

Article 19.

Dès que la Chambre Arbitrale est saisie par le demandeur, elle en avise le défendeur par lettre recommandée avec accusé de réception, en lui faisant connaître l'objet de la demande introduite contre lui.

Si, dans les **cinq** jours francs de l'envoi de cette lettre, le défendeur n'a pas fait connaître par lettre recommandée adressée au Président de la Chambre l'arbitre choisi par lui, la désignation de cet arbitre est faite d'office par le Président.

La Chambre Arbitrale cite alors, par nouvelle lettre recommandée avec accusé de réception, les parties, aux jour et heure fixés par elle.

Article 20.

Au jour fixé par la citation, la Commission d'arbitrage du premier degré entend les parties et, à défaut de conciliation, établit par la suite un « projet de sentence » que le Président de la Commission d'arbitrage rapporte et signe au nom de la Chambre Arbitrale. Le « projet de sentence » mentionne les noms des trois arbitres.

Article 21.

Le texte du « projet de sentence » est notifié aux parties en cause par lettre recommandée avec accusé de réception. Si, dans les **huit** jours francs qui suivent la réception de la lettre recommandée, les parties n'ont pas fait connaître à la Chambre Arbitrale qu'elles ont annulé leurs conventions d'arbitrage, ou si aucune des parties n'a demandé par lettre recommandée à la Chambre Arbitrale un nouvel examen du litige par la Commission du deuxième degré, le « projet de sentence » de la Commission du premier degré est transformé, à la simple requête de l'une des parties, en sentence définitive et sans recours, laquelle est signifiée aux parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si les parties ont annulé leurs conventions d'arbitrage, le « projet de sentence » est considéré comme sans objet, et la demande d'arbitrage est tenue pour retirée.

Arbitrage du 2^e degré.

Article 22.

Si, par contre, l'une des parties demande par lettre recommandée et dans le délai prévu de **huit** jours francs, un nouvel examen du litige, le Président de la Chambre Arbitrale nomme une Commission d'arbitrage du deuxième degré, composée de **cinq** arbitres pris dans une

section spécialisée ; le Président de cette Commission est désigné par le Président de la Chambre Arbitrale ; pour ces nominations, le Président consulte le Président de la section. Les parties sont à nouveau convoquées par lettres recommandées avec accusés de réception ; la Commission d'arbitrage du deuxième degré se réunit, entend à son tour les parties et rend, par la suite, au nom de la Chambre Arbitrale, une sentence définitive qui est rapportée et signée par le Président de la Commission ; les noms des cinq arbitres figurent sur la sentence. Celle-ci est ensuite notifiée aux parties par lettres recommandées avec accusés de réception.

Article 23.

Dans un même différend, les arbitres qui ont siégé à la commission d'arbitrage du premier degré ne peuvent siéger à la Commission du deuxième degré.

S'ils le jugent utile, les arbitres du deuxième degré peuvent entendre, pour renseignements, les arbitres de la Commission d'arbitrage qui ont examiné le litige au premier degré.

Dispositions communes aux deux degrés d'arbitrage

Article 24.

S'il le juge nécessaire, le Président de la Chambre Arbitrale peut désigner, pour faire partie d'une Commission d'arbitrage, un ou plusieurs arbitres pris dans une autre section que la section spécialisée.

L'arbitre chargé dans une Commission d'arbitrage de diriger les débats est toujours un arbitre désigné spécialement par le Président de la Chambre Arbitrale de Paris.

Article 25.

Sauf motifs reconnus justifiés, si l'une des parties, malgré une nouvelle convocation faite au moins à **six** jours de date de la première et adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, ne comparait pas devant la Commission d'arbitrage du premier ou du deuxième degré, la Commission peut procéder à l'arbitrage en se basant sur les éléments dont elle dispose ; la sentence arbitrale ainsi prononcée ne peut être frappée d'opposition et elle est exécutoire dans les mêmes conditions que les sentences contradictoires.

Article 26.

Si, à moins de raisons légitimes, aucune des parties ne comparait,

la demande d'arbitrage est considérée comme retirée et les frais d'arbitrage dus par le ou les demandeurs restent acquis à la Chambre Arbitrale.

Article 27.

Un arbitre, membre d'une Commission d'arbitrage, peut être récusé pour les mêmes raisons qu'un juge. Il doit notamment n'être ni parent ni allié des parties, ni intéressé à la solution du litige. Le Président de la Chambre Arbitrale décide en dernier ressort s'il y a lieu à récusation.

Article 28.

En cas de refus ou d'empêchement d'un arbitre, le Président de la Chambre Arbitrale peut apporter un changement dans la composition de la Commission d'arbitrage.

Article 29.

Le Président de la Commission d'arbitrage peut, s'il le juge utile, ordonner la remise d'une affaire.

Article 30.

Les parties peuvent se faire représenter par un mandataire ou se faire assister d'un Conseil de leur choix.

Article 31.

Les décisions des Commissions d'arbitrage sont prises à la majorité des voix.

Article 32.

Les arbitres sont dispensés de suivre dans leurs opérations la procédure, les délais et les formes établis par les Tribunaux.

Article 33.

Les sentences des Commissions d'arbitrage sont prononcées au nom de la Chambre Arbitrale, considérée comme personne morale, et ne peuvent engager ni la responsabilité des membres des Commissions, ni celle de la Chambre Arbitrale.

Elles sont rendues en principe dans un délai maximum de **trois**

mois à partir de la demande d'arbitrage ; toutefois il est consenti une ou deux prorogations exceptionnelles de même durée si le Président de la Chambre Arbitrale le juge nécessaire.

Article 34.

Sauf autres dispositions de la loi, les sentences ne sont déposées au Greffe du Tribunal par la Chambre Arbitrale, qu'à la demande de l'une ou l'autre des parties ; la Chambre Arbitrale est dispensée de faire ce dépôt dans les délais prescrits par l'article. 1020 du Code de procédure civile.

Les parties se chargent de faire exécuter les sentences.

Article 35.

La Chambre Arbitrale décide d'après les règles du droit ; elle ne prononce comme amiable compositeur que si les parties en ont ainsi convenu, soit dans la clause compromissoire elle-même, soit au moment où, la contestation étant née, elles en saisissent la Chambre Arbitrale.

Article 36.

Les dossiers confiés à la Chambre Arbitrale ne peuvent être retirés que par les parties elles-mêmes ou par leurs mandataires.

Si les parties le demandent, communication préalable des pièces leur est faite sur place au moment de l'arbitrage et devant la Commission.

Article 37.

Quand l'une au moins des parties réside hors de France, les différents délais prévus dans le présent chapitre sont prolongés comme suit :

Iles Britanniques et Etats limitrophes de la France, 7 jours ;

Autres Etats européens, Corse et Afrique du Nord, 14 jours ;

Russie d'Europe, Turquie, Syrie, 21 jours ;

Autres Etats et possessions françaises des divers continents, 3 mois.

CHAPITRE VIII

**Affaires renvoyées par un Tribunal devant la
Chambre Arbitrale**

Article 38.

Toute affaire litigieuse renvoyée pour avis ou conciliation devant

la Chambre Arbitrale par le Tribunal de Commerce de la Seine, ou par un autre Tribunal, est instruite par une Commission de trois arbitres nommée par le Président. En cas de non-conciliation, un rapport sur l'affaire est rédigé par le Président de la Commission signé par lui au nom de la Chambre Arbitrale et déposé au tribunal.

CHAPITRE IX

Rapports de la Chambre Arbitrale de Paris avec les autres Organisations arbitrales

Article 39.

La Chambre Arbitrale de Paris est habilitée à faire régler, par une Commission d'arbitrage du deuxième degré, tout différend qui lui est renvoyé par une autre Organisation arbitrale.

Article 40.

Dans ce cas, la Commission du deuxième degré chargée de régler le différend peut comprendre, parmi ses cinq membres, un ou deux arbitres désignés par l'Organisation arbitrale qui lui soumet le litige.

Si elle désire user de cette faculté, l'Organisation qui transmet une demande d'arbitrage du deuxième degré à la Chambre Arbitrale de Paris désigne en même temps un ou deux arbitres pris sur sa propre liste d'arbitres ou sur la liste de la Chambre ; à défaut, les arbitres de la Commission d'arbitrage du deuxième degré sont tous désignés par le Président de la Chambre Arbitrale de Paris.

Les pièces et s'il y a lieu les échantillons sont envoyés à la Chambre Arbitrale de Paris par les soins de l'Organisation requérante.

Les arbitres pris en dehors de la liste des arbitres de la Chambre Arbitrale de Paris doivent se rendre régulièrement aux convocations qui leur sont adressées par le Président de cette Chambre Arbitrale ; à défaut, celle-ci pourvoit à leur remplacement d'office par des arbitres pris sur la liste de la Chambre Arbitrale de Paris.

CHAPITRE X

Urgence

Article 41.

Dans des cas particuliers, et à la demande de l'une des parties, le Président de la Chambre Arbitrale peut décider que le litige sera arbitré

d'urgence. Les arbitres de la Commission d'arbitrage du premier degré sont alors tous nommés par le Président de la Chambre Arbitrale.

Les convocations sont envoyées par télégrammes recommandés avec accusés de réception ; il n'est pas envoyé de secondes convocations ; les autres délais prévus au chapitre de la Procédure sont réduits de moitié ; l'arbitrage a lieu aussi promptement que possible.

Les frais d'arbitrage sont augmentés de 50 % en cas d'urgence et ce surplus de frais reste à la charge du demandeur si la Commission d'arbitrage, chargée de l'examen du litige, constate que l'urgence n'était pas réellement justifiée.

CHAPITRE XI

Sanctions

Article 42.

Des sanctions peuvent être prises par le Comité : 1° contre quiconque a contrevenu aux dispositions de la Chambre Arbitrale ; 2° contre quiconque, en dehors de la Chambre Arbitrale et sans son autorisation, a accepté d'être arbitre dans un arbitrage qui, par convention des parties, était réservé à la Chambre Arbitrale de Paris ; 3° contre quiconque a refusé d'exécuter une transaction faite devant la Chambre Arbitrale, ou une sentence arbitrale.

La Chambre Arbitrale peut décider de ne plus arbitrer les différends des personnes ainsi visées, même les différends nés d'affaires antérieures aux sanctions prises.

La Chambre Arbitrale dispose, en outre, des sanctions suivantes : le simple avertissement ; le blâme ; l'affichage dans les locaux de la Chambre Arbitrale ; l'exclusion de la Chambre Arbitrale.

Article 43.

Outre les sanctions qui précèdent, le Comité de la Chambre Arbitrale peut relever de ses fonctions tout arbitre qui s'est rendu coupable d'infraction aux devoirs de sa charge.

Article 44.

Aucune mesure disciplinaire ne peut être prise sans que l'intéressé ait été entendu, ou mis à même de l'être.

CHAPITRE XII

Frais ordinaires d'arbitrage et autres frais

Article 45.

1. — Les frais ordinaires d'arbitrage sont fixés, pour chaque affaire, d'après les éléments d'appréciation qui résultent de la demande elle-même. Au premier degré, ils s'élèvent en principe à :

1/2 % de la valeur de la marchandise en litige, minimum 100 francs, si cette marchandise est estimée au contrat de 0 à 100.000 francs ;

1/8 % pour la partie de la même valeur litigieuse qui excède 100.000 francs ;

1/16 % pour la partie de la même valeur litigieuse qui excède 1.000.000 de francs.

S'il y a contestation sur le prix, la valeur prise comme base pour le calcul des frais est celle qui résulte du prix le plus élevé.

Des barèmes spéciaux de frais ordinaires d'arbitrage sont établis pour les cas particuliers, et notamment pour les cas de compensation par achat et vente, mais les frais d'arbitrage ne peuvent, pour ces litiges, être inférieurs à 200 francs.

2. — Les frais ordinaires de l'arbitrage du deuxième degré sont doubles de ceux appliqués au premier degré.

Article 46.

Le demandeur est garant de tous les frais d'arbitrage, quels qu'ils soient, et il est tenu de les verser, par provision, à la Chambre Arbitrale, dès que celle-ci l'exige. A défaut du versement de la provision dans le délai fixé par la Chambre Arbitrale, la demande d'arbitrage du 1^{er} ou du 2^e degré est tenue pour retirée.

Article 47.

Le versement des frais d'analyse, d'expertise et de constatation de poids naturel peut également être exigé à l'avance.

Article 48.

Sauf autre décision des arbitres, les frais ordinaires et supplémentaires d'arbitrage sont à la charge de la partie qui succombe.

Article 49.

Si plusieurs séances de la Commission d'arbitrage sont nécessaires

pour la solution d'un litige, il peut être perçu, par décision du Président de la Commission d'arbitrage, pour chaque séance supplémentaire, un droit égal au cinquième des frais ordinaires d'arbitrage.

Article 50.

Si la solution d'un litige est retardée par la faute de l'une des parties, le droit prélevé pour la remise de l'examen du différend à une autre séance de la Commission d'arbitrage est égal au cinquième des frais ordinaires d'arbitrage et il est supporté par la partie qui a été cause de la remise.

Article 51.

Les frais supplémentaires d'arbitrage sont entièrement dus dans tous les cas ; mais le demandeur n'a à supporter que le quart des frais ordinaires d'arbitrage, minimum 50 francs, si sa demande est retirée **deux** jours francs au moins avant le jour fixé pour la séance de la Commission. Passé ce délai, la totalité des frais ordinaires d'arbitrage reste acquise à la Chambre Arbitrale.

Article 52.

Les frais de toute nature qui n'ont pas été prévus sont fixés par le Président de la Chambre Arbitrale.

Paris, le 25 mars et le 27 mai 1926 et le 28 mars 1927.

Le Comité de la Chambre Arbitrale de Paris.

FORMULE DE CLAUSE COMPROMISSOIRE

(Texte à insérer, d'une façon très apparente, au bas de la lettre de confirmation, avant la signature).

Toute contestation survenant à l'occasion du présent contrat sera soumise à l'arbitrage de la **CHAMBRE ARBITRALE DE PARIS** qui la résoudra en dernier ressort et conformément à ses règlements que les parties déclarent connaître.

STATUTS DE LA CHAMBRE ARBITRALE DE PARIS

Constitution de la Chambre Arbitrale

ARTICLE PREMIER

1. — Une union d'associations professionnelles est formée, conformément aux dispositions de la loi du 21 mars 1884 et de celle du 12 mars 1920, entre :

LE SYNDICAT DES GRAINS ET FARINES ET DE LA MEUNERIE DE PARIS ;

LA CHAMBRE SYNDICALE DES ENTREPRENEURS DES SERVICES DE SUBSISTANCES MILITAIRES ;

LE SYNDICAT DES COURTIERS DE MARCHANDISES A LA BOURSE DE COMMERCE DE PARIS ;

LA CHAMBRE SYNDICALE DE L'INDUSTRIE MEUNIÈRE PARISIENNE ;

LE SYNDICAT DES COMMISSIONNAIRES ET COURTIERS EN FARINES PARIS-DÉPARTEMENTS ;

LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SYNDICATS DE MARCHANDS DE GRAINS ET GRAINES DE SEMENCE, céréales, dérivés et produits du sol ;

LA CHAMBRE SYNDICALE DES GRAINS, GRAINES ET FOURRAGES DE PARIS ET DÉPARTEMENTS ;

L'UNION DES GRAINETIERS DÉTAILLANTS DE PARIS ET DE LA RÉGION PARISIENNE ;

LE SYNDICAT DU COMMERCE DES BLÉS, SEIGLES ET AVOINES A PARIS ;

LE SYNDICAT DU COMMERCE DES FARINES FLEUR A PARIS ;

LE SYNDICAT DU COMMERCE DES RIZ A PARIS ;

LE SYNDICAT DE LA RIZERIE FRANÇAISE ;

LE SYNDICAT DU COMMERCE DES SUCRES A PARIS ;

LE SYNDICAT DU COMMERCE DES ALCOOLS A PARIS ;

LE SYNDICAT DU COMMERCE DES HUILES A PARIS ;

LE SYNDICAT DU COMMERCE DES CAOUTCHOUCS BRUTS A PARIS ;

LE SYNDICAT DU CAOUTCHOUC ET DES INDUSTRIES QUI S'Y RATTACHENT ;

LA CHAMBRE SYNDICALE DE LA MALTERIE FRANÇAISE ;

L'UNION GÉNÉRALE DES SYNDICATS DE LA BRASSERIE FRANÇAISE ;

LE SYNDICAT DU COMMERCE DES HOUBLONS ;

LA CHAMBRE SYNDICALE DES TISSEURS DE JUTE DE FRANCE.

2. — Cette union d'associations professionnelles qui prend le nom de *Chambre Arbitrale de Paris*, et dont la durée est illimitée, a pour objet principal la solution rapide et économique, par arbitrage, des contestations soumises à son examen.

3. — En outre, la Chambre Arbitrale instruit ou concilie les affaires

litigieuses qui lui sont renvoyées par le Tribunal de Commerce de la Seine ou par tout autre Tribunal.

4. — Elle peut aussi procéder aux expertises ou analyses qui lui sont demandées, s'occuper de la constitution des standards, de l'établissement des contrats types et, d'une manière générale, s'intéresser à toutes études et à tous travaux d'intérêt professionnel collectif, ayant trait à l'arbitrage.

SIÈGE

ARTICLE 2

Le siège de la Chambre Arbitrale est à Paris, à la Bourse de Commerce, et ce siège peut être transféré, dans tout autre local à Paris, par simple décision du Comité Directeur.

ARTICLE 3

1. — La Chambre Arbitrale de Paris est dirigée et administrée par un Comité composé de délégués des Associations unies, à raison d'un ou deux délégués par Association. Ces délégués sont désignés chaque année par le Comité dirigeant de chacune des Associations adhérentes ; ce Comité dirigeant désigne en outre, s'il le juge utile, un délégué suppléant. Deux personnes d'une même firme ne peuvent, en même temps, faire partie du Comité de la Chambre Arbitrale.

2. — Dès sa première séance et ensuite chaque année, avant le 1^{er} avril, le Comité élit, parmi ses membres, pour former son Bureau : 1^o un Président du Comité qui est en même temps le Président de la Chambre Arbitrale ; 2^o un membre pris dans chacune des sections spécialisées prévues par le Règlement et qui devient, du fait de la désignation dont il est l'objet, le Président de cette section ; 3^o un Rapporteur-Trésorier.

3. — Les membres du Bureau sont élus au scrutin secret et à la majorité des suffrages exprimés. Les membres sortants sont rééligibles.

4. — Le Bureau de la Chambre Arbitrale organise et dirige tous les services de la Chambre Arbitrale et notamment le Secrétariat.

5. — En cas d'absence ou d'empêchement, le Président de la Chambre Arbitrale est suppléé par le Président de la Section le plus ancien et, à égalité d'ancienneté, par le plus âgé.

ARTICLE 4

1. — La liste des Associations professionnelles qui font partie de la Chambre Arbitrale est affichée en permanence au Secrétariat, ainsi que la liste des membres du Comité.

2. — La Chambre Arbitrale de Paris peut s'adjoindre toute associä-

tion professionnelle régulière qui demande à en faire partie. Les conditions d'admission sont fixées par le Comité et celui-ci fixe en même temps le nombre de délégués auquel l'Association admise a droit.

3. — Le Comité peut en outre admettre des Associations professionnelles comme Membres correspondants de la Chambre Arbitrale ; ces associations ont voix consultative.

ATTRIBUTION GÉNÉRALES DU COMITÉ

ARTICLE 5

1. — Le Comité établit les règlements de la Chambre Arbitrale et étudie les modifications éventuelles à y apporter.

2. — Sur la présentation des Associations intéressées, il nomme les arbitres et les répartit par sections spécialisées.

3. — Il prend toutes les mesures intérieures qu'il juge utiles pour assurer et faciliter à la Chambre Arbitrale l'exercice de sa mission.

4. — Il interprète les usages, règlements et statuts lorsqu'il se produit des doutes, contestations ou difficultés sur leur application.

5. — Il veille à la stricte application des règlements de la Chambre Arbitrale. En quelque circonstance que ce soit, dès qu'il s'agit de l'intérêt ou de la dignité de la Chambre Arbitrale, l'action du Comité est illimitée.

ARTICLE 6

1. — Aussi souvent qu'il le juge nécessaire, le Comité revise les tarifs des frais d'arbitrage et des autres frais.

2. — Il fixe le droit d'admission de toute Association professionnelle demandant à faire partie de la Chambre Arbitrale.

3. — Il fixe le nombre et la valeur des jetons de présence à allouer comme indemnité aux arbitres.

ARTICLE 7

1. — Le Comité établit le budget annuel de la Chambre Arbitrale et fixe la part contributive de chacune des Associations unies.

2. — Il dispose seul, et dans l'intérêt commun, des fonds versés comme part contributive annuelle par les diverses Associations syndicales qui composent la Chambre Arbitrale et des sommes recueillies comme frais d'arbitrage. Il peut prescrire toutes les améliorations et dépenses qu'il juge nécessaires et convenables.

ARTICLE 8

Le Comité n'encourt en aucun cas aucune responsabilité et ses décisions ne peuvent jamais donner lieu à instance en justice.

RÉUNIONS DU COMITÉ

ARTICLE 9

1. — Le Comité de la Chambre Arbitrale se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire, sur la convocation du Président ou sur la demande de la majorité de ses membres.

2. — Il ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents et que si les deux tiers au moins des Associations unies sont représentées.

3. — Si ces conditions ne sont pas remplies, la séance est remise à une date ultérieure et il suffit alors, pour que la délibération soit valable, que la moitié au moins des Associations unies soient représentées.

4. — Si ce dernier quorum n'est pas encore atteint, le Comité, sur une troisième et dernière convocation, prend ses décisions à la majorité des membres présents quel qu'en soit le nombre.

5. — Tout membre du Comité qui, régulièrement convoqué, a négligé d'assister à trois séances consécutives, sans motif reconnu légitime, est déclaré démissionnaire ; il doit être pourvu sans délai à son remplacement par l'Association dont il fait partie.

6. — Les décisions du Comité sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

7. — Dans tout scrutin, les bulletins blancs ou nuls sont considérés comme suffrages exprimés.

8. — Les procès-verbaux des séances du Comité, de même ceux de l'Assemblée générale, sont transcrits sur un registre spécial et signés par le Président ou son suppléant.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA CHAMBRE ARBITRALE

ARTICLE 10

1. — L'Assemblée générale de la Chambre Arbitrale se compose des membres des Comités dirigeants de toutes les Associations unies.

2. — Les modifications qui peuvent être apportées aux statuts et règlement de la Chambre Arbitrale sont soumises à l'approbation de l'Assemblée générale.

3. — Le Comité doit, à l'expiration de son mandat annuel, convoquer une Assemblée générale de la Chambre Arbitrale pour lui faire l'exposé de sa gestion et soumettre à son approbation le projet de budget qu'il a établi en recettes et en dépenses pour l'exercice suivant.

4. — Les convocations de l'Assemblée générale ont lieu, soit sur l'initiative du Président de la Chambre Arbitrale, soit à la demande de la majorité des membres du Comité.

ATTRIBUTION GÉNÉRALES DU BUREAU DE LA CHAMBRE ARBITRALE

ARTICLE 11

1. — Le Comité délègue au Président de la Chambre Arbitrale, en tant que de besoin, dans l'intérêt de la Chambre Arbitrale, tous les pouvoirs qui lui sont conférés.

2. — Le Président, assisté des autres membres du Bureau, administre la Chambre Arbitrale au nom du Comité.

3. — Il peut se mettre en rapport avec toutes autres Organisations arbitrales ou tous autres groupements professionnels et se concerter avec eux sur les questions qui intéressent la Chambre Arbitrale.

ARTICLE 12

1. — Tous titres, valeurs ou espèces peuvent être déposés dans un établissement de crédit au nom de la Chambre Arbitrale de Paris et retirés à toute époque par le Président et le Trésorier, lesquels ont tous pouvoirs pour, conjointement, au nom et pour le compte de la Chambre Arbitrale qu'ils représentent au regard dudit établissement :

Se faire ouvrir tous comptes de dépôts d'espèces ou de titres ;

Effectuer tous dépôts de fonds ou de valeurs ;

Acheter, vendre tous titres ;

Se faire consentir toutes avances sur titres ou autrement ;

Procéder à tous retraits, à toutes conversions, à tous remplois et généralement faire toutes opérations de trésorerie quelconques.

2. — En cas d'empêchement, chacun d'eux peut être remplacé, soit par un membre spécialement délégué par le Comité, soit par toute autre personne mandatée à cet effet.

DISSOLUTION

ARTICLE 13

1. — La dissolution de la Chambre Arbitrale de Paris ne peut être prononcée que sur l'initiative du Comité par une Assemblée générale spécialement convoquée à cet effet ; la majorité des trois quarts des membres de l'Assemblée générale, représentant ensemble les trois quarts au moins des Associations composant la Chambre Arbitrale, est nécessaire.

2. — En cas de dissolution, les fonds qui restent disponibles, après acquittement de toutes les charges, sont distribués dans les conditions prévues par la loi.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14

1. — Les fonds ou valeurs détenus par la Chambre Arbitrale appartiennent aux seules Associations unies.

2. — Si l'une des Associations unies vient à se retirer de la Chambre Arbitrale, elle est tenue d'acquitter ses charges à l'égard de la Chambre et n'a droit à aucune part d'actif.

ARTICLE 15

Toute demande quelconque, faite au Comité, doit être formulée par écrit, signée par son ou ses auteurs et adressée au Président de la Chambre Arbitrale.

ARTICLE 16

1. — Les présentes sont obligatoires pour quiconque fait partie de la Chambre Arbitrale ou a recours à son arbitrage.

2. — Pour toute contestation pouvant surgir à leur occasion, attribution de juridiction est faite aux tribunaux du département de la Seine. Election de domicile est faite obligatoirement, par toutes les parties intéressées, à Paris, au siège de la Chambre Arbitrale.

3. — Toute action judiciaire est intentée ou suivie, au besoin collectivement, au nom de chaque Association professionnelle intéressée, par le Président de la Chambre Arbitrale et à sa diligence.

ARTICLE 17

Le Président de la Chambre Arbitrale est chargé de faire les déclarations et dépôts prescrits par la loi.

Fait à Paris, le 25 mars et le 27 mai 1926.

Le Comité de la Chambre Arbitrale de Paris

RÈGLES & USAGES FRANÇAIS

pour le Commerce des Grains, Graines de Semences

Produits Agricoles et Dérivés

Révisés par le Congrès National des Grains (Mai 1926)

Article premier. — Validité

Les règles, usages et conditions ci-après sont applicables, *sauf convention contraire*, à toutes les affaires en céréales, produit agricoles et dérivés faites *en tous lieux* entre membres :

- 1° de l'Association Nationale de la Meunerie française ;
- 2° de la Fédération Française des Syndicats de Marchands de Grains, Graines de Semences, Céréales, dérivés et Produits du sol ;
- 3° des Syndicats adhérents à la Chambre Arbitrale de Paris (Bourse de Commerce) ;
- 4° de l'Association de la Bourse de Commerce de Strasbourg ;
- 5° du Syndicat des Grains et Farines de la Moselle (Bourse de Metz) ;
- 6° du Syndicat Général des Grains, Graines, Farines et Fourrages de Bourgogne et Franche-Comté (Bourse de Dijon) ;
- 7° du Syndicat des Grains et Farines de l'Est (Bourse de Commerce de Nancy) ;

Ils régissent également :

Les affaires faites entre tous les commerçants ayant convenu de traiter sur la base des présents usages et conditions, par clause spéciale insérée, dans leur contrat ou confirmation.

Art. 2. — Conclusion du contrat

Les offres portant la mention « cotation », « sans engagement » ne lient pas celui qui les fait.

Les offres portant la mention « sauf vente » l'engagent, à moins qu'il ne puisse justifier que la marchandise a été vendue entre-temps.

Un achat, une vente sont conclus *dès qu'il y a accord des volontés des parties* et peuvent être constatés par tous les moyens indiqués par l'article 109 du Code de Commerce.

Art. 3. — Confirmation

Les affaires peuvent être indifféremment conclues par écrit ou verbalement, directement ou par intermédiaire, mais il est recommandé aux contractants de confirmer par écrit l'accord intervenu.

Un affaire peut être confirmée par les deux parties contractantes ou par une seule d'entre elles. Dans tous les cas, il est entendu que le texte écrit contient la totalité des conditions convenues et qu'il n'existe aucune autre clause verbale accessoire.

Les stipulations verbales faites après la conclusion du marché doivent, pour être valables, être confirmées par écrit par l'un au moins des contractants. Ces confirmations complémentaires sont considérées comme tacitement acceptées, à moins de contestation immédiate.

Quand deux confirmations contenant des clauses différentes se croisent, celle du vendeur prévaut, à moins de protestation télégraphique immédiate de l'acheteur.

Toute confirmation envoyée par un courtier sur la base d'une offre ferme engage le donneur d'ordre qui ne peut lui apporter après coup une modification quelconque, ni l'annuler, à moins qu'il n'ait une raison valable pour refuser la contre-partie proposée.

Toute contestation concernant la conclusion ou la confirmation d'une vente ou d'un achat doit être faite *télégraphiquement*, sans aucun délai, c'est-à-dire *dès réception de la notification ou de la confirmation*.

Le fait de recevoir un avis confirmatif et de ne pas y répondre *immédiatement est considéré comme un accord*.

Art. 4. — Latitude en quantité

L'addition du mot « environ » ou d'un terme analogue à l'indication de la quantité dans les contrats de marchandises en sacs, ou en vrac, autorise le vendeur à livrer une quantité supérieure ou inférieure de 5 % à celle stipulée, à décompter au prix du contrat.

Si la quantité varie entre deux chiffres-limite, par exemple 150/200 Qx, l'acheteur doit se contenter de la quantité la plus faible ou accepter également la quantité la plus élevée.

En cas de non-livraison, la quantité moyenne sert de base pour le décompte.

Art. 5. — Qualité

Les ventes faites sans stipulation précise concernant la qualité ou ne portant pas sur un produit fabriqué déterminé seront considérées comme ayant pour objet une marchandise saine, loyale et marchande, c'est-à-dire sans odeur, ni grains germés, aux lieux et époques de livraison.

La qualité bonne moyenne d'une année peut contenir des grains germés ; dans ce cas, le pourcentage devra en être précisé.

Art. 6. — Echantillons

Les ventes sur échantillons peuvent être de trois sortes :

1° Vente sur échantillon proprement dite. Dans ce cas, la marchandise livrée doit être exactement conforme à l'échantillon de vente, en tenant compte toutefois du volume de cet échantillon et de sa manipulation.

2° Vente sur échantillon-type (vente sur type). Dans ce cas, il est d'usage de tolérer une légère différence de couleur, de mouture, et de teneur en corps étrangers.

3° Vente sur échantillon indicatif. Dans ce cas, la marchandise livrée doit seulement représenter la moyenne approximative de l'échantillon de vente. Si l'échantillon est simplement montré à l'acheteur, sans lui être remis, il prend le nom d'échantillon-montre.

Les livraisons d'orges de brasserie doivent toujours être conformes aux échantillons de vente.

L'acheteur est tenu d'apporter l'attention habituelle à l'examen des échantillons. Le vendeur doit toutefois lui signaler les vices qui n'apparaissent qu'à un examen particulièrement attentif, et notamment le flair.

L'ail dans le blé, le seigle, sauf stipulation contraire, n'est pas un motif de refus.

Art. 7. — Origine déterminée

Quand la vente a pour objet une marchandise d'origine déterminée, la marchandise livrée par le vendeur doit être de l'origine convenue. L'acheteur n'est pas tenu d'accepter de la marchandise d'une autre origine, en tout ou en partie.

Une marchandise vendue départ gare région de production doit, sauf convention contraire, être originaire de la région où la gare est située.

Art. 8. — Poids naturel

Le poids spécifique du blé, du seigle ou de l'avoine livrés doit être celui stipulé au contrat, déduction faite d'une tolérance pour freinte de route basée sur l'époque de livraison, les conditions atmosphériques et les délais de distances kilométriques.

La réfaction à accorder par le vendeur pour différence en moins, doit être calculée en prenant comme base le poids contractuel. Le montant de cette réfaction est fixé chaque année dans la deuxième quinzaine de septembre d'un commun accord entre les groupements professionnels ayant adhéré aux présentes conditions.

Si le poids spécifique du blé, du seigle ou de l'avoine livrés est inférieur de plus de trois kilos au poids stipulé au contrat, l'acheteur a la faculté de refuser la marchandise. Toutefois, la limite à partir de laquelle il

pourra exercer ce droit est ramené à deux kilos pour les blés, garantis d'un poids spécifique égal ou inférieur à 75 kilos.

Art. 9. — Vente d'une marque, d'une fabrication

Quand une minoterie ou une usine a vendu un produit ou une marque déterminée, la marchandise livrée doit représenter la moyenne de sa fabrication habituelle et être de qualité saine, loyale et marchande.

Art. 10. — Frais accessoires

Les frais réclamé par un transitaire pour formalités d'expédition, camionnage des sacs à l'arrivée et comptage des sacs sont à la charge de l'acheteur.

Toute modification des droits de douane ou des impôts frappant directement la marchandise est au profit ou à la charge de l'acheteur.

Le magasinage, l'assurance contre l'incendie, ainsi que les autres frais éventuels sont également à sa charge, après expiration du délai d'enlèvement prévu au contrat et dûment notifié préalablement.

Le droit de timbre sur les lettres de voiture est à la charge de celui qui a supporté les frais de transport.

Le droit de timbre sur les traites est à la charge de l'acheteur.

Art. 11. — Vente à l'exportation

Toute marchandise indigène vendue à l'exportation « franco frontière française gare X. » sans stipulation spéciale, doit être expédiée par le vendeur à cette gare, nette de tous frais de douane française.

Si la gare frontière est une gare internationale, on peut stipuler que la marchandise est à expédier « en douane » du pays destinataire, par exemple « franco frontière Kehl en douane allemande ».

Le terme « transit » accolé au nom d'une gare dans un contrat de vente d'une marchandise française à l'exportation (par exemple « franco Kehl transit »), signifie exclusivement que la marchandise vendue doit être expédiée, sous le bénéfice des tarifs d'exportation, jusqu'au point servant de transit entre le réseau français et le réseau étranger.

Art. 12. — Parité

La clause « départ gare X ou parité » donne au vendeur le droit d'expédier la marchandise, soit de la gare X, soit de toute autre gare à son choix, le prix de transport à la charge de l'acheteur ne pouvant être supérieur ou inférieur à celui applicable à la distance de la gare X à la gare destinataire indiquée au contrat.

Les clauses « franco ou rendu gare Z ou parité » donnent à l'acheteur

le droit de demander l'expédition de la marchandise, soit à la gare Z, soit à toute autre gare à son choix, le prix de transport à la charge du vendeur ne pouvant être supérieur ou inférieur à celui applicable à la distance de la gare d'expédition à la gare Z.

Dans les deux cas, quand le contrat indique en outre la provenance de la marchandise, la gare d'expédition doit être située dans la région stipulée.

Art. 13. — Date et lieu d'exécution

La date d'exécution du contrat est pour le vendeur celle de la remise de la marchandise au transporteur. Les indications figurant sur les titres de transport feront foi à cet égard jusqu'à preuve du contraire.

Le lieu d'exécution pour la livraison est le lieu de chargement de la marchandise sur quai, wagon, camion, voiture ou bateau.

Le lieu d'exécution pour le paiement est le lieu où le vendeur a son établissement commercial.

Art. 14. — Frais et risques de transport

L'expression « franco de port » signifie que le vendeur doit payer les frais de transport, sans toutefois en prendre les risques à sa charge.

Si l'acheteur paie le prix de transport à l'arrivée, il peut le déduire du montant de la facture ; son avance n'est toutefois pas productive d'intérêts.

L'expression « rendu » signifie que le vendeur prend à sa charge les frais et les risques du transport.

En cas de déficit sur le poids ou de manquant dans le nombre des sacs, l'acheteur doit prouver, par la production du bulletin de pesage ou de comptage de la gare destinataire ou par le constat d'une personne qualifiée, que la quantité indiquée sur le titre de transport ne correspond pas à celle effectivement livrée ; il doit en outre, qu'il s'agisse d'une vente franco ou de départ, faire la réclamation auprès du transporteur, sauf à se retourner contre son vendeur, si elle n'aboutit pas.

Toute modification des tarifs de transport est au profit ou la charge de celui à qui incombent les frais de transport.

Art. 15. — Livraison

a) *Acheteur.* — Les instructions d'expédition de l'acheteur doivent être en possession du vendeur dans les délais suivants, à calculer en jours ouvrables, après conclusion du contrat.

1° En cas de livraison « immédiate », dans les 24 heures.

2° En cas de livraison « disponible » dans les 4 jours.

3° En cas de livraison « prompte », dans les 8 jours.

4° En cas de livraison « à date fixe », 3 jours avant la date prévue.

En cas de livraison « à époque déterminée », elles doivent être envoyées au vendeur dès qu'il les demande, entre les dates extrêmes prévues au contrat.

En cas de livraison à époque déterminée « à sa demande », l'acheteur a le droit de donner les instructions d'expédition n'importe quel jour, du commencement à la fin du délai convenu.

Les instructions d'expédition doivent contenir toutes les précisions nécessaires à leur exécution ; elles doivent mettre le vendeur à même de charger, d'expédier ou de livrer la marchandise.

b) *Vendeur.* — Le vendeur ne doit pas expédier sans avoir reçu des instructions d'expédition de l'acheteur. Il doit livrer dans les délais suivants, à calculer les jours ouvrables, après réception des instructions de l'acheteur :

1° En cas de livraison « immédiate », dans les quatre jours.

2° En cas de livraison « disponible », dans les six jours.

3° En cas de livraison « prompte », dans les huit jours.

En cas de livraison « à époque déterminée », le vendeur a le droit de livrer la totalité du contrat n'importe quel jour, du commencement à la fin du délai convenu.

Les instructions de l'acheteur devront être en sa possession le premier jour de ce délai. Il pourra le mettre en demeure de les lui faire parvenir le deuxième jour ouvrable de ce délai.

Toutefois, s'il a été convenu « livraisons à échelonner sur un seul mois », elles devront être faites en plusieurs fois pendant cette période, par quantités et à des dates à déterminer à la conclusion du contrat.

S'il a été convenu « livraison sur plusieurs mois », elles devront être faites et les instructions d'expédition données mensuellement par quantités égales.

Si aucun délai n'est prévu pour la livraison, les contractants sont censés avoir stipulé livraison « disponible ».

Art. 16. — Contrat à terme fixe

Un contrat à terme fixe est un contrat qui est résolu de plein droit par la seule échéance du terme.

L'indication du terme doit être accompagnée de précisions ne laissant aucun doute sur l'intention des parties. Il faut stipuler, par exemple, livrable jusqu'au 15 « au plus tard », ou bien livrable jusqu'au 15 « dernier délai ».

La partie lésée devra, sous peine de déchéance de ses droits, indiquer dans les cinq jours après l'échéance du terme, si elle entend demander des dommages-intérêts.

Art. 17. — Livraisons à époques déterminées

Les livraisons à époque déterminée doivent être faites dans les délais dont le contrat fixe d'avance, au point de vue chronologique, *le commencement et la fin*, sans modification possible.

Ces délais peuvent varier d'un semaine à six mois. Ci-après la signification exacte de ceux dont la durée pourrait donner lieu à contestation.

On entend :

- par « semaine », un délai de sept jours ;
- par « début du mois », les dix premiers jours du mois ;
- par « milieu du mois », l'époque s'écoulant du 10 au 20 inclus ;
- par « fin du mois » les dix derniers jours du mois ;
- par « première quinzaine », l'époque du 1^{er} au 15 inclus ;
- par « deuxième quinzaine », l'époque du 16 au dernier jour du mois inclus.

A l'exception du commerce des semences et des engrais, le printemps s'entend des mois de mars, avril et mai et l'automne des mois de septembre, octobre et novembre.

Art. 18. — Marchandise faisant route ou flottante

Toute marchandise vendue « faisant route » ou « flottante » doit, à la conclusion de l'affaire, être déjà partie par chemin de fer, bateau ou péniche.

Art. 19. — Livraisons mensuelles

Toute livraison mensuelle doit, au point de vue réclammations, résiliation et conséquences du retard, être considérée comme un contrat séparé. En conséquence, l'inexécution des obligations contractuelles pour une de ces livraisons, laisse subsister le marché pour toutes les quantités restant à livrer.

En cas de récidive, la partie lésée aura le droit de demander la résiliation de la totalité du contrat et l'indemnité à accorder sera fixée par arbitrage.

Art. 20. — Expéditions

L'obtention du wagon est toujours à la charge du vendeur qui devra justifier en avoir fait la demande en temps utile.

Dans les ventes « départ », l'acheteur ne sera pas tenu d'agréer la marchandise à la mise en gare ou à l'embarquement, sauf stipulation contraire à la conclusion de l'affaire.

Le départ et l'arrivée de la marchandise s'entendent toujours gare *grand réseau*. Le vendeur qui charge sur un réseau d'intérêt local, sans y être autorisé par une clause du contrat, doit donc prendre à sa charge

les frais de transport jusqu'à la gare grand réseau la plus proche et les frais de transbordement à cette gare.

Réciproquement, en cas de vente franco ou rendu, les frais afférents au transport sur réseau d'intérêt local restent à la charge de l'acheteur, s'il n'a pas prévenu le vendeur, à la conclusion du contrat, que la gare destinataire n'était pas sur un grand réseau.

Le vendeur est tenu d'accomplir les formalités nécessaires à l'expédition de la marchandise, et, en l'absence d'instructions spéciales, de revendiquer le tarif le plus réduit.

Art. 21. — Sacs

a) *Sacs fournis par le vendeur.* — Si le vendeur prête ses sacs, l'acheteur doit les réexpédier franco et en bon état dans les quinze jours de l'arrivée de la marchandise. A l'expiration de ce délai, le vendeur pourra en réclamer la location au taux usuel, et, au bout de trois mois, en exiger le paiement, sans préjudice des droits de location déjà courus.

Le détenteur des sacs prêtés est responsable de leur détérioration, même si aucune faute ne lui est imputable, par exemple en cas d'incendie.

b) *Sacs fournis par l'acheteur.* — Dans les marchés à livrer sur mensualités, les sacs de l'acheteur doivent être rendus franco à la gare indiquée par le vendeur le premier jour du mois où la livraison doit être faite. Sinon le vendeur aura le droit de prendre des sacs de location au nom et pour le compte de l'acheteur.

Pour tous les autres contrats, les sacs doivent être rendus franco à la gare indiquée par le vendeur dans le délai minimum exigé par le mode de transport convenu (grande ou petite vitesse). Passé ce délai, le vendeur a le droit d'expédier en sacs de location, après en avoir avisé télégraphiquement l'acheteur.

La non-réception à temps des sacs de l'acheteur ou des bons de location ne constituera en aucun cas un motif de résiliation du contrat.

Si le contrat est muet sur le mode de transport des sacs, ceux-ci doivent être expédiés en grande vitesse, à moins que le transport par petite vitesse ne permette aux sacs d'arriver en temps voulu à la gare de chargement.

c) *Sacs de location.* — En cas de vente « sacs de location compte acheteur », celui-ci doit adresser au vendeur, un bon l'autorisant à prendre des sacs pour son compte ; le vendeur est tenu, sauf stipulation contraire, de s'adresser au dépôt du loueur le plus proche. La date de prise en charge ne pourra être antérieure de plus de dix jours à la date d'expédition. Les frais de transport et de camionnage des sacs à la gare d'expédition seront à la charge de l'acheteur.

En cas de vente « sacs de location à transférer », l'acheteur doit adresser au vendeur un bon de transfert des sacs loués antérieurement par

le vendeur. Le transfert sera fait valeur du jour de la livraison, sans que l'acheteur ait à rembourser des frais de transport.

Dans les deux cas, les bons devront parvenir au vendeur dans les délais prévus pour la réception des instructions d'expédition, faute de quoi il pourra louer ou faire transférer d'office les sacs nécessaires au compte de l'acheteur qui sera débité des frais de location, soit du jour de la prise en charge, soit du jour de la livraison.

En cas de refus de transfert par le loueur, le vendeur pourra exiger la consignation de la valeur des sacs.

Art. 22. — Paiement

Sauf stipulation contraire, les marchandises vendues « départ » franco et « à l'embarquement » sont payables au comptant net contre documents ou récépissés.

Dans les contrats contenant la clause « paiement contre récépissé », l'acheteur est tenu de payer à présentation, tous ses droits étant réservés. Sinon le vendeur doit lui adresser une mise en demeure télégraphique lui donnant un délai supplémentaire de vingt-quatre heures, à l'expiration duquel il a le droit de résilier le contrat ou la mensualité, avec ou sans dommages-intérêts.

Les marchandises vendues « rendu » sont payables à l'arrivée.

Le vendeur aura, toutefois, la faculté de tirer sur l'acheteur à quinze jours de la date d'expédition, une traite de 80 % du montant de sa facture, le solde étant réglé d'après les dispositions qui précèdent.

Pour les marchandises vendues à terme le vendeur a toujours le droit de demander le paiement à la livraison, déduction faite d'un intérêt supérieur de 3 % au-dessus du taux des avances de la Banque de France.

Art. 23. — Courtage

Le commissionnaire est la personne qui fait en son nom une opération commerciale pour le compte d'un tiers.

Le courtier est la personne qui, moyennant rétribution, sert d'intermédiaire pour la conclusion d'une affaire.

Sauf convention spéciale, le courtier a droit au courtage habituel dès que l'affaire a été acceptée par les deux parties.

Art. 24. — Réclamations

Les réclamations relatives à la nature, la qualité, le conditionnement, la quantité ou le poids de la marchandise peuvent consister en une simple demande de réfaction ou comporter un refus total.

Elles doivent être faites *télégraphiquement*, au plus tard le premier jour ouvrable après la mise de la marchandise à la disposition du destina-

taire et en la laissant sur wagon ou en gare. En cas de ventes successives, les acheteurs intermédiaires doivent retransmettre immédiatement, par *télégramme*, les réclamations qui leur parviennent.

A défaut d'instructions du vendeur dans les quarante-huit heures après la réclamation et afin d'éviter des frais de stationnement ou d'autres dommages, l'acheteur fera prélever des échantillons ou procéder à une expertise sur la marchandise contestée, en se conformant aux prescriptions contenues dans l'annexe.

Il déposera ensuite lesdites marchandises pendant la durée du litige dans un magasin public ou dans un lieu de dépôt approprié, pour compte de qui de droit. Si la mise en dépôt de la marchandise est impossible à destination, elle sera effectuée dans la localité la plus proche possédant les magasins nécessaires.

L'acheteur devra, sous sa responsabilité, veiller à l'identification de la marchandise, à sa conservation, la faire assurer et la soigner en bon commerçant.

Il pourra toutefois disposer de la marchandise dès l'échantillonnage ou l'expertise, s'il réclame seulement une réfaction pour moins-value ou manquant.

Par dérogation au principe de non-déchargement de la marchandise contestée, la réclamation peut encore avoir lieu :

a) au cours du déchargement du wagon, si la marchandise n'est pas homogène, à charge par l'acheteur d'en faire la preuve par constat officiel ;

b) à l'expiration du temps normalement nécessaire aux analyses, essais de panification et de germination ou examens botaniques indispensables pour déterminer la qualité réelle de certains produits (tels que le malt, la farine, les engrais, les graines et céréales de semences). L'acheteur devra, dans ce cas, prévenir immédiatement le vendeur de son intention de faire procéder à une analyse et mettre en dépôt la marchandise après avoir prélevé des échantillons conformément à l'annexe.

Dans le cas où la Compagnie de Transport refuserait l'échantillonnage à l'arrivée avant la levée de la lettre de voiture, le paiement de celle-ci ayant été imposé par la Compagnie ne saurait être considéré comme une prise de livraison.

Toute réclamation non fondée donne droit à des dommages et intérêts à fixer par arbitrage.

Art. 25. — Réfaction, résiliation et remplacement

Suivant l'importance de la moins-value de la marchandise, l'acheteur peut demander une réfaction ou la résiliation du contrat.

a) *Réfaction.* — En cas de vente « suivant échantillon », il a le droit à une réfaction pour toute moins-value, si minime soit-elle.

En cas de vente « suivant type », il n'a droit à une réfaction que si la moins-value est supérieure ou égale à 1 %.

En cas de vente d'une marchandise sans stipulation précise concernant la qualité, la moins-value à partir de laquelle l'acheteur a droit à une réfaction est laissée à l'appréciation des arbitres.

b) *Résiliation*. — Si la moins-value est supérieure à 4 % en cas de vente sur échantillon, et à 5 % en cas de vente suivant type ou de vente sans stipulation précise concernant la qualité, l'acheteur peut demander la résiliation avec dommages-intérêts. Il peut, s'il le préfère (exception faite en cas de vente sur échantillon), mettre à la réception de la marchandise, le vendeur en demeure de la remplacer dans un délai approprié, faute de quoi il aura le droit de considérer le contrat comme résilié.

Art. 26. — Retard dans l'exécution du contrat

Le vendeur ou l'acheteur qui ne satisfont pas à leurs obligations dans les délais convenus, tels qu'ils sont définis par l'article 16 sont en retard dans l'exécution du contrat.

a) Le retard dans les instructions d'expédition donne au vendeur le droit de différer la livraison pendant une durée égale à celle du retard de l'acheteur.

b) Le retard dans le paiement donne au vendeur le droit de facturer des intérêts moratoires au taux d'avances de la Banque de France.

Ces différents droits sont acquis à l'acheteur ou au vendeur sans mise en demeure spéciale.

Art. 27. — Inexécution et mise en demeure

Si l'une des parties n'exécute pas le contrat, l'autre peut :

1° Résilier le contrat avec ou sans dommages-intérêts. La partie lésée doit, dans ce cas, à l'expiration du délai d'exécution du contrat, mettre en demeure la partie en défaut, en lui donnant un délai supplémentaire conforme à l'article 28 et en la prévenant qu'à l'expiration de ce délai elle résiliera le contrat. Dès ce moment, elle ne peut plus en réclamer l'exécution. Le premier jour ouvrable après l'expiration du délai, elle doit confirmer à l'autre partie la résiliation et, si elle demande des dommages-intérêts, lui indiquer comment elle entend les déterminer, conformément aux prescriptions de l'article 29.

2° Demander, outre l'exécution, des dommages-intérêts pour retard. La partie lésée doit, dans ce cas, à l'expiration du délai du contrat, mettre en demeure la partie en défaut, en lui donnant un délai supplémentaire calculé d'après l'article 28 et en la prévenant qu'elle lui demandera des dommages-intérêts pour retard dans l'exécution. Ce nouveau délai expiré, elle lui précisera le montant des dommages-intérêts réclamés.

3° Considérer le contrat comme continuant à courir. La prolongation tacite du contrat résulte simplement, dans ce cas, du silence des deux contractants, excepté dans les affaires à terme fixe.

Le vendeur qui n'entend pas résilier le contrat a également la faculté de mettre l'acheteur en demeure de lui passer des instructions d'expédition, en lui accordant un délai supplémentaire calculé d'après l'article 28 et en le prévenant en même temps qu'à l'expiration de ce délai, il déposera la marchandise dans un magasin public ou dans tout autre lieu approprié.

Toute mise en demeure doit être faite par lettre recommandée ou télégramme avec accusé de réception. Elle ne peut être adressée à la partie en défaut avant le dernier jour du délai prévu pour l'exécution du contrat.

Art. 28. — Délai supplémentaire

Le délai supplémentaire accordé dans la mise en demeure à la partie en défaut doit être de trois jours ouvrables.

Art. 29. — Détermination du préjudice

Pour déterminer le montant de son préjudice le vendeur peut :

1° Faire revendre la marchandise par courtier assermenté, *soit de gré, à gré*, soit aux enchères publiques.

2° Réclamer à titre de dommages-intérêts, la différence entre son prix de vente et le cours du jour de la résiliation, sans revendre la marchandise.

De son côté, l'acheteur peut :

1° Se remplacer, c'est-à-dire acheter directement ou par courtier assermenté une marchandise de même qualité, origine et fabrication que celle stipulée au contrat. Toutefois la marchandise non livré peut être remplacée par une autre, de qualité équivalente, d'origine et de fabrication différentes, si elle est introuvable ou d'un prix sensiblement supérieur à celui d'une marchandise analogue.

2° Réclamer la différence entre le prix d'achat et le cours du jour de la résiliation, sans achat en remplacement.

Ce cours est fixé d'après les mercuriales ou cotes de Bourse de la région d'origine de la marchandise, ou à défaut, par la moyenne des prix pratiqués dans cette région pour une qualité équivalente.

La partie lésée, même si elle a manifesté l'intention à la résiliation, de procéder à une revente ou à un achat en remplacement, a le droit de réclamer ultérieurement la simple différence entre le prix du contrat et le cours du jour.

Art. 30. — Résiliation sans mise en demeure

Il n'est pas nécessaire d'adresser une mise en demeure avec délai supplémentaire :

1° Quand la partie en défaut a déclaré expressément par écrit qu'elle n'exécutera pas le contrat.

2° Quand le contrat a été conclu à terme fixe (ce qui entraîne la résolution de plein droit conformément à l'article 1.657 du Code Civil), ou quand il a été convenu qu'il ne serait accordé aucun délai supplémentaire.

3° Quand l'acheteur non livré prouve que l'exécution du contrat ne présente plus aucun intérêt pour lui après l'expiration du délai convenu. Cette preuve ne doit être admise que dans les cas où la nature même de l'affaire ne comporte pas de délai supplémentaire, par exemple, pour les semences, après l'époque des semailles, pour les orges de brasserie, après la campagne de malterie.

Art. 31. — Refus d'exécution

Si l'un des contractants refuse par écrit ou télégramme d'exécuter le contrat, l'autre doit l'aviser immédiatement, sans mise en demeure préalable, qu'il résilie le contrat, soit purement et simplement, soit avec dommages-intérêts. Faute de résiliation immédiate, télégraphique il est censé accepter le refus et renonce à ses droits.

Si le vendeur entend poursuivre l'exécution du contrat, il doit après avoir mis la marchandise en magasin pour le compte de l'acheteur, en demander immédiatement le paiement par arbitrage urgent.

**Art. 32. — Non-livraison pour cause de force majeure
ou de cas fortuits**

Le contrat ou toute mensualité non exécutée pour cause de force majeure ou de cas fortuit sera considéré comme annulé purement et simplement, si l'empêchement causé a un caractère durable (par exemple, prohibition d'importation et d'exportation).

Le droit de résiliation appartient à celui des contractants qui peut invoquer la force majeure. La preuve de l'impossibilité d'exécuter est également à sa charge. Il devra notifier à l'autre dans un délai convenable son intention de résilier.

Si l'empêchement n'a, au contraire, qu'un caractère passager (exemple : impossibilité de charger ou manque de wagons, brouillard, verglas), le délai d'exécution du contrat est simplement prolongé de la durée de l'empêchement. Le vendeur est tenu d'indiquer, dès que possible, la date probable où l'empêchement prendra fin. L'acheteur devra, dès réception de cet avis, faire connaître au vendeur au bout de quel

délai il considérera le contrat comme résilié, étant entendu que ce délai ne pourra être inférieur à 10 jours.

En cas d'incendie, le vendeur pourra, dans un délai de 10 jours, après le sinistre, proposer à l'acheteur une marchandise de qualité ou de fabrication équivalente à la sienne et *celui-ci aura la faculté d'accepter cette proposition ou de demander la résiliation pure et simple du contrat.*

Art. 33. — Extinction des contrats

Tous marchés ou livraisons partielles dont aucun des contractants n'aura réclamé l'exécution dans les trente jours qui suivent la date extrême de livraison seront considérés comme résolus de plein droit à l'expiration de ce délai.

Cette disposition n'est pas applicable aux marchés à terme fixe (voir article 16).

Art. 34. — Cession et suite de contrat

a) *Cession de contrat.* — La cession de contrat est une convention par laquelle un créancier (acheteur ou vendeur), le cédant, aliène ses droits contre un débiteur, le cédé, à un tiers qui devient créancier à sa place, le cessionnaire.

La cession a lieu par la remise au cessionnaire du contrat original. Elle doit, pour être valable, être faite avec le consentement du cédé.

La différence entre le prix d'achat ou de vente et le prix de cession fera seule l'objet d'une facture et sera exigible au moment même de la cession, sauf stipulation contraire.

b) *Suite de contrat.* — La mention « suite de contrat » n'a d'autre valeur que celle d'une indication d'origine.

Art. 35. — Délais

Les délais d'exécution des contrats indiqués dans ces usages ne comprennent pas le jour de la conclusion du marché, le jour d'arrivée d'une lettre à destination et le jour de la réception d'un envoi de marchandises.

Les lettres et télégrammes arrivant un dimanche ou un jour de fête légale, ou bien l'après-midi de la veille d'un dimanche ou d'un jour de fête légale sont censés arriver le premier jour ouvrable suivant.

Si le dernier jour d'un délai tombe un dimanche ou un jour de fête légale, le délai est prolongé jusqu'au jour ouvrable le plus proche.

A défaut de stipulation spéciale, les délais sont comptés sans interruption, jours fériés compris.

Art. 36. — Jugement des litiges

Tous les litiges résultant des affaires désignées dans l'article premier sont, sauf convention contraire, de la compétence de la Chambre Arbitrale de la Bourse où le contrat a été conclu.

Si l'affaire a été faite en dehors d'une Bourse, la Chambre Arbitrale compétente est celle de la région du vendeur.

Le créancier conserve toutefois le droit d'intenter, devant les Tribunaux ordinaires, une action en paiement des créances payables par traite acceptée.

**Instructions pour la prise d'échantillons, l'expertise
et la détermination du poids**

L'acheteur qui conteste une marchandise pour différence de qualité ou manquant doit s'assurer en temps voulu les preuves nécessaires au moyen d'une prise d'échantillons ou d'une expertise, ces opérations ne peuvent avoir lieu qu'à destination, sauf stipulation contraire.

I

PRISE D'ÉCHANTILLONS

Elle peut être faite :

1° Contradictoirement, c'est-à-dire par l'acheteur en présence du vendeur ou de son représentant dûment accrédité, pourvu que leur transport sur les lieux n'entraîne pas une prolongation des délais de stationnement supérieure à 24 heures;

2° A défaut, par un courtier assermenté, un expert assermenté ou un huissier.

Si l'expert n'est pas assermenté, il devra être désigné par les parties d'un commun accord.

Ces diverses personnes doivent être complètement indépendantes des parties et n'avoir aucun intérêt direct ou indirect à l'affaire.

Le vendeur devra, dans tous les cas, être prévenu de la date à laquelle la prise d'échantillons aura lieu.

La prise d'échantillons effectuée dans ces conditions, est considérée comme faisant foi et sa régularité ne peut être contestée par aucune des parties.

Manière de l'opérer

a) *Marchandise homogène.* — Le prélèvement a pour but, dans ce cas, d'obtenir un échantillon représentant la moyenne de la marchan-

dise. La personne chargée du prélèvement se conformera aux prescriptions suivantes :

1° *Marchandise en sacs.* — Prendre un échantillon au minimum par 10 sacs dans les lots dont le poids ne dépasse pas 30.000 kg. et un échantillon par 20 sacs dans les lots excédant ce poids.

2° *Marchandise en vrac.* — Prendre un échantillon au minimum en 10 points différents dans les lots n'excédant pas 30.000 kg. et en 3 points différents par lot de 10 tonnes dans les chargements plus importants.

Ces diverses prises seront mélangées avec soin et la masse ainsi obtenue sera divisée en trois parties égales, pesant au minimum 500 grammes chacune. Les échantillons devront ensuite être enfermés dans des sachets en papier ou en toile ou des récipients propres et sacs munis du cachet de plomb de la personne chargée du prélèvement.

Chacun des contractants recevra un échantillon. Le troisième restera à la disposition de la personne chargée du prélèvement; elle ne devra s'en dessaisir qu'avec l'assentiment des deux contractants.

S'il y a plus de deux personnes intéressées au litige, la quantité des échantillons à prélever doit être augmentée en conséquence.

b) *Marchandise non homogène.* — Le prélèvement a pour but, dans ce cas, d'obtenir des échantillons séparés des diverses parties de la marchandise.

Le nombre des prises d'échantillons sera le même que dans le cas précédent et le poids de chacune atteindra 200 grammes pour une marchandise en sacs et 500 grammes pour une marchandise en vrac.

Les diverses prises d'échantillons devront rester séparées et chacune d'elles sera divisée en trois parties égales. Elles seront ensuite mise en sachets et conservées dans les mêmes conditions que ci-dessus. Les trois sachets provenant de la même prise recevront le même numéro. Chacun des contractants recevra un exemplaire de tous les échantillons prélevés. La troisième série restera à la disposition de la personne chargée du prélèvement.

Qu'il s'agisse d'échantillons moyens ou séparés, les sachets ou récipients doivent porter une inscription mentionnant :

- 1° Le jour et la date de la prise d'échantillons;
- 2° La nature de la marchandise;
- 3° Le nom de l'expéditeur et du destinataire;
- 4° Le numéro du magasin ou du wagon ou le nom du bateau;
- 5° La quantité et la nature de l'emballage.

Procès-verbal

Chaque prise d'échantillons doit faire l'objet d'un procès-verbal établi par la personne chargée du prélèvement et signé de sa main.

Le procès-verbal devra contenir les indications suivantes :

- 1° Lieu et date de la prise d'échantillons.

- 2° Nature de la marchandise,
- 3° Nom de l'expéditeur et du destinataire,
- 4° Conditions et lieu du magasinage,
- 5° Numéro des wagons ou nom du bateau et numéro de la cale,
- 6° Quantité et nature des emballages (en se basant, s'il y a lieu, sur les indications de la personne qui a demandé l'expertise).
- 7° Nature et aspect des cachets et des plombs,
- 8° Etat des locaux servant au magasinage,
- 9° Importance des quantités défectueuses,
- 10° Etat et, si l'intéressé le demande, poids spécifique de la marchandise.

Le procès-verbal est conservé par la personne chargée du prélèvement. Il doit porter les mêmes chiffres et signes que les sachets et récipients contenant les échantillons.

Marchandises humides

Les graines oléagineuses, le malt et les marchandises contestés pour humidité doivent être toujours mis en bouteilles ou boîtes fermant hermétiquement avec bulletin indiquant exactement de quel échantillon il s'agit.

Si la marchandise est humide, l'échantillon moyen doit être divisé en six parties égales, pesant chacune 500 grammes au minimum ; trois doivent être mises en sachets de papier et trois autres en bouteilles ou récipients en fer blanc qui sont ensuite fermés et scellés. La personne ayant fait le prélèvement doit conserver un sachet en papier et une bouteille ou un récipient en fer blanc, et remettre à chacun des contractants un sachet en papier et une bouteille ou récipient en fer-blanc.

II.

EXPERTISE

Si la conservation de la preuve au moyen d'une prise d'échantillons est impossible ou impraticable, elle doit être faite par un expert assermenté désigné soit par une des parties, soit par le Président du Tribunal de Commerce ou de la Chambre arbitrale la plus proche du lieu de destination. L'expertise pourra également être faite par un expert non assermenté, à condition qu'il soit désigné par les parties d'un commun accord ; il pourra en outre être assermenté ultérieurement.

L'acheteur doit dans tous les cas inviter le vendeur à assister à l'expertise ou s'y faire représenter.

Si l'expert a été désigné sans l'assentiment du vendeur, celui-ci peut toujours provoquer une contre-expertise.

L'expert doit établir un rapport contenant les indications ordinaires d'un procès-verbal et constatant, en outre, avec précision, l'état de la marchandise. En cas de simple moins-value de la marchandise, l'expert doit en fixer le montant par rapport à une marchandise analogue, d'espèce et de qualité moyenne.

III.

DETERMINATION DU POIDS

La détermination du poids doit être faite, à la requête du destinataire, d'une manière analogue à la prise d'échantillons. On procèdera également à l'établissement d'un procès verbal.

Ce procès-verbal doit indiquer comment s'est faite la constatation du manquant (par balance décimale ou autre balance, par pesée globale ou par pesée de lots séparés). Dans ce dernier cas, on devra indiquer le nombre et l'importance de ces lots.

La détermination du poids, conformément aux dispositions qui précèdent ne dispense pas le vendeur de faire constater le poids au moment de l'expédition s'il y était tenu aux termes de son contrat.

Poids naturel

Le poids spécifique des céréales sera déterminé, si l'acheteur le demande, par une triple pesée, dont on fera la moyenne, soit à la trémie conique, soit à la balance Sommer et Runge.

Si cette détermination ne peut être faite sur place, faute des appareils nécessaires, elle pourra l'être en un lieu approprié.

La Chambre Arbitrale peut également, après coup, faire constater le poids spécifique d'après les échantillons, en tenant compte, toutefois, du temps écoulé entre la prise d'échantillons et la constatation du poids.

PRO-FORMA POUR CONFIRMATION

CONFIRMATION

(Négociants

Entremise

Comme suite

Je vous confirme que je vous ai fait de

Quantité

Marchandise

Qualité

Prix

Lieu de

livraison

Epoque de

livraison

Toiles

location à prendre pour le compte de Acheteur ou à transférer.

Paiement

Conditions

particulières

Toutes les autres conditions, règles et usages français pour le commerce des grains, graines et dérivés (révisés en mai 1926) que vous déclarez connaître et accepter, font partie intégrante du présent contrat.

Toute contestation survenant à l'occasion du présent contrat sera soumise à l'arbitrage de la Chambre Arbitrale de qui la résoudra en dernier ressort conformément à ses règlements que vous déclarerez connaître et accepter.

Veuillez agréer...

PRO-FORMA POUR CONFIRMATION

CONFIRMATION

(Courtiers)

N°

Comme suite

Je vous confirme l que vous avez fait par mon entre-
mise à
Quantité
Marchandise
Qualité
Prix
Lieu de
livraison
Epoque de
livraison
Toiles
location pour le compte de Acheteur ou à transférer
Païement
Conditions
particulières

Toutes les autres conditions, règles et usages français pour le commerce des grains, graines et dérivés (révisés en mai 1926) que vous déclarez connaître et accepter, font partie intégrante du présent contrat.

Toute contestation survenant à l'occasion du présent contrat sera soumise à l'arbitrage de la Chambre Arbitrale de qui la résoudra en dernier ressort conformément à ses règlements que vous déclarez connaître et accepter.

Mon courtage à votre charge payable à

Veuillez confirmer cette affaire directement à

Votre dévoué,

Chambre Arbitrale et de Conciliation de Dunkerque

Grains et Graines

CONTRAT DE DUNKERQUE

1^{er} Mai 1913

Dunkerque, le

M.....,

Nous vous confirmons
que nous avons fait par
à toutes les conditions ci-dessus et à celles d'autre part de :

Quantité :

Désignation :

Qualité bonne moyenne de la saison au lieu et à l'époque de l'embarquement, marchandise délivrée saine, c'est-à-dire exempte d'avarie et d'échauffement légère, chaleur sèche n'altérant pas la qualité à considérer comme saine.

Prix les 100 kilos sur wagon ou bateau Dunkerque
ou parité.

Livraison

Paiement dans Dunkerque, comptant sous 1/2 % d'escompte ou à 60 jours à notre choix, avec faculté de faire traité sur ville bancable sans déroger au lieu d'exigibilité.

Veuillez nous dire que nous sommes d'accord, votre silence dans les 48 heures de la présente sera considéré comme la ratification de ce marché.

Quantité

Agréé, M.

nos salutations empressées.

CONDITIONS GENERALES

I. — L'acheteur est tenu de reconnaître la marchandise et le poids au lieu de livraison. L'ordre d'expédition sera considéré comme une agréation formelle. En conséquence, la responsabilité du vendeur cesse à la mise sur wagon, bateau ou voiture.

II. — En cas de désaccord sur la qualité ou le conditionnement de la marchandise, les intéressés seront tenus de s'en rapporter à un arbitrage qui se ferait à la requête de la partie la plus diligente.

Pour le cas où la livraison serait effectuée, la demande devrait en être faite dans les cinq jours francs de la livraison, et le compromis signé sera remis au local de la Chambre arbitrale et de conciliation, dans les huit jours francs de la demande d'arbitrage.

III. — Pour l'enlèvement de toutes marchandises vendues en délivré, il est accordé cinq jours ouvrables du lendemain de la date de la mise à disposition.

Toutefois, pour les marchandises qui sont livrées directement d'un navire, le vendeur aura la faculté de donner le nom de ce navire avec un préavis de cinq jours ouvrables avant la date probable de son entrée au port, sous la condition d'aviser l'acheteur le jour de l'arrivée en réitérant la mise à disposition : l'acheteur serait alors tenu de prendre livraison au débarquement.

Cette mise à disposition comme aussi la désignation du navire transporteur ne pourront avoir pour effet de modifier la nature du contrat et de transformer la vente en délivré en vente par navire à désigner.

D'autre part, le retard qui pourrait se produire dans l'arrivée du navire indiqué ne saurait être considéré par l'acheteur comme motif de résiliation ou lui donner droit à une indemnité, à la condition que la livraison sera faite dans le délai convenu soit du navire désigné soit autrement.

IV. — Chaque livraison mensuelle formera contrat séparé.

V. — Les toiles de l'acheteur doivent être rendues franco au navire dès le commencement du débarquement avec ses instructions pour la livraison : faute de quoi, le vendeur se réserve le droit de louer les toiles d'office, pour le compte de l'acheteur à ses frais.

VI. — La livraison sur wagon ou bateau n'implique pas l'obligation pour le vendeur de les procurer. Ainsi, dans le cas de manque de matériel, celui-ci a le droit de mettre les marchandises sur quai ou bateaux aux frais et risques de l'acheteur.

VII. — En ce qui concerne les expéditions par fer, les prix de vente s'entendent par wagon complet. Tous frais supplémentaires pour expéditions partielles seront à la charge de l'acheteur.

VIII. — La marchandise est mise sur wagon ou bateau par le vendeur ou ses représentants, mais elle y est manutentionnée et arrimée aux frais du destinataire. Le coût de la manutention et de l'arrimage peut être porté en débours ou être compris dans le transport, soit en totalité, soit seulement en partie : dans ce dernier cas, la différence sera récupérée en suivis.

IX. — Cette vente est faite sous l'empire de la législation douanière actuellement en vigueur. Toute modification qui pourrait survenir ultérieurement sera au bénéfice ou à la charge de l'acheteur.

X. — Toute contestation résultant du présent contrat sera réglée à l'amiable par la Chambre arbitrale et de conciliation de Dunkerque, dont la décision sera finale, les parties contractantes renonçant à toute voie judiciaire.

Chambre Arbitrale et de Conciliation de Dunkerque

Nitrade de soude

CONTRAT DE DUNKERQUE

Octobre 1924

Dunkerque, le

M

Nous vous confirmons
que nous vous avons fait par
l'entremise de M. à toutes les conditions ci-dessous
et à celles d'une part,

Quantité :

Qualité : Base 95 pour cent de pur correspondant à 15,50 pour cent
d'azote nitrique.

Prix :

par cent kilogs délivrés, poids brut pour net, toiles perdues.

Païement: comptant sans escompte à la livraison à Dunkerque.

Livraison à Dunkerque.

Veuillez nous retourner la contre-partie de ce contrat revêtu de votre
signature.

Agréé, M , nos salutations empressées.

CONTRAT DE DUNKERQUE

Conditions générales de vente du nitrate de soude

L'acheteur est tenu de reconnaître la nature, le conditionnement et le poids de la marchandise au lieu de livraison. L'ordre d'expédition sera considéré comme une agréation formelle. En conséquence la responsabilité du vendeur cesse à la mise aux wagon, bateau ou voiture, les droits de l'acheteur à l'analyse restant réservés conformément aux lois en vigueur.

Cette analyse devra être faite par différence, suivant l'usage existant tant à Valparaiso que dans les grands ports d'Europe.

Qualité

Le nitrate de soude se vend sur la base de 95 pour cent de pur correspondant à 15,50 pour cent d'azote nitrique, sur l'analyse moyenne de chacun des chargements dont l'acheteur recevra livraison au débarquement ou au quai. En cas de livraison au magasin, il sera facultatif à l'acheteur de demander un nouvel échantillonnage pour les livraisons au débarquement ou au quai aura lieu par les soins du vendeur ou de son agent, l'acheteur ayant droit d'assister à cette opération, et les échantillons seront envoyés à _____ pour l'analyse dont le résultat sera final. Le lieu de livraison étant Dunkerque, de convention expresse, l'échantillonnage devra dans tous les cas être fait à Dunkerque, conformément à la loi.

Livraison

La livraison a lieu aux wagon, bédandre ou voiture à fournir par l'acheteur à l'endroit indiqué par le vendeur ; les frais de cette livraison, pesage et échantillonnage sont à la charge du vendeur.

A. — Vente en disponible ou à la demande de l'acheteur

L'enlèvement de la marchandise doit être effectué dans les 3 jours ouvrables de la date de la mise à disposition.

B. — Vente à livrer sur un ou plusieurs mois ou par quinzaines

La livraison est faite dans le courant du mois ou de la quinzaine à la convenance du vendeur. Celui-ci devra mettre la marchandise à la disposition de l'acheteur deux jours ouvrables au plus tard avant l'expiration du délai fixé. Mais l'inobservation de ce délai par le vendeur ne saurait en aucun cas dispenser l'acheteur de lui adresser, conformé-

ment au droit commun, une mise en demeure régulière, sur laquelle le vendeur peut encore livrer et faute de laquelle il conserve le droit de livrer nonobstant l'expiration du délai sans que l'acheteur puisse refuser la livraison.

L'acheteur devra payer et prendre livraison de la marchandise dans les cinq jours ouvrables qui suivront la mise à disposition. En cas d'inexécution de l'une ou l'autre de ces obligations par l'acheteur dans ce délai de cinq jours, le vendeur aura, à son choix, la double faculté qu'il tient de la loi, savoir :

Ou bien d'user du droit que lui confère l'article 1657 du Code civil, c'est-à-dire de se prévaloir de la résiliation par la seule échéance du terme, sous réserve de toutes indemnités, pour différences de cours, frais, intérêts expressément fixés au taux de un pour cent au-dessus du taux d'intérêt de la Banque de France, calculés sur le montant de la facture et plus généralement de tous préjudices quelconques qui seront à la charge de l'acheteur.

Ou bien d'exiger l'exécution du marché par l'acheteur et de lui facturer la marchandise qui, en ce cas, sera dès ce moment aux frais, risques et périls de ce dernier, et, en cas de non paiement de la facture ou du chèque représentant sa valeur, à présentation, de faire vendre la marchandise aux enchères publiques, sans autorisation de justice, pour le compte de l'acheteur et à ses frais, risques et périls, après avis constituant mise en demeure par simple lettre recommandée, l'acheteur demeurant en ce cas et de convention expresse redevable à l'égard du vendeur de toutes différences de prix, et de tous frais et débours quels qu'ils soient grevant la marchandise, tels que les frais de quai, assurance, gardiennage, transport, magasinage et tous autres pendant tout le délai pendant lequel ces frais auront couru, quelle qu'en soit la durée, et, en outre des intérêts de retard aux taux de un pour cent par an au-dessus du taux d'intérêt de la Banque de France calculés sur le montant de la facture.

C. — Chaque livraison mensuelle formera contrat séparé

En ce qui concerne les expéditions par fer, les prix de vente s'entendent par wagon complet. Tous frais supplémentaires pour expéditions partielles seront à la charge de l'acheteur.

La marchandise est mise aux wagons, ou bateaux, ou voitures par le vendeur ou ses représentants, mais elle y est manutentionnée et arrimée aux frais du destinataire. En ce qui concerne les expéditions par fer ou par eau le coût de la manutention et de l'arrimage peut être porté en débours ou être compris dans le transport, soit en totalité, soit seulement en partie ; dans ce dernier cas, la différence sera récupérée en suivis.

Filières

Tout acheteur en filière sera tenu de se faire représenter vis-à-vis du vendeur ou de son agent par une maison de la place en payant à celle-ci la commission usuelle de filière.

Paiement

Le paiement a lieu sans escompte à la livraison à Dunkerque. Le vendeur se réserve le droit de demander le paiement avant l'enlèvement, ou d'exiger l'ouverture d'un crédit de banque irrévocable pour la contre-valeur de la marchandise.

Cette vente est faite sous l'empire de la législation douanière et fiscale actuellement en vigueur. Toute modification à cette législation qui pourrait survenir ultérieurement sera au bénéfice ou à la charge de l'acheteur.

Engrais divers

Les conditions générales ci-dessus, exception faite de celles relatives à la qualité et à l'analyse seront applicables à toute vente d'engrais généralement quelconques traitée aux conditions de « Délivré Dunkerque ».

Toute contestation relative au présent contrat sera soumise à la Chambre arbitrale et des Conciliations de Dunkerque, dont la décision sera finale, les parties renonçant ainsi à toute voie judiciaire.

Chambre Arbitrale et de Conciliation de Dunkerque

CONTRAT MÉDITERRANÉE CAF DUNKERQUE

Orges d'Algérie, Tunisie, Maroc et Méditerranée

(N° 3. — Revisé, mars 1928)

Vendu ce jour par M.
à M. par entremise de
aux conditions ci-après et à celles ci-contre.
Quantité embarquée ou à embarquer par un ou plusieurs vapeurs
bien cotés, suivant connaissements datés ou à dater.

Quantité loyale et marchande, bonne moyenne de l'année au lieu
et à l'époque de l'embarquement
d'un poids naturel de garanti au débar-
quement suivant échantillon n° cacheté par
M. et entre les mains de M.

Prix les 100 kilos nets : coût, frêt, assurance jusque
Dunkerque. Paiement comptant net à présentation des documents sur
place bancaire.

Vrac/Sacs : L'embarquement aura lieu en vrac.

Si la vente a été convenue en sacs (sans autre stipulation concernant
la sacherie), les toiles seront transférées à l'acheteur à la date des
connaissements et pourront être rendues en France.

Poids et état sain garantis au débarquement, sauf avaries de mer.
Légère chaleur sèche n'altérant pas la qualité du grain à considérer
comme sain. Chaque expédition partielle sera considérée comme faisant
l'objet d'un contrat séparé.

Le débarquement devra se faire à la diligence du capitaine, suivant
les usages du port.

(Insérer ici la formule de
clause compromissoire ci-
dessous d'une façon très
apparente, à la main ou à
la machine à écrire (1).

Fait en double exemplaire à
le

192

Le Vendeur

Le Courtier

L'Acheteur

(1) Toute contestation survenant à l'occasion du présent contrat sera
soumise à l'arbitrage de la « Chambre Arbitrale et de Conciliation de
Dunkerque », qui la résoudra en dernier ressort et conformément à son
règlement, que les parties déclarent connaître.

CONDITIONS

I. — QUANTITE

Le vendeur aura la faculté d'embarquer et de livrer au prix du contrat jusque 2 % en plus ou en moins de la quantité vendue.

L'acheteur pourra exiger la différence entre le prix de vente et la valeur de la marchandise au dernier jour de son déchargement sur le manquant ou l'excédent de ces 2 % ; à défaut d'entente sur cette valeur elle sera établie, par un arbitrage dont les parties supporteront les frais communs.

II. — POIDS

En cas d'accidents de mer (pomper du grain excepté) causant un manquant ou un excédent de poids, le poids de la facture provisoire restera final, sauf au cas où le manquant n'aurait pas été provoqué par la nature de l'accident et ne serait pas, de ce fait, remboursable par les assureurs.

III. — POURCENTAGE DE CORPS ETRANGERS

a) Orges F. A. Q. :

Franchise jusque 4 %.

Bonification : 1/2 % par demi-kilog. ou fraction de kilog. d'excédent, jusque 6 %.

Bonification : 1 % par demi-kilog. ou fraction de kilog. d'excédent au delà de 6 %.

b) Orges colons machinées :

Franchise jusque 3 %.

Bonification : 1 1/2 % par demi-kilog. ou fraction de kilog. d'excédent jusque 5 %.

Bonification : 1 % par demi-kilog., ou fraction de kilog. d'excédent au-delà de 5 %.

Les corps inertes (terre, pierres, sable) et les graines sans valeur (vesces, carottes, etc.), sont déduits pour leur poids ; les céréales étrangères sont déduites pour moitié de leur poids.

IV. — EMBARQUEMENT

Sera fait par un ou plusieurs vapeurs bien cotés. Pour toute expédition partielle de moins de 50.000 kilos (moins 2 %), le vendeur bonifiera à l'acheteur 0,25 centimes par 100 kilos et les ventes de 50.000 kilos au moins seront embarquées par un seul vapeur.

V. — PROHIBITION

En cas de prohibition d'exportation, de blocus ou de guerre empêchant l'expédition, le présent contrat deviendra nul pour la totalité ou pour toute partie non encore exécutée.

VI. — APPLICATION, FACTURE PROVISOIRE

Le vendeur devra aviser télégraphiquement l'acheteur ou son représentant de la mise à bord en désignant le nom du navire, la quantité appliquée et la date des connaissements. La Facture provisoire devra être expédiée par le premier vendeur à son acheteur dans les huit jours ouvrables de la date des connaissements. Les vendeurs subséquents feront toute diligence dans la transmission.

La date des connaissements sera considérée comme preuve suffisante de la date d'embarquement à moins de preuve évidente du contraire.

VII. — DOCUMENTS, TAXE D'IMPORTATION

Les documents présentés à l'acheteur devront comprendre :

1° Le jeu complet des connaissements dûment endossés et mentionnant le nom du navire sur lequel la marchandise a été embarquée (reçu pour être embarquée, n'étant pas considéré comme connaissement) ;

2° Les polices ou les certificats d'assurance.

Si les documents ne comprenaient pas la série complète des connaissements et au moins l'un d'eux endossés et si l'assurance n'était pas couverte aux conditions prévues au paragraphe suivant, ou si les documents étaient présentés postérieurement à l'arrivée du navire à destination, l'acheteur devrait néanmoins les accepter.

Dans ces cas, le vendeur ou ses agents lui fourniront une garantie suffisante de banque pour la remise des pièces manquantes ou pour les conséquences pouvant résulter de la différence des conditions ou du retard.

Si la marchandise, pour rentrer en franchise de douane en France, doit être accompagnée d'un certificat d'origine ou de toute autre pièce, ces pièces devront accompagner les connaissements, à moins qu'une de ces pièces ne soit conservée par la douane d'origine et envoyée directement à la douane de la métropole.

Taxe d'importation à la charge de l'acheteur.

Les documents se trouveront dorénavant accompagnés d'une garantie de banque pour le règlement de la lecture finale (poids, arbitrage, analyse).

VIII. — ASSURANCE

L'assurance (risques de mines inclus) sera couverte pour le montant majoré de 2 % de la facture provisoire, frêt non déduit, avec remboursement intégral des avaries particulières dès qu'elles s'élèvent à 3 % sur chaque espèce de marchandise et cale par cale et ou compartiment.

Le vendeur fournira des Polices souscrites à des Compagnies anglaises ou continentales connues, mais dont il ne garantit pas la solvabilité. Le montant assuré au delà des 2 % précités restera acquis au vendeur, sous sa responsabilité, et sans préjudice pour le porteur de la Police.

IX. — PESAGE

Le poids délivré sera constaté à destination par peseurs-jurés. Au cas où une clause de connaissance exonèrerait le Capitaine des frais du demi-pesage, qui sont à sa charge, aux conditions du port de Dunkerque, ces frais seraient remboursés en facture finale par le vendeur à l'acheteur.

Le poids spécifique moyen, s'il est garanti, sera constaté à la Balance Schopper, par les soins de la Chambre arbitrale et de Conciliation de Dunkerque et suivant son règlement. La moins-value pour infériorité de poids spécifique moyen sera bonifiée par le vendeur sur la quantité totale livrée, à raison de 1 % du prix de vente pour chaque kilo manquant par hectolitre, en tenant compte des fractions de kilo. La bonification pour un manquement de plus de 3 kilos par hectolitre sera fixée par arbitrage.

Les frais d'épreuves de poids spécifique seront à la charge du vendeur en cas de manquant de poids et à la charge de l'acheteur si le poids est reconnu exact.

X. — PRORATA

Tous les ramassis, avaries et balayures, tout manquant ou excédent dans la quantité débarquée, seront partagés et distribués au prorata entre les divers réclamateurs réceptionnaires.

XI. — ARBITRAGE

Tout différend pouvant naître de la présente vente entre le vendeur et l'acheteur ou l'intermédiaire, ou entre deux d'entre eux, sera réglé par la Chambre Arbitrale et de Conciliation de Dunkerque, comme il est stipulé au recto du présent contrat.

Toute demande d'arbitrage portant sur la qualité et le conditionnement devra être faite dans les dix jours de la fin du déchargement du navire, sous peine de forclusion, et réalisée dans les deux mois.

Pour l'exécution du présent contrat, le vendeur et l'acheteur et l'intermédiaire, s'ils ne sont pas domiciliés à Dunkerque, y élisent domicile à la Chambre Arbitrale et de Conciliation.

DEMANDE D'ARBITRAGE

Formule 1 bis.

N°

de M.

Monsieur le Président de la Chambre Arbitrale,

En conséquence de conventions d'arbitrage,
vous inform que trouvant en désaccord avec
M. sollicite l'arbitrage de la Chambre Arbitrale de Paris.

L'objet du litige est le suivant :

Exposé sommaire des faits
litigieux et indication pré-
cise de la réclamation.

 désigne pour faire partie de la Commission
d'Arbitrage du premier degré M. qui
figure sur la liste des arbitres de la Chambre Arbitrale.

Le

Signature :

NOTA. — La présente demande, datée et signée, doit être adressée au
Président de la Chambre Arbitrale de Paris.

Bureaux n° 220,, Bourse de Commerce,
Paris (1^{er}).

AVIS DU DEFENDEUR

Paris, le

Formule III (1^{er} degré)

CHAMBRE ARBITRALE
de PARIS.

BOURSE DE COMMERCE N° 220

PARIS (1^{er}).

Chèques Postaux Paris 900-29.

Recommandé avec A. R.

Pièce jointe :

I formule 3 bis.

M.

Nous avons l'honneur de vous informer que nous avons reçu une
lettre datée du par la quelle M.

en conséquence de conventions, sollicite

l'arbitrage de notre Chambre au sujet d'un désaccord avec vous
qu'il détermine comme suit :

Exposé sommaire des faits litigieux et indication précise de la récla-
mation.

M. désigne comme arbitre

M.

Aux termes du règlement, si dans les cinq jours francs de l'envoi
du présent avis, vous n'avez pas désigné à la Chambre Arbitrale le
membre de la Commission du premier degré que vous avez le droit
de choisir sur la liste de ses arbitres, cette désignation sera faite d'office.
Inclus formule que vous pouvez utiliser pour indiquer l'arbitre choisi.

Veuillez agréer, M. nos salutations empressées.

Le Président de la Chambre Arbitrale,

NOTA. — Les échantillons prélevés régulièrement, en nombre con-
forme aux usages, et toutes pièces, documents et justifications utiles,
classés et répertoriés, doivent être envoyés sans retard au Secrétariat
de la Chambre Arbitrale.

FORMULE JOINTE A L'AVIS ENVOYÉ
AU DÉFENDEUR.

Formule III bis
(1^{er} degré).

Monsieur le Président de la Chambre Arbitrale
vous accus réception de l'avis en date du
par lequel votre Chambre informe que M.
, en conséquence de conventions, sollicite
l'arbitrage de la Chambre Arbitrale de Paris, au sujet d'un désaccord
précisé dans demande d'arbitrage.
désign comme membre de la Commission d'arbi-
trage du premier degré M. qui figuré sur
la liste des arbitres de votre Chambre Arbitrale.

Le

Signature :

NOTA. — Adresser la présente formule, remplie, datée et signée,
au Président de la Chambre Arbitrale de Paris.

Bureaux n° 220, Bourse de Commerce
PARIS (1^{er}).

Formule VI.

COMPROMIS

N°

Les soussignés :
MM.

déclarent être en désaccord sur les points suivants :

Les soussignés confirment qu'ils ont convenu de charger la Chambre
Arbitrale de Paris de résoudre ce litige en dernier ressort et conformé-
ment, à ses règlements qu'ils déclarent connaître.

Ils spécifient qu'à défaut de conciliation par la Chambre, ou de retrait
de la demande d'arbitrage par les parties, la Commission d'arbitrage
qui rendra, au nom de la Chambre arbitrale, une sentence définitive,
soit au premier, soit au deuxième degré, aura qualité d'ar-
bitre amiable compositeur (1).

Pour l'exécution des présentes, les soussignés élisent domicile au
siège de la Chambre Arbitrale de Paris (Bourse de Commerce, Bureaux
n° 220, Paris 1^{er}).

Fait à Paris, le en originaux.
Signatures des parties :

NOTA. — Les noms des membres de la Commission d'Arbitrage du
1^{er} degré désignés par les parties peuvent être portés au verso.

(1) Les parties peuvent décider et indiquer à ce paragraphe que la Chambre
Arbitrale n'aura pas qualité d'arbitre amiable compositeur.

**EXTRAIT DU COMPTE RENDU DU CONGRÈS
DES CHAMBRES ARBITRALES
des 9 et 10 Novembre 1927**

organisé à Paris, avec l'adhésion de groupements professionnels des villes d'Alger, Bordeaux, Casablanca, Clermont-Ferrand, Dijon, Dunkerque, Lille, Lyon, Marseille, Moulins, Metz, Nancy, Nantes, Oran, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Tours, Troyes.

Objet du Congrès :

Etude des moyens propres à assurer aux conventions d'arbitrage, en partant de la loi du 31 décembre 1925, validant la clause compromissoire le développement désiré par le commerce et voulu par le législateur.

Le mercredi 9 novembre à 9 h. 30, M. René Franck, président de la Chambre Arbitrale de Paris, entouré de : M. Pierre Fournier, membre de la Chambre de Commerce de Paris, MM. Léon Bénédic, Henri Chasles, Victor Kinziger, Auguste Rousset, présidents de Section et présidents de Syndicats adhérant à la Chambre arbitrale de Paris, MM. Martin Bloch, Georges Delpeux, Delphin Destombe, André Guignard, Alfred Hirsch, A. Royer, Henry Ullmann, Présidents de Syndicats adhérents à la Chambre arbitrale de Paris ;

Reçoit les délégués des autres organisations régionales dans la salle du Congrès à la Bourse du Commerce de Paris, et leur souhaite la bienvenue.

Sont délégués par ces différentes régions :

BORDEAUX

MM. *Morvan* (Georges), président de la Société pour la défense et le développement du Commerce et de l'Industrie ; *Marcillac*, président de l'Union syndicale des Grains et Farines de Bordeaux et de la région.

CASABLANCA

M. *Bénédic* (Léon), négociant-exportateur en produits du Maroc.

CLERMONT-FERRAND

M. *Delorme* (Jean), président de la Chambre syndicale du Commerce des Grains, Graines et Produits du sol de Clermont-Ferrand et du Puy-de-Dôme.

DIJON

M. *Troubat*, président de la Chambre arbitrale de Dijon.

DUNKERQUE

MM. *Guinguet*, président de la Chambre Arbitrale de Dunkerque ;
Coquelin, secrétaire ; *Robert*, conseil juridique.

LILLE

MM. *Lombrez*, vice-président de la Chambre Arbitrale de Lille ;
Léonard, secrétaire.-greffier.

EXPORTATEURS DE MADAGASCAR

MM. *Tardieu* (Léon), vice-président de la Chambre arbitrale des
Exportateurs français de Madagascar et dépendances ; *Grobot* (Jean),
secrétaire du Syndicat des Exportateurs français de riz, manioc et grains
de Madagascar.

MARSEILLE

M. *Dufour*, président de la Chambre arbitrale de Marseille.

MOULINS

M. *Viroket*, président de la Chambre arbitrale de Moulins.

METZ

M. *Israël* (Gaston), président de la Bourse de Commerce et de la Cham-
bre arbitrale de Metz.

NANCY

MM. *Knecht* (Julien), président de la Chambre arbitrale de Nancy ;
Knecht (Robert), secrétaire du Syndicat des Grains et Farines.

NANTES

MM. *Texier* (Gaston), président de la Chambre arbitrale de Nantes ;
Dupont (René-Charles), secrétaire de l'Union des syndicats et de la
Chambre arbitrale.

ORAN

M. *Soldat* (Albert), vice-président du Syndicat commercial et industriel.

POITIERS

MM. *Ricoux* (Louis), vice-président de la Chambre arbitrale de Poitiers; *Théophile*, vice-président de la Chambre arbitrale de Poitiers.

RENNES

MM. *Perchais*, délégué par la Chambre de Commerce de Rennes; *Lebecq* (Georges), délégué par la Bourse de Commerce de Rennes.

ROUEN

MM. *Laurent*, président de la Chambre arbitrale de Normandie; *Duhamel* (Marcel), vice-président de la Chambre syndicale de la Graineterie.

STRASBOURG

MM. *Israël* (Edmond), président de la Bourse de Commerce et de la Chambre arbitrale de Strasbourg; *Chapellu*, secrétaire général de la Chambre arbitrale.

TOURS

M. *Pescheau*, président de la Chambre arbitrale de Tours.

TROYES

MM. *Schawb*, président de la Chambre arbitrale de Troyes; *Henry* (Edouard), président du Syndicat de la Meunerie.

CONSTITUTION DU BUREAU

Le bureau du Congrès est constitué comme suit :

Président : M. René *Franck*, président du Syndicat général de la Bourse de Commerce de Paris, président de la Chambre arbitrale de Paris.

Vice-Présidents : M. *Dufour*, ancien président du Tribunal de Commerce de Marseille, président de la Chambre arbitrale de Marseille; M. *Guinguet*, président de la Chambre arbitrale de Dunkerque; M. Edmond *Israel*, président de la Bourse de Commerce de Strasbourg et président de la Chambre arbitrale de Strasbourg.

Secrétaire : M. Jacques *Meyer* (Maison Louis-Dreyfus et Cie).

RESUME DES TRAVAUX

DECLARATION PREALABLE

Le Congrès, au seul de ses travaux, est unanime à proclamer que les organisations arbitrales représentées, lesquelles émanent exclusivement de groupements professionnels, entendent d'abord rendre hommage aux tribunaux de Commerce, ainsi qu'au dévouement et à la compétence des magistrats qui les composent.

Le profond respect que les congressistes manifestent pour la juridiction consulaire, se trouve affirmé par le nombre imposant d'anciens juges aux tribunaux de Commerce qui participent à l'organisation des Chambres arbitrales et aux travaux du présent Congrès.

AVIS EMIS PAR LE CONGRES — DECISIONS PRISES

Du compromis. — Le compromis ordinaire, établi en autant d'originaux qu'il y a de parties en cause, est le moyen le plus pratique que l'on puisse employer pour saisir la Chambre arbitrale d'un litige.

Il y a lieu de conseiller l'usage du compromis ordinaire, même en cas de clause compromissoire, car il permet de mieux préciser l'objet du litige et il simplifie les formalités de greffe.

Compétence des Chambres arbitrales. — Le Congrès estime qu'une Chambre arbitrale ne doit retenir une affaire que si elle se trouve en présence, ou bien du compromis ordinaire, ou bien d'une clause compromissoire indiscutable.

De la clause compromissoire. — Le Congrès, confirmant les indications fournies par le Congrès préparatoire de février 1926, rappelle aux contractants que, dans le cas de convention d'arbitrage, il est désirable que la clause compromissoire soit insérée, d'une façon apparente, dans le corps de l'engagement, avant la signature.

Appels en garantie. — Une proposition de M. Edmond Israel, président de la Chambre arbitrale de Strasbourg, tendant à compléter la clause compromissoire par une disposition relative aux appels en garantie, sera mise à l'étude, rapportée par son auteur et discutée ultérieurement dans une réunion des présidents de Chambres arbitrales.

Des arbitres. — Les congressistes sont en forte majorité d'avis que la clause compromissoire à employer est celle qui désigne, comme arbitre, la Chambre arbitrale elle-même. Le Congrès exprime le souhait que cette méthode soit généralisée; l'autorité et le prestige des Chambres arbitrales ne peuvent qu'y gagner.

Le texte de cette clause compromissoire à recommander reste, en conséquence, le même que celui arrêté dans le précédent Congrès, savoir :

« Toute contestation survenant à l'occasion du présent contrat sera soumise à l'arbitrage de la Chambre arbitrale de... qui la résoudra en dernier ressort et conformément à ses règlements que les parties déclarent connaître. »

S'appuyant sur des règlements auxquels les parties se sont référées dans leurs convocations, la Chambre arbitrale, saisie d'un litige, délègue ses pouvoirs d'arbitre à une Commission d'arbitrage du premier degré, puis, s'il y a lieu, du deuxième degré. La sentence est prononcée au nom de la Chambre arbitrale.

Les personnes appelées à faire partie des Commissions d'arbitrage sont dénommées « arbitres » de la Chambre arbitrale.

Quand, dans un litige, deux parties seulement sont en cause, la faculté est laissée à chacune d'elles de désigner un des « arbitres » de la Commission d'arbitrage du premier degré.

Moyens d'investigation des Commissions d'arbitrage. — Police des séances d'arbitrages. — Le Congrès attire l'attention des intéressés sur l'utilité d'introduire dans les règlements d'arbitrages :

D'une part, une clause spécifiant que les Commissions d'arbitrage ont, pour la recherche des éléments d'appréciation, les pouvoirs les plus larges ;

D'autre part, une clause disant que le président de la Commission d'arbitrage peut prendre avant, ou pendant la séance d'arbitrage, toutes dispositions propres à assurer la bonne tenue et la rapidité des débats.

Des règles et usages. — Bien que, dans un même commerce les coutumes diffèrent peu d'une région à l'autre, le Congrès estime que l'unité de vues des Commissions d'arbitrage sera encore mieux assurée quand celles-ci pourront, le plus souvent, appuyer leurs décisions sur des règles et usages auxquels les contractants se seront référés et qu'il suffira généralement d'appliquer.

Déjà, des règles et usages ont été en quelque sorte codifiés pour certaines catégories d'affaires. L'œuvre doit être poursuivie et complétée aussi bien pour les affaires extérieures que pour les affaires intérieures ; les groupements de la France africaine, qui ont donné leur adhésion au Congrès, ont formulé un avis du même ordre.

Quand les règles et usages seront en tous lieux et toutes circonstances fixés, il ne restera plus qu'à veiller à leur stricte application. Ce sera la tâche des Commissions d'arbitrage, secondées par les Conseils juridiques de leurs Chambres.

Publicité à donner à certaines sentences arbitrales. — M. Edmond Israel, président de la Chambre arbitrale de Strasbourg, ayant exprimé le désir qu'une certaine publicité soit donnée aux sentences arbitrales qui présentent un intérêt particulier, le Congrès, adoptant cette proposition, confie le soin, à M. Israel, de rechercher dans quelles conditions la publicité des sentences, et au besoin leur centralisation, pourraient être réalisées.

Diffusion de l'arbitrage. — Il apparaît au Congrès que l'arbitrage ne prendra en France le développement qu'il a acquis dans la plupart des grandes nations que le jour où le commerce en aura saisi tout l'intérêt, et compris les modalités.

Les syndicats de courtiers en particulier, et les syndicats professionnels en général, peuvent beaucoup pour la vulgarisation de l'arbitrage. Le Congrès leur adresse un chaleureux appel.

Réunion périodique des présidents de Chambres arbitrales. — Le Congrès décide que les présidents des Chambres arbitrales se réuniront au moins deux fois l'an, en vue de poursuivre en commun l'œuvre de l'organisation de l'arbitrage.

Paris, le 10 novembre 1927.

Le Président du Congrès,

René FRANCK.

Vu : Le Président,

Vu : Le Doyen.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
ENTRÉE EN MATIÈRE.	5
PREMIÈRE PARTIE. — Les lacunes.....	11
CHAPITRE PREMIER. — La preuve de la clause compromissoire.	11
CHAPITRE II. — La sanction du caractère obligatoire de la clause compromissoire.	19
CHAPITRE III. — Les appels en garantie.....	28
DEUXIÈME PARTIE. — Les conditions générales d'une organi- sation d'arbitrage	37
CHAPITRE PREMIER. — Le caractère juridique de la sentence arbitrale.	38
CHAPITRE II. — Le problème de l'arbitrage.....	57
CHAPITRE III. — Qui peut organiser l'arbitrage ?.....	64
CHAPITRE IV. — La personnalité des organismes d'arbitrage devant la loi.....	71
TROISIÈME PARTIE. — Les organisations arbitrales existantes..	87
CHAPITRE PREMIER. — Les Chambres arbitrales.....	89
Le caractère des Chambres arbitrales.....	89
L'origine des Chambres arbitrales.....	92
L'organisation légale des Chambres arbitrales	96
L'établissement de règles commerciales.....	101
L'arbitrage	107
Comment sont saisies les Chambres arbitrales....	108
Instruction de l'affaire.....	111
La sentence	113
L'arbitrage au 2 ^e degré	118
Les sanctions	119
Les frais d'arbitrage	121
L'activité des Chambres arbitrales	122
Le groupement des Chambres arbitrales.....	124
CHAPITRE II. — Autres groupements arbitraux.....	129
L'Institut Privé de conciliation et d'arbitrage.....	129
L'Arbitrage français	132

	Pages
La Chambre intersyndicale de conciliation et d'arbitrage des Industries électriques.....	134
QUATRIÈME PARTIE. — L'avenir des organisations arbitrales..	137
CINQUIÈME PARTIE. — Possibilité d'une œuvre législative....	155
ANNEXE :	
Règlement de la Chambre arbitrale de Paris.....	167
Statuts de la Chambre arbitrale de Paris.....	180
Règles et Usages français	187
Contrat de Dunkerque pour les grains et graines.....	207
Contrat de Dunkerque pour les nitrates de soude.....	210
Contrat de Dunkerque C. A. F. Méditerranée.....	214
Formule de demande d'arbitrage.....	219
Avis au défendeur.....	220
Formule jointe à l'avis du défendeur.....	221
Formule de compromis.....	221
Formule de sentence.....	222
Extrait du compte rendu du Congrès des Présidents de Chambres arbitrales des 9 et 10 novembre 1927.....	223

Les Presses Modernes, 45, Rue de Maubeuge, PARIS
ATELIERS A TROYES (Aube)
